

JOURNAL OFFICIEL

DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

NOUMÉA - IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE - 18 AVENUE PAUL DOUMER

PARAIT LES MARDI ET JEUDI DE CHAQUE SEMAINE

LE NUMERO : 120 FRANCS

SOMMAIRE GENERAL

Sommaire analytique page suivante

ETAT

Lois et actes administratifs	2932
------------------------------	------

NOUVELLE-CALEDONIE

Congrès	
Avis	2934

Gouvernement	
Mesures nominatives	2936

Président du gouvernement	
Textes généraux	2937

PROVINCES

Province des îles Loyauté	
Délibérations	2939
Arrêtés et décisions	2943

Province Sud	
Délibérations	3005
Arrêtés et décisions	3007

AVIS ET COMMUNICATIONS	3009
------------------------	------

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS	3014
-----------------------------	------

PUBLICATIONS LEGALES	3015
----------------------	------

SOMMAIRE ANALYTIQUE

ETAT

Lois et actes administratifs

publiés pour information en application
de l'article 6-1 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999
relative à la Nouvelle-Calédonie modifiée

Publication intégrale

Arrêté du 17 février 2014 portant désignation des assesseurs
titulaires et suppléants du tribunal de première instance de
Nouméa et des sections détachées de Koné et de Lifou (p. 2932).

NOUVELLE-CALEDONIE

Congrès

Avis

Avis du 21 mars 2014 portant sur le projet de loi relatif à la
biodiversité (p. 2934).

Gouvernement

Mesures nominatives (Extraits)

Arrêté n° 2014-713/GNC du 25 mars 2014 relatif à la nomination
de Xavier Sarengat, en qualité d'adjoint au chef du service de
l'éditique de la direction des technologies et des services de
l'information (p. 2936).

Arrêté n° 2014-715/GNC du 25 mars 2014 relatif à la nomination
par intérim du chef du service administratif et financier de la
direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-
Calédonie (p. 2936).

Arrêté n° 2014-731/GNC du 25 mars 2014 relatif à la nomination
de Juan-Miguel Santiago, directeur adjoint des affaires
économiques par intérim (p. 2936).

Arrêté n° 2014-733/GNC du 25 mars 2014 relatif à la nomination
d'Audrey Oudart, directrice adjointe des affaires économiques
par intérim (p. 2936).

Arrêté n° 2014-739/GNC du 25 mars 2014 relatif à la nomination
de Rémi Brefort en qualité de directeur du travail et de l'emploi
(p. 2936).

Président du gouvernement

Textes généraux

Arrêté n° 2014-3104/GNC-PR du 25 mars 2014 portant
délégation de signature au chef du service administratif et
financier par intérim de la direction de l'industrie, des mines et
de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie (p. 2937).

Arrêté n° 2014-3106/GNC-PR du 25 mars 2014 portant
délégation de signature aux directeurs adjoints par intérim de
la direction des affaires économiques (p. 2937).

PROVINCES

Province des îles

Délibérations

Erratum à la délibération n° 2009-57/BAPI du 17 mars 2009
accordant une aide spécifique à l'investissement à M. Waminya
Léopold – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8314 du 23 avril 2009, page
3210 (p. 2939).

Erratum à la délibération n° 2012-138/BAPI du 23 novembre
2012 accordant une aide socio-économique à M. Biciw
Raymond – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8851 du 11 décembre
2012, page 9467 (p. 2939).

Erratum à la délibération n° 2012-159/BAPI du 23 novembre
2012 portant attribution d'une subvention au profit de diverses
associations à caractère culturel – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8853
du 18 décembre 2012, page 9736 (p. 2939).

Erratum à la délibération n° 2013-50/BAPI du 22 février 2013
accordant une aide socio-économique à M. Sihaze Jean-
Baptiste – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8886 du 19 mars 2013, page
2525 (p. 2939).

Erratum à la délibération n° 2013-142/BAPI du 5 septembre
2013 relative à une attribution de subvention au profit de
l'école catholique Père François Beaulieu de la Roche –
Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8966 du 12 novembre 2013, page 8951
(p. 2940).

Erratum à la délibération n° 2013-192/BAPI du 25 octobre 2013
portant versement d'une subvention au profit d'artistes
sculpteurs des îles – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8968 du 19 novembre
2013, page 9175 (p. 2940).

Erratum à la délibération n° 2012-29/API du 24 avril 2012
accordant une aide à l'investissement à la SARL Société
Calédonienne d'Adduction et de Plomberie – Publiée au *J.O.-*
N.C. n° 8788 du 29 mai 2012, page 3807 (p. 2940).

Erratum à la délibération n° 2012-33/API du 24 avril 2012
accordant des aides à l'investissement à M. Souolou Jean-
Pierre – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8788 du 29 mai 2012, page
3810 (p. 2940).

Erratum à la délibération n° 2012-58/API du 22 juin 2012
accordant une aide à l'investissement à l'EURL Ambulance de
Maré – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8798 du 29 juin 2012, page
4705 (p. 2940).

Erratum à la délibération n° 2012-72/API du 22 juin 2012
accordant des aides à l'investissement et aux frais de gestion à
M. Konyi Joseph – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8798 du 29 juin
2012, page 4713 (p. 2941).

Erratum à la délibération n° 2012-139/API du 23 novembre
2012 accordant une aide socio-économique à M. Leanga
Michel – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8867 du 15 janvier 2013,
page 525 (p. 2941).

Erratum à la délibération n° 2012-131/API du 20 décembre 2012
accordant des aides à l'investissement et à l'exploitation à M.
Boucko Joseph – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8867 du 15 janvier 2013,
page 521 (p. 2941).

Erratum à la délibération n° 2012-132/API du 20 décembre 2012 accordant des aides à l'investissement à la SARL Drehu Wash Auto – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8867 du 15 janvier 2013, page 522 (p. 2941).

Erratum à la délibération n° 2012-18/API du 26 avril 2013 accordant des aides à l'investissement et à l'exploitation à M. Wete Marc – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8904 du 14 mai 2013, page 3838 (p. 2941).

Erratum à la délibération n° 2013-33/API du 26 avril 2013 portant attribution d'une subvention au profit de l'association « Pöröo Mara Da » – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8904 du 14 mai 2013, page 3846 (p. 2941).

Erratum à la délibération n° 2013-50/API du 20 juin 2013 accordant une aide à l'investissement à la SARL Hnathigoma Transport – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8928 du 16 juillet 2013, page 5611 (p. 2942).

Erratum à la délibération n° 2013-66/API du 2 août 2013 accordant une mesure exceptionnelle à la SARL Kaewajekol – Publiée au *J.O.-N.C.* n° 8941 du 27 août 2013, page 6738 (p. 2942).

Arrêtés et décisions

Arrêté n° 2014-29/PR du 23 janvier 2014 portant approbation des états des restes à réaliser en section d'investissement du budget de l'exercice 2013 reportés sur le budget de l'exercice 2014 (p. 2943).

Arrêté n° 2014-51/PR du 17 février 2014 portant approbation des états des restes à réaliser en section de fonctionnement du budget de l'exercice 2013 reportés sur le budget de l'exercice 2014 (p. 2960).

Décision n° 2013-307/PR du 4 novembre 2013 autorisant trois pompiers d'aérodrome contractuels de la province des îles Loyauté à effectuer un stage de formation professionnelle en métropole (p. 2994).

Décision n° 2013-367/PR du 27 décembre 2013 portant virement de crédits à l'intérieur d'une même fonction au budget de la province des îles Loyauté (p. 2994).

Décision n° 2014-07/PR du 8 janvier 2014 fixant au mercredi 12 mars 2014 la clôture des opérations de scrutin relatives aux élections des représentants du personnel au comité technique paritaire de la province des îles Loyauté (p. 3004).

Province Sud

Délibérations

Délibération n° 35-2014/BAPS/DFA du 6 mars 2014 relative à l'acquisition par la province Sud de deux lots, sis commune de Dumbéa, appartenant à la société d'équipement de la Nouvelle-Calédonie (SECAL) (p. 3005).

Délibération n° 36-2014/BAPS/DFA du 6 mars 2014 relative à l'acquisition, à titre gratuit, par la province Sud, des lots n° 261 et n° 263 de la section Rivière Salée, commune de Nouméa, d'une superficie respective de 9a 63ca environ et 1ha 48a 52ca environ, appartenant au domaine privé de la commune de Nouméa (p. 3005).

Délibération n° 70-2014/BAPS/DFA du 10 mars 2014 portant dérogation à la condition de non revente de l'acte de vente de gré à gré n° 72-2008 du 9 juin 2008, au profit de la SCI Bay Ny (p. 3005).

Délibération n° 71-2014/BAPS/DFA du 10 mars 2014 relative à la vente de gré à gré d'une parcelle provinciale sise section Industriel de Ducos, commune de Nouméa, au profit de la société civile immobilière de la BUTTE (p. 3006).

Délibération n° 72-2014/BAPS/DFA du 10 mars 2014 relative à la cession à titre gratuit des lots provinciaux n° 293 et n° 115 constituant l'emprise nécessaire à l'élargissement et la réfection de la rue Alcide Desmazures, sis section centre-ville, à Nouméa au profit de la ville de Nouméa (p. 3006).

Arrêtés et décisions

Arrêté n° 876-2014/ARR/DEPS du 19 mars 2014 réglementant temporairement, hors agglomération, la circulation, au droit d'un chantier de réfection d'assainissements sur la RP 3, du PR 4 au PR 12, commune du Mont-Dore (p. 3007).

AVIS ET COMMUNICATIONS

Délibération n° 2014-023/SMTI du 17 mars 2014 autorisant le Président à signer un marché public de prestations de transport dans le cadre du déploiement de la phase 1 des lignes interurbaines pour la ligne Nouméa-Canala-Nouméa avec la SARL NOOBWAA (p. 3009).

Délibération n° 2014-024/SMTI du 17 mars 2014 autorisant le président à lancer un appel d'offres de prestations de transport pour l'exploitation des lignes Koumac-Pouébo-Koumac et Nouméa-Poum-Nouméa dans le cadre de la phase 1 du déploiement des lignes interurbaines (p. 3009).

Délibération n° 2014-025/SMTI du 17 mars 2014 autorisant le président à lancer un appel d'offres de prestations de transport pour l'exploitation des lignes Hienghène-Koumac, Houailou-Koumac, Canala-Koumac et Nouméa-La Foa-Sarraméa-Nouméa dans le cadre du déploiement de la phase 2 des lignes interurbaines (p. 3010).

Délibération n° 2014-026/SMTI du 17 mars 2014 autorisant le président à lancer un appel d'offres pour l'acquisition de matériel roulant pour des prestations de transport relatives à la ligne VIP EXPRESS (p. 3010).

Délibération n° 2014-027/SMTI du 17 mars 2014 autorisant M. Patrick Holero à se rendre en mission hors Territoire pour l'acquisition de matériels roulants dans le cadre de la mise en place de la ligne VIP EXPRESS (p. 3011).

Arrêté n° 2014-14 du 17 mars 2014 de la commune de La Foa relatif à la titularisation de Mlle Vaitiare Fogliani (p. 3012).

Communiqué relatif à la vacance de postes de praticiens hospitaliers à pourvoir dans les établissements hospitaliers de la Nouvelle-Calédonie (p. 3012).

Avis administratifs de la direction du travail et de l'emploi (p. 3012).

Déclarations d'associations (p. 3014).

Publications légales (p. 3015).

ETAT

LOIS ET ACTES ADMINISTRATIFS

PUBLIÉS POUR INFORMATION EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 6-1 DE LA LOI ORGANIQUE N° 99-209 DU 19 MARS 1999
RELATIVE À LA NOUVELLE-CALÉDONIE MODIFIÉE

PUBLICATION INTÉGRALE

Arrêté du 17 février 2014 portant désignation des assesseurs titulaires et suppléants du tribunal de première instance de Nouméa et des sections détachées de Koné et de Lifou

NOR: JUSB1402163A

Par arrêté de la garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 17 février 2014 :

Sont désignés pour exercer les fonctions d'assesseur du tribunal de première instance de Nouméa :

En qualité de titulaires :

Mme Martine, Hélène, Charlotte GEORGES, épouse TESTU.

M. François, Félix, Pierre MONTCHANIN.

En qualité de suppléants :

Mme Hélène, Antoinette JUND, épouse BONNEAUD.

Mme Ericka, Louise, Renée MICHEL, épouse REBEL.

Mme Nasaié Henriette READ, veuve BOULA.

Mme Emma, Ela WADRIAKO, épouse WADEHNANE.

M. Wahuyune, Lucien, Haodraie BOB.

M. Paul WANYIMA.

Sont désignés pour exercer les fonctions d'assesseur de la section détachée de Koné :

En qualité de titulaires :

M. Thierry, Jean-Pierre GARNIER.

M. Philip LE MARREC.

En qualité de suppléants :

Mme Linda, Manuela MARLIER, épouse MARCELIS.

Mme Alphonsine, Iké MOINDO.

Mme Océane, Elsie, Imano TROLUE.

Mme Johana TEIN.

M. Didier, Victor, Jean, Henri FONTES.

M. Joël, Jean-Jacques ROSSARD.

Sont désignés pour exercer les fonctions d'assesseur de la section détachée de Lifou :

En qualité de titulaires :

M. Hamë ADJOU.

M. Léon, Sewate DUHNARA.

En qualité de suppléants :

Mme Koma, Xoma HNAIJE, veuve WAIKATA.

M. Edmond, Hnacéma HNACEMA.

M. Raymond MALAKAI.

M. Halo NYIPIE.

M. Jacob WAHEO.

M. Saikaene XOZAME.

NOUVELLE-CALÉDONIE

CONGRÈS

AVIS

Avis du 21 mars 2014 portant sur le projet de loi relatif à la biodiversité

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment en son article 90 ;

Vu la délibération modifiée n° 9 du 13 juillet 1999 portant règlement intérieur du congrès de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la saisine du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie du 7 février 2014 ;

Entendu le rapport n° 37 (deuxième partie) du 18 mars 2014 de la commission de la législation et de la réglementation générales, Formule l'avis suivant :

La commission permanente du congrès de la Nouvelle-Calédonie, réunie le 21 mars 2014, saisie pour avis sur le projet de loi relatif à la biodiversité, formule les observations suivantes :

I - L'article 24 du projet de loi prévoit d'étendre à la Nouvelle-Calédonie trois types de dispositions issues du titre IV dudit projet de loi, lequel met en œuvre des engagements internationaux de la France issus de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) de 1992 et du protocole de Nagoya, signé par la France en 2011.

Il s'agit :

- des dispositions du IV et du V de l'article L. 412-3 du code de l'environnement définissant d'une part, la notion de « communauté d'habitants » et d'autre part, celle de « connaissances traditionnelles associées à une ressource génétique » ;
- des dispositions du II de l'article L. 412-7 du code de l'environnement encadrant l'affectation des avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles ;
- des dispositions de l'article L. 3115-6 du code de la santé publique organisant l'accès rapide aux ressources biologiques.

1 - S'agissant de l'extension des deux définitions prévues par l'article L. 412-3 (IV et V) du code de l'environnement

A. Pour justifier cette extension à la Nouvelle-Calédonie, l'Etat se fonde sur sa compétence en matière de garantie des libertés publiques.

La commission permanente du congrès constate qu'alors même que l'article L. 412-3 du code de l'environnement restreint l'application de ses définitions à la mise en œuvre de la section 3, nouvellement créée, intitulée : « Accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, et partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation » du code de

l'environnement, ces définitions ont vocation en revanche à s'appliquer de manière générale en Nouvelle-Calédonie et s'imposer aux assemblées délibérantes locales dans l'élaboration de leurs normes.

Ainsi, malgré leur portée limitée à quelques articles du code national, ces définitions lieraient définitivement la Nouvelle-Calédonie dans ses propres champs de compétences.

Or, si ces définitions relèvent des libertés publiques, la commission permanente du congrès s'interroge sur les raisons qui justifieraient que leur champ d'application soit relatif au niveau national et absolu en Nouvelle-Calédonie ou en Polynésie.

De même, il est difficilement concevable que ces deux définitions relèvent seules de la garantie des libertés publiques alors que celles, issues du même article et concernant « l'utilisation de connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques » ou « le partage des avantages », en seraient exclues.

Enfin, la commission permanente du congrès rappelle que l'appartenance d'un droit à la catégorie des libertés publiques ne se présume pas.

B. Aux termes de la fiche d'impact, il apparaît que l'extension envisagée viserait à préserver les principes constitutionnels d'indivisibilité de la République, d'unité du peuple français et d'égalité des citoyens. L'Etat se fonde ainsi sur ces principes constitutionnels pour interdire « la reconnaissance des droits collectifs à des groupes sur des fondements ethniques ».

Cette extension tendrait ainsi à prévenir toute utilisation de la notion de « communautés autochtones et locales » prévue à l'article 5 du protocole de Nagoya.

La commission permanente du congrès tient à rappeler que si le législateur national doit respecter les principes et textes constitutionnels, la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ne lui donne pas compétence pour légiférer sur des catégories juridiques rattachées aux compétences dévolues aux institutions locales.

La commission permanente du congrès attire ainsi l'attention de l'Etat sur le fait que si la Nouvelle-Calédonie souhaite mettre en place un dispositif de sauvegarde du patrimoine autochtone, il lui appartiendra de respecter les principes constitutionnels mais il lui reviendra également de déterminer l'affectation des avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques sans que les dispositions de l'article L. 412-7 du code de l'environnement national ne lui soient opposables.

Au vu de ce qui précède, et compte tenu du défaut de compétence de l'Etat en la matière, la commission permanente du congrès estime les extensions envisagées des articles du code de l'environnement inopportunes et injustifiées.

2 - S'agissant de l'extension de l'article L. 3115-6 du code la santé publique

Ce nouvel article inséré au chapitre V du titre 1^{er} du livre 1^{er} de la troisième partie du code de la santé publique serait étendu à la Nouvelle-Calédonie au motif que ledit chapitre est déjà applicable en Nouvelle-Calédonie.

La commission permanente du congrès tient à rappeler que la répartition des compétences entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie et les provinces est strictement définie par les articles 20 à 23 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

Or, les articles actuels L.3115-1 à L.3115-5 du code de la santé publique concernent tout à la fois la santé et les contrôles sanitaires aux frontières, compétences dévolues à la Nouvelle-Calédonie par le 4° de l'article 22 de ladite loi organique. Leur extension a constitué en son temps un empiètement que la Nouvelle-Calédonie n'a cessé de relever sous forme de courriers adressés au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, à l'occasion d'avis sur des projets de texte et dans le cadre d'un vœu spécifique du gouvernement¹.

La commission permanente du congrès considère que l'extension de ce nouvel article L. 3115-6 du code la santé publique constituerait un nouvel empiètement qui ne saurait se justifier par le précédent.

Elle permettrait en outre à la recherche pharmaceutique et médicale métropolitaine de s'affranchir de la réglementation locale d'accès aux ressources biologiques tant le critère de « lutte contre la propagation internationale des maladies » est suffisamment large pour englober une grande partie des recherches de nouvelles molécules.

C'est pourquoi, la commission permanente du congrès estime l'extension envisagée de l'article L. 3115-6 du code la santé publique inopportune et injustifiée.

II - La commission permanente du congrès regrette qu'aucune référence ne soit faite, ni dans la fiche d'impact, ni dans l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi, ni à l'Accord de Nouméa du 5 mai 1998, ni à l'article 77 de la Constitution du 4 octobre 1958 et plus largement au Titre XIII de cette dernière.

Outre le fait qu'il ne semble pas que l'Etat ait pris en compte les dispositions spécifiques à la Nouvelle-Calédonie, dont il importe de rappeler la valeur constitutionnelle, il apparaît opportun de souligner que ces principes n'accordent pas à l'Etat la faculté de ne pas respecter la répartition des compétences prévue par la loi organique statutaire.

La commission permanente du congrès souhaite à nouveau attirer l'attention de l'Etat sur la compétence de la Nouvelle-Calédonie ou de ses provinces, au titre des dispositions de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment :

- en matière de réglementation et exercice des droits d'exploration, d'exploitation, de gestion et de conservation des ressources naturelles, biologiques et non biologiques (article 22-10° et article 46 de la loi organique statutaire),
- en matière environnementale (article 20 de la loi organique s'agissant de la compétence de droit commun des provinces et de la compétence de la Nouvelle-Calédonie dans les îles qui ne sont pas comprises dans le territoire d'une province),
- en droit civil et en droit commercial, en droit de la propriété intellectuelle (transfert des compétences prévu à l'article 21-III de la loi organique, effectué depuis le 1^{er} juillet 2013),
- en matière de santé et de contrôle sanitaire aux frontières (article 22-4° de la loi organique statutaire).

Au vu de ce qui précède, la commission permanente du congrès entend insister sur le fait que la compétence en matière de relations internationales de l'Etat (en l'espèce, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique et de la préparation à celle du protocole de Nagoya) ne peut aucunement justifier un empiètement sur les champs de compétences locales.

Le présent avis sera transmis au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 21 mars 2014.

*La présidente,
de la commission permanente,
du congrès de la Nouvelle-Calédonie,
ILAISAANE LAOOUVEA*

¹ Courriers du président du gouvernement des 16 février 2010 et 5 mars 2012 et vœu du 7 juin 2011.

GOVERNEMENT

MESURES NOMINATIVES (Extraits)

Arrêté n° 2014-713/GNC du 25 mars 2014 relatif à la nomination de Xavier Sarengat, en qualité d'adjoint au chef du service de l'éditique de la direction des technologies et des services de l'information

Article 1^{er} : A compter de la date du présent arrêté, M. Sarengat (Xavier), est nommé adjoint au chef du service de l'éditique de la direction des technologies et des services de l'information.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie dans le délai de trois mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, transmis au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Arrêté n° 2014-715/GNC du 25 mars 2014 relatif à la nomination par intérim du chef du service administratif et financier de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie

Article 1^{er} : Mme Malet (Danièle), rédacteur principal, 4^e échelon du cadre d'administration générale de la Nouvelle-Calédonie est nommée par intérim, chef du service administratif et financier de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie du 31 mars 2014 au 13 mai 2014 inclus.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie dans le délai de trois mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée, transmis au haut-commissaire de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Arrêté n° 2014-731/GNC du 25 mars 2014 relatif à la nomination de Juan-Miguel Santiago, directeur adjoint des affaires économiques par intérim

Article 1^{er} : A compter de la date du présent arrêté, M. Santiago (Juan-Miguel) est nommé directeur adjoint des affaires économiques par intérim, chargé de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie dans le délai de trois mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, transmis au haut-commissaire de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Arrêté n° 2014-733/GNC du 25 mars 2014 relatif à la nomination d'Audrey Oudart, directrice adjointe des affaires économiques par intérim

Article 1^{er} : A compter de la date du présent arrêté, Mme Oudart (Audrey) est nommée directrice adjointe des affaires économiques par intérim, chargée des actions économiques.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie dans le délai de trois mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée, transmis au haut-commissaire de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Arrêté n° 2014-739/GNC du 25 mars 2014 relatif à la nomination de Rémi Brefort en qualité de directeur du travail et de l'emploi

Article 1^{er} : A compter de la date de sa prise de fonction, M. Brefort (Rémi) est nommé directeur du travail et de l'emploi de la Nouvelle-Calédonie.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie dans le délai de trois mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, transmis au haut-commissaire de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT

TEXTES GÉNÉRAUX

Arrêté n° 2014-3104/GNC-PR du 25 mars 2014 portant délégation de signature au chef du service administratif et financier par intérim de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie

Le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 133 du 12 mai 2011 fixant le nombre de membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 2011-47D/GNC du 16 juin 2011 chargeant les membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'une mission d'animation et de contrôle d'un secteur de l'administration ;

Vu l'arrêté n° 2011-4610/GNC-Pr du 10 juin 2011 constatant la prise de fonctions des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2011-4612/GNC-Pr du 10 juin 2011 constatant la prise de fonctions du président et du vice-président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2012-15882/GNC-Pr du 19 décembre 2012 constatant la prise de fonctions d'un membre du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2005-2137/GNC du 25 août 2005 relatif à la nomination du chef du service du laboratoire d'analyses minérales à la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2006-3699/GNC du 28 septembre 2006 relatif à la nomination du chef du service de l'énergie à la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2006-4613/GNC du 16 novembre 2006 fixant les attributions de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2007-533/GNC du 8 février 2007 relatif à la nomination du chef du service des mines et carrières de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie ;

Vu l'arrêté n° 2007-6106/GNC-Pr du 23 octobre 2007 portant attribution d'une indemnité de sujétion à l'adjoint au chef de service du laboratoire d'analyses minérales ;

Vu l'arrêté n° 2008-6017/GNC du 24 décembre 2008 relatif à la nomination du chef du service de l'industrie à la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2012-3221/GNC du 25 septembre 2012 relatif à la nomination du chef du service administratif et financier de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2013-2495/GNC du 10 septembre 2013 portant organisation de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie ;

Vu l'arrêté n° 2013-2751/GNC du 1^{er} octobre 2013 relatif à la nomination du directeur de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2013-2997/GNC du 29 octobre 2013 relatif à la nomination du chef du service de la géologie de la Nouvelle-Calédonie de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2014-251/GNC du 4 février 2014 portant nomination du directeur adjoint de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2014-1368/GNC-Pr du 4 février 2014 portant délégation de signature au directeur, au directeur adjoint et aux chefs de service de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2014-715/GNC du 25 mars 2014 relatif à la nomination par intérim du chef du service administratif et financier de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie,

Arrête :

Article 1^{er} : Du 31 mars 2014 au 13 mai 2014 inclus, Mme Danièle Malet, chef du service administratif et financier par intérim de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie, exerce la délégation de signature prévue aux articles 9 et 10 de l'arrêté n° 2014-1368/GNC du 4 février 2014 susvisé.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le présent arrêté sera transmis au haut-commissaire de la République, notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie,
HAROLD MARTIN*

Arrêté n° 2014-3106/GNC-PR du 25 mars 2014 portant délégation de signature aux directeurs adjoints par intérim de la direction des affaires économiques

Le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 133 du 12 mai 2011 fixant le nombre de membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 2011-47D/GNC du 16 juin 2011 chargeant les membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'une mission d'animation et de contrôle d'un secteur de l'administration ;

Vu l'arrêté modifié n° 2007-2187/GNC du 16 mai 2007 fixant les attributions et portant organisation des services de la direction des affaires économiques (DAE) ;

Vu l'arrêté n° 2011-4610/GNC-Pr du 10 juin 2011 constatant la prise de fonctions des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2011-4612/GNC-Pr du 10 juin 2011 constatant la prise de fonctions du président et du vice-président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2012-15882/GNC-Pr du 19 décembre 2012 constatant la prise de fonctions d'un membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2012-14960/GNC-Pr du 21 novembre 2012 portant délégation de signature au directeur par intérim et aux chefs de service de la direction des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2014-733 du 25 mars 2014 relatif à la nomination d'Audrey Oudart directrice adjointe des affaires économiques par intérim ;

Vu l'arrêté n° 2014-731 du 25 mars 2014 relatif à la nomination de Juan-Miguel Santiago directeur adjoint des affaires économiques par intérim,

Arrête :

Article 1^{er} : Pendant toute la durée de son intérim, Mme Audrey Oudart, directrice adjointe des affaires économiques par intérim, en charge des actions économiques, reçoit délégation à l'effet de signer au nom du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie les actes prévus à l'article 1 de l'arrêté n° 2012-14960/GNC-Pr portant délégation de signature au directeur par intérim et aux chefs de service de la direction des affaires économiques.

Mme Audrey Oudart reçoit également délégation de signature pour certifier le caractère exécutoire des actes de la direction soumis à cette formalité.

Article 2 : Pendant toute la durée de son intérim, M. Juan-Miguel Santiago, directeur adjoint des affaires économiques par intérim, chargé de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, reçoit délégation à l'effet de signer au nom du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie les actes prévus à l'article 1 de l'arrêté n° 2012-14960/GNC-Pr portant délégation de signature au directeur par intérim et aux chefs de service de la direction des affaires économiques.

M. Juan-Miguel Santiago reçoit également délégation de signature pour certifier le caractère exécutoire des actes de la direction soumis à cette formalité.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié aux intéressés, transmis au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie,*
HAROLD MARTIN

PROVINCES

PROVINCE DES ILES LOYAUTÉ

DÉLIBÉRATIONS

Erratum à la délibération n° 2009-57/BAPI du 17 mars 2009 accordant une aide spécifique à l'investissement à M. Waminya Léopold

Publiée au J.O.-N.C. n° 8314 du 23 avril 2009, page 3210

Conformément à la nomenclature M52, il convient de modifier l'article 5 de la délibération n° 2009-57/BAPI du 17 mars 2009 au niveau de son imputation budgétaire :

Au lieu de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – chapitre 914, sous chapitre 71, article 130, programme 2068.

Il convient de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – fonction 97, nature 204281, chapitre 909.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2012-138/BAPI du 23 novembre 2012 accordant une aide socio-économique à M. Biciw Raymond

Publiée au J.O.-N.C. n° 8851 du 11 décembre 2012, page 9467

Suite à une erreur matérielle concernant l'imputation dans la délibération n° 2012-138/BAPI du 23 novembre 2012, il convient de modifier l'article 5 comme suit :

Au lieu de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté, exercice 2012, fonction 92, sous-fonction 21, nature 204282 et chapitre 909.

Il convient de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté, exercice 2012, fonction 92, sous-fonction 21, nature 204281 et chapitre 909.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2012-159/BAPI du 23 novembre 2012 portant attribution d'une subvention au profit de diverses associations à caractère culturel

Publiée au J.O.-N.C. n° 8853 du 18 décembre 2012, page 9736

Au lieu de lire :

Article 1^{er} : Dans le cadre du programme d'aide destiné à soutenir les associations à caractère religieuses, sont attribuées les subventions suivantes :

Bénéficiaires	Projets	Montants
Mouvement des jeunes de Nengoné	Déplacement à l'AG des jeunes de l'EENCIL	500 000 FCFP
KATESI	Sonorisation de l'église de St-Joseph	600 000 FCFP
Secours Catholique	Organisation d'un événement artistique	580 000 FCFP
KHAWALII	Organisation de l'assemblée générale des jeunes protestants	600 000 FCFP
Comité régional de l'église libre de Nengoné	Organisation de la fête de la réformation	300 000 FCFP
Consistoire de Fayaoué/Wakatr (EENCIL)	100 ^{ème} anniversaire du temple de Fayaoué	500 000 FCFP
Association paroissiale de Wabao	Organisation d'un espace communautaire	500 000 FCFP
Total		3 580 000 FCFP

Il convient de lire :

Article 1^{er} : Dans le cadre du programme d'aide destiné à soutenir les associations à caractère religieuses, sont attribuées les subventions suivantes :

Bénéficiaires	Projets	Montants
Mouvement des jeunes de Nengoné	Déplacement à l'AG des jeunes de l'EENCIL	500 000 FCFP
KATESI	Sonorisation de l'église de St-Joseph	600 000 FCFP
Secours Catholique	Organisation d'un événement artistique	580 000 FCFP
KHAWALII	Organisation de l'assemblée générale des jeunes protestants	600 000 FCFP
Comité régional de l'église libre de Nengoné	Organisation de la fête de la réformation	300 000 FCFP
Consistoire KAPITAL	100 ^{ème} anniversaire du temple de Fayaoué	500 000 FCFP
Association paroissiale de Wabao	Organisation d'un espace communautaire	500 000 FCFP
Total		3 580 000 FCFP

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2013-50/BAPI du 22 février 2013 accordant une aide socio-économique à M. Sihaze Jean-Baptiste

Publiée au J.O.-N.C. n° 8886 du 19 mars 2013, page 2525

Suite à une erreur matérielle concernant l'imputation dans la délibération n° 2013-50/BAPI du 22 février 2013, il convient de modifier l'article 5 comme suit :

Au lieu de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté, exercice 2013, fonction 92, sous-fonction 22, nature 204282 et chapitre 909.

Il convient de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté, exercice 2013, fonction 92, sous-fonction 22, nature 204281 et chapitre 909.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2013-142/BAPI du 5 septembre 2013 relative à une attribution de subvention au profit de l'école catholique Père François Beaulieu de la Roche

Publiée au J.O.-N.C. n° 8966 du 12 novembre 2013, page 8951

Au lieu de lire :

Article 1^{er} : Une subvention de trois cent cinquante mille francs XPF (350 000 XPF) est accordée à l'école Père François Beaulieu.

La subvention sera versée sur le compte CCP ouvert au nom de l'école catholique de La Roche sous le n°14158 01022 0006427U051 97, identifiée sous le numéro de ridet : 0 120 386.029 au titre de sa participation à l'initiation et à la découverte des établissements socio-culturels.

Il convient de lire :

Article 1^{er} : Une subvention de trois cent cinquante mille francs XPF (350 000 XPF) est accordée à l'école Père François Beaulieu.

La subvention sera versée sur le compte CCP ouvert au nom de l'école catholique de La Roche sous le n°14158 01022 0006427U051 37, identifiée sous le numéro de ridet : 0 120 386.029 au titre de sa participation à l'initiation et à la découverte des établissements socio-culturels.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2013-192/BAPI du 25 octobre 2013 portant versement d'une subvention au profit d'artistes sculpteurs des îles

Publiée au J.O.-N.C. n° 8968 du 19 novembre 2013, page 9175

Au lieu de lire :

Article 3 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté exercice 2013 : chapitre 903, fonction 31, sous-fonction 11 nature 204282 « Equipements des Sculpteurs ».

Il convient de lire :

Article 3 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté exercice 2013 : chapitre 903, fonction 31, nature 204281 « subvention d'équipements ».

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2012-29/API du 24 avril 2012 accordant une aide à l'investissement à la SARL Société Calédonienne d'Adduction et de Plomberie

Publiée au J.O.-N.C. n° 8788 du 29 mai 2012, page 3807

Suite à une erreur matérielle concernant l'imputation dans la délibération n° 2012-29/API du 24 avril 2012, il convient de modifier l'article 5 comme suit :

Au lieu de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2012, fonction 97, nature 204282 et chapitre 909.

Il convient de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté - exercice 2012, fonction 97, nature 204281 et chapitre 909.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2012-33/API du 24 avril 2012 accordant des aides à l'investissement à M. Souolou Jean-Pierre

Publiée au J.O.-N.C. n° 8788 du 29 mai 2012, page 3810

Suite à une erreur matérielle concernant l'imputation budgétaire mentionnée dans la délibération n° 2012-33/API du 24 avril 2012, il convient de modifier l'article 5 comme suit :

Au lieu de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2012, fonction 96, nature 204282 et chapitre 909.

Il convient de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2012, fonction 96, nature 204281 et 204282 et chapitre 909.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2012-58/API du 22 juin 2012 accordant une aide à l'investissement à l'EURL Ambulance de Maré

Publiée au J.O.-N.C. n° 8798 du 29 juin 2012, page 4705

Suite à une erreur matérielle concernant l'imputation dans la délibération n° 2012-58/API du 22 juin 2012, il convient de modifier l'article 5 comme suit :

Au lieu de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2012, fonction 97, nature 204282 et chapitre 909.

Il convient de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2012, fonction 97, nature 204281 et 204282 et chapitre 909.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2012-72/API du 22 juin 2012 accordant des aides à l'investissement et aux frais de gestion à M. Konyi Joseph

Publiée au J.O.-N.C. n° 8798 du 29 juin 2012, page 4713

Suite à une erreur matérielle concernant l'imputation budgétaire dans la délibération n° 2012-72/API du juin 2012, il convient de modifier l'article 5 comme suit :

Au lieu de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2012, fonction 97, nature 204282 et chapitre 909.

Il convient de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2012, fonction 97, natures 204282, 27483 et 65748, chapitres 909 et 939.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2012-139/API du 23 novembre 2012 accordant une aide socio-économique à M. Leanga Michel

Publiée au J.O.-N.C. n° 8867 du 15 janvier 2013, page 525

Suite à une erreur matérielle concernant l'imputation dans la délibération n° 2012-139/API du 23 novembre 2012, il convient de modifier l'article 5 comme suit :

Au lieu de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2012, fonction 92, sous-fonction 21, nature 204282 et chapitre 909.

Il convient de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2012, fonction 92, sous-fonction 21, nature 204281 et chapitre 909.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2012-131/API du 20 décembre 2012 accordant des aides à l'investissement et à l'exploitation à M. Boucko Joseph

Publiée au J.O.-N.C. n° 8867 du 15 janvier 2013, page 521

Suite à une erreur matérielle concernant l'imputation budgétaire mentionnée dans la délibération n° 2012-131/API du 20 décembre 2012, il convient de modifier l'article 5 comme suit :

Au lieu de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013, fonction 97, nature 204282 et chapitre 909.

Il convient de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013, fonction 97, nature 204281 et 204282 et chapitre 909.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2012-132/API du 20 décembre 2012 accordant des aides à l'investissement à la SARL Drehu Wash Auto

Publiée au J.O.-N.C. n° 8867 du 15 janvier 2013, page 522

Suite à une erreur matérielle concernant l'imputation dans la délibération n° 2012-132/API du 20 décembre 2012, il convient de modifier l'article 5 comme suit :

Au lieu de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013, fonction 97, nature 204282 et chapitre 909.

Il convient de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013, fonction 97, nature 204281 et 204282 et chapitre 909.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2013-18/API du 26 avril 2013 accordant des aides à l'investissement et à l'exploitation à M. Wete Marc

Publiée au J.O.-N.C. n° 8904 du 14 mai 2013, page 3838

Suite à une erreur matérielle concernant l'imputation budgétaire mentionnée dans la délibération n° 2013-18/API du 26 avril 2013, il convient de modifier l'article 5 comme suit :

Au lieu de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013, fonction 96, nature 204281, chapitre 909.

Il convient de lire :

Article 5 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013, fonction 96, nature 204282, chapitre 909.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2013-33/API du 26 avril 2013 portant attribution d'une subvention au profit de l'association « Pöröo Mara Da »

Publiée au J.O.-N.C. n° 8904 du 14 mai 2013, page 3846

Au lieu de lire :

Article 3 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté exercice 2013 : chapitre 933, fonction 31, nature 65748.

Il convient de lire :

Article 3 : La dépense est imputable au budget de la province des îles Loyauté exercice 2013 : chapitre 933, fonction 31, nature 65741.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2013-50/API du 20 juin 2013 accordant une aide à l'investissement à la SARL Hnathigoma Transport

Publiée au J.O.-N.C. n° 8928 du 16 juillet 2013, page 5611

Suite à une erreur matérielle concernant le numéro de Ridet dans la délibération n° 2013-50/API du 20 juin 2013, il convient de modifier l'article 1^{er} comme suit :

Au lieu de lire :

Article 1^{er} : Une aide à l'équipement de huit millions quatre-cent vingt-six mille cent quatre-vingt-un francs (8 426 681 XPF) est accordée à la SARL Hnathigoma Transport (Ridet : 780 858.002), domiciliée à la tribu de Xépénéhé à Lifou pour l'acquisition d'un bus.

Il convient de lire :

Article 1^{er} : Une aide à l'équipement de huit millions quatre-cent vingt-six mille cent quatre-vingt-un francs (8 426 681 XPF) est accordée à la SARL Hnathigoma Transport (Ridet : 1 061

142.001), domiciliée à la tribu de Xépénéhé à Lifou pour l'acquisition d'un bus.

Le reste sans changement.

Erratum à la délibération n° 2013-66/API du 2 août 2013 accordant une mesure exceptionnelle à la SARL Kaewajekol

Publiée au J.O.-N.C. n° 8941 du 27 août 2013, page 6738

Suite à une erreur matérielle concernant le montant en lettres dans la délibération n° 2013-66/API du 2 août 2013, il convient de modifier l'article 2 comme suit :

Au lieu de lire :

Article 2 : En contrepartie de l'aide accordée, la SARL Kaewajekol est tenue de restructurer sa boulangerie. Le coût total du projet s'élève à dix-sept millions cinq-cent-vingt - un mille sept cent trente francs (17 521 738 XPF). Le délai de réalisation est fixé à vingt-quatre mois à compter de la notification de la présente délibération.

Il convient de lire :

Article 2 : En contrepartie de l'aide accordée, la SARL Kaewajekol est tenue de restructurer sa boulangerie. Le coût total du projet s'élève à dix-sept millions cinq cent vingt et un mille sept cent trente-huit francs (17 521 738 XPF). Le délai de réalisation est fixé à vingt-quatre mois à compter de la notification de la présente délibération.

Le reste sans changement.

ARRÊTÉS ET DÉCISIONS**Arrêté n° 2014-29/PR du 23 janvier 2014 portant approbation des états des restes à réaliser en section d'investissement du budget de l'exercice 2013 reportés sur le budget de l'exercice 2014**

Le président de la province des îles Loyauté,

Vu la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 organique relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de la Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire, notamment en son article 17 ;

Vu l'arrêté du 22 avril 2010 relatif à l'expérimentation par la collectivité de Nouvelle-Calédonie, les provinces et leurs établissements publics administratifs de l'instruction budgétaire et comptable M52 applicable aux départements et à leurs établissements publics administratifs ;

Vu la délibération n° 2012-116/API du 20 décembre 2012 relative au budget primitif de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu la délibération n° 2013-01/API du 22 février 2013 relative à la décision modificative n° 1 au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu la délibération n° 2013-38/API du 20 juin 2013 relative à la décision modificative n° 2 au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu la délibération n° 2013-57/API du 2 août 2013 relative au budget supplémentaire de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu la délibération n° 2013-88/API du 19 décembre 2013 relative à la décision modificative n° 3 au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu l'avis conforme du payeur,

A r r ê t e :

Article 1^{er} : Les restes à réaliser en section d'investissement du budget de l'exercice 2013 de la province des îles Loyauté reportés sur l'exercice 2014 sont arrêtés comme suit :

- L'état des restes à réaliser en dépenses d'investissement est arrêté à la somme de deux milliards cinq cent six millions six cent soixante-quatre mille quatre cent cinquante-deux francs XPF (2 506 664 452 F XPF).

- L'état des restes à réaliser en recettes d'investissement est arrêté à la somme de un milliards neuf cent trente et un millions neuf cent soixante-dix mille cent douze francs XPF (1 931 970 112 F XPF).

Conformément aux tableaux joints en annexe.

Article 2 : Le présent arrêté sera transmis au commissaire délégué de la République pour la province des îles Loyauté et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Wé – Lifou, le 23 janvier 2014

*Le président de l'assemblée
de la province des îles Loyauté,*
NEKO HNEPEUNE

RESTES A REALISER 2013 A REPORTER SUR 2014

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

01 - NON VENTILE						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
1093 - AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (01--1642--923)	82 410 846	0	82 361 524	49 322	0	
6315 - OP3-3 EQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITE (01--45411005-924005-924005)	50 310 328	8 403 069	8 403 070	33 504 189	8 403 069	
6317 - OP8-4 SITES REMARQUABLES (01--45411023-924023-924023)	15 017 500	5 340 000	6 122 500	3 555 000	5 340 000	
6320 - OP8-5 INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES (01--45411003-924003-924003)	266 846 190	97 934 178	137 060 445	31 851 567	129 785 745	
8274 - AIRE COUTUMIERE DREHU (01--45411002-924002-924002)	3 151 610	1 683 089	1 468 521	0	1 683 089	
8286 - LOGEMENTS NON PROVINCIAUX DE LUECILLA (01--45411006-924006-924006)	8 054 000	0	54 000	8 000 000	0	
8404 - BASE NAUTIQUE D'OUEVA (01--45411007-924007-924007)	359 284	0	0	359 284	0	
8405 - TRAVAUX CHAPELLE EASO (01--45411008-924008-924008)	12 131 573	0	11 142 633	988 940	0	
8462 - LOGEMENTS NON PROVINCIAL DE TRAPUT (01--45411009-924009-924009)	8 948 065	1 332 854	6 789 003	826 208	1 332 854	
8463 - CENTRES DE VACANCES (HORS CONTRAT) (01--45411010-924010-924010)	32 799 854	8 535 083	18 152 988	6 111 783	8 535 083	
8479 - AMENAGEMENT PLAGE DE YEDGELE (01--45411011-924011-924011)	2 990 610	0	0	2 990 610	2 990 610	
8494 - RENOVATIONS DES EGLISES (01--45411022-924022-924022)	23 250 000	0	8 250 000	15 000 000	10 000 000	
9630 - BATIMENTS ET INSTALLATIONS SPORTIVES (01--45411013-924013-924013)	38 000 000	21 956 478	1 972 314	14 071 208	21 956 478	
9633 - AP 1/2013 EGLISE DE LA ROCHE OP 8-3 (01--45411008-924008-924008)	40 000 000	1	6 009 750	33 990 249	13 990 250	
9647 - CENTRES DE VACANCES (01--45411010-924010-924010)	5 808 327	0	5 808 327	0	0	
9649 - CAPITAL SPMSC (01--271--923)	785 000 000	0	785 000 000	0	0	
9671 - AIRE COUTUMIERE DREHU (01--45411002-924002-924002)	68 320 000	6	36 900 322	31 419 672	31 419 678	
9698 - OP X-1 AMENAGEMENT SITES TOURISTIQUES (01--45411014-924014-924014)	20 319 321	19 900 914	0	418 407	20 319 321	
9704 - TITRES DE PARTICIPATION/CAPITAL AIRCAL (01--261--923)	159 600 000	0	159 600 000	0	0	
9727 - EGLISE EVANGELIQUE DE NLE-CALEDONIE (01--45411015-924015-924015)	10 000 000	0	10 000 000	0	0	
9751 - BIENS MOBILIERES MATERIEL ET ETUDES-CYBERS TRIBU (01--204281--900)	9 000 000	8 032 965	0	967 035	9 000 000	
Total	1 642 317 508	173 118 637	1 285 095 397	184 103 474	264 756 177	

02 - SERVICES GENERAUX						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
1045 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS (02-24-21311--900)	39 627 313	3 495 513	33 051 669	3 080 131	3 495 513	
1046 - AMENAGEMENT DES SCE ENTRETIEN ET MAINTENANCE (02--21318--900)	9 198 867	9 198 867	0	0	9 198 867	
1594 - AUTRES BATIMENTS PUBLICS (02-24-231318--900)	25 278 902	14 371 925	10 743 353	163 624	14 371 925	
1700 - ETUDES P/SALLE INFORMATIQUE (02-25-2031--900)	5 828 861	3 122 345	2 706 516	0	3 122 345	

1701 - AUTRES MATÉRIELS DE BUREAU ET MOBILIERS (02--21848--900)	117 000	117 000	0	0	117 000
1702 - MATÉRIEL D'INCENDIE ET DE DÉFENSE CIVILE (02-25-2188--900)	2 226 523	0	1 321 869	904 654	0
1706 - ACQUISITIONS DE LOGICIELS (02-23-2051--900)	12 747 318	7 518 588	5 228 730	0	7 518 588
4078 - AUTRES BATIMENTS PUBLICS (02-25-231318--900)	4 832 858	3 754 845	929 040	148 973	3 754 845
6367 - CONSTRUCTION FARE ET SALLE DE RÉUNION (02--231318--900)	96 741 302	1 009 569	94 896 872	834 861	1 844 430
8109 - ACHAT DE VÉHICULES (02-24-21821--900)	40 262 300	5 250 000	34 030 000	982 300	5 250 000
8110 - AUTRES MATÉRIELS DE BUREAU ET MOBILIERS (02-24-21848--900)	7 330 943	632 474	6 698 469	0	632 474
8111 - AUTRES MATÉRIELS (02-24-2188--900)	4 343 218	17 800	4 325 418	0	17 800
8310 - FRAIS D'ÉTUDES (02-21-2031--900)	1 127 975 799	0	0	1 127 975 799	0
8396 - AUTRE MATÉRIEL INFORMATIQUE (02-23-21838--900)	50 442 633	4 486 600	37 805 087	459 133	4 486 600
8432 - INSTALL. GÉNÉRALES, AGENC. ET AMÉNAGEMENT DIVERS (02-23-2181--900)	8 510 530	2 274 629	5 314 657	411 452	2 274 629
8508 - AUTRES (02-21-2188--900)	200 000	0	77 907	122 093	0
8512 - MATÉRIEL DE TÉLÉPHONIE (02--2185--900)	2 343 663	958 163	1 279 176	106 324	958 163
9636 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS (02-25-231311-22013-900)	50 000 000	26 437 010	15 881 822	7 681 168	34 118 178
9659 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS (02--231311--900)	40 506 988	7 253 900	31 884 524	1 368 564	8 622 464
9661 - AUTRES MATÉRIELS DE BUREAU ET MOBILIERS (02-21-21848--900)	300 000	0	278 186	21 814	0
9741 - FRAIS D'ÉTUDES (02-24-2031--900)	438 165	0	438 165	0	0
Total	1 529 253 183	89 899 228	286 891 460	1 144 260 890	99 783 821

03 - POUVOIRS PUBLICS ET INSTITUTS

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1775 - TRAVAUX SUR HOTEL DE PROVINCE (03--2031--900)	14 583 859	5 307 956	7 931 514	1 344 389	5 307 956
Total	14 583 859	5 307 956	7 931 514	1 344 389	5 307 956

21 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1655 - SOUTIEN ENSEIGNEMENT PRIVE (ex 11 cdh) (21-11-2031--902)	147 000	147 000	0	0	147 000
6318 - OP 5-1 EQUIPMT, REMISE AUX NORMES INTERNATS ASEE (21-11-2042812--902)	8 000 000	400 000	7 600 000	0	400 000
6319 - OP5-1 EQUIPMT, REMISE AUX NORMES INTERNATS D.E.C (21-11-2042813--902)	8 000 000	0	8 000 000	0	0
9679 - MATÉRIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE-PROJET NUMERIQUE (21-10-21831--902)	35 000 000	0	0	35 000 000	35 000 000
Total	51 147 000	547 000	15 600 000	35 000 000	35 547 000

22 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1068 - SUBV AUX ETABL SCOLAIRES DEPENSES D'EQUIPEMENT (22-20-20432--902)	5 481 880	0	4 663 733	818 147	0

1785 - SOUTIEN ENSEIGNEMENT (ex 11 cdb) (22-24-231312-2011-902)	825 733	0	0	825 733	0	0
1908 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT (22-21-2042111-714-902)	600 000	0	600 000	0	0	0
1941 - AP 2007/3 PRG 21 OP II-1-3-INTERNAT GOD D'OUVEA (22-24-231312--902)	4 384 736	2 226 632	1 285 466	872 638	2 226 632	2 226 632
1942 - COLLEGE 200 GOD D'OUVEA (22-20-231312--902)	17 741 345	200 740	14 347 542	3 193 063	200 740	200 740
1963 - EQUIPEMENT DES COLLEGES (22-20-231312-1006-902)	121 275	121 275	0	0	121 275	121 275
2972 - TRAVAUX DANS LES PUBLICS DE LA PIL (22-24-231312--902)	248 131 225	13 436 379	225 128 285	9 566 561	23 002 940	23 002 940
2981 - SUBVENTION EQUIP-ASEE (22-21-2042111--902)	72 900 000	2 100 000	50 800 000	20 000 000	22 100 000	22 100 000
2982 - SUBVENTION EQUIP-DEC (22-21-2042112--902)	71 000 000	36 800 000	34 200 000	0	36 800 000	36 800 000
3028 - FRAIS D'ETUDES (22-20-2031--902)	1 400 800	0	1 400 800	0	0	0
3038 - TRAVAUX SUR LES BATIMENTS COLLEGES (22-20-231312-1111-902)	105 000	0	105 000	0	0	0
5221 - ETUDES/ INTERNATS PUBLICS (22-24-2031--902)	16 990 108	8 551 581	7 896 133	542 394	8 551 581	8 551 581
5223 - AP/ TRAVAUX DANS LES INTERNATS PUBLICS PIL (22-24-231312--902)	1 652 812	1 652 812	0	0	1 652 812	1 652 812
5224 - AP/ OP 212 CUISINE INTERNAT DE TADINE MARE (22-24-231312--902)	3 987 837	0	0	3 987 837	0	0
6468 - MATERIEL D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE (22-24-2188-0207-902)	5 575 494	0	2 267 181	3 308 313	0	0
8112 - TRAVAUX ASSAINISSEMENT INTERNATS DE WE (22-24-231312--902)	79 905 946	138 187	78 299 980	1 467 779	1 605 966	1 605 966
8113 - MATERIEL DE CUISINE P/INTERNATS (22-24-2188--902)	8 464 955	623 100	7 837 965	3 890	623 100	623 100
8360 - BATIMENTS SCOLAIRES (22-21-231312--902)	324 090	0	0	324 090	0	0
8464 - SUBVENTION D'EQUIPEMENT-COLLEGE DE WE (22-20-2043101--902)	86 677 569	23 624 232	29 335 151	33 718 186	57 342 418	57 342 418
8465 - SUBV EQUIPEMENT-COLLEGE DE TADINE (22-20-2043102--902)	37 917 469	17 633 021	20 284 448	0	17 633 021	17 633 021
8466 - SUBVENT EQUIP-COLLEGE DE LA ROCHE (22-20-2043103--902)	57 392 471	26 732 274	30 660 197	0	26 732 274	26 732 274
9683 - BATIMENTS SCOLAIRES (22-24-231312--902)	5 600 000	0	5 549 250	50 750	0	0
Total	727 180 745	133 840 233	514 661 131	78 679 381	198 592 759	198 592 759

23 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1096 - PRETS AUX ETUDIANTS TERRITOIRE (23-30-27480--923)	2 255 000	0	2 255 000	0	0
7515 - PRETS AUX ETUDIANTS METROPOLE (23-31-27480--902)	13 102 000	0	12 671 613	430 387	0
Total	15 357 000	0	14 926 613	430 387	0

24 - SERVICES PERISCOLAIRES

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
9728 - EQUIPEMENT INTERNATS DE WE (24-241-2188--902)	279 000	0	278 900	100	0
9729 - EQUIPEMENT INTERNATS DE TADINE (24-242-2188--902)	292 726	0	292 726	0	0
9730 - EQUIPEMENT INTERNATS DE LA ROCHE (24-243-2188--902)	289 497	0	184 377	0	0
9731 - EQUIPEMENT INTERNATS OUEVA (24-244-2188--902)	338 777	86 724	247 628	4 425	86 724

Total		1 200 000	86 724	1 003 631	4 525	86 724
28 - AUTRES						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
8468 - ETUDES CENTRES DE FORMATIONS HNADRO (28--2031--902)	6 017 940	2 412 707	3 605 233	0	2 412 707	
9637 - AP N°3/2013 CENTRE DE FORMATION DE HNADRO (28--231312-32013-902)	30 000 000	0	577 500	29 422 500	29 422 500	
Total	36 017 940	2 412 707	4 182 733	29 422 500	31 835 207	
30 - SERVICES COMMUNS						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
8418 - AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERIS (30-01-21848--903)	800 000	299 525	0	500 475	299 525	
9584 - AUTRES MATERIEL DSL (30-01-2188--903)	200 000	0	0	200 000	0	
Total	1 000 000	299 525	0	700 475	299 525	
31 - CULTURE						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
1050 - EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE (31-11-21848--903)	6 476 315	3 229 736	2 632 276	614 303	3 229 736	
2957 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT (31--204281--903)	4 000 000	0	2 500 000	1 500 000	0	
2976 - EQUIPEMENT CCYY (31-11-2157--903)	6 463 655	0	4 315 685	2 147 970		
4083 - FRAIS D'ETUDES/EMI/EGLISE DE NETICHE (31-11-2031--903)	9 874 122	4 042 902	5 277 539	553 681	4 042 902	
6382 - EQUIPEMENTS DES SCULPTEURS (31-11-204282--903)	3 000 000	0	0	3 000 000	0	
8105 - FRAIS D'ETUDES (31--2031--903)	1 800 000	0	1 800 000	0	0	
8122 - BATIMENTS CULTURELS (31-11-21314--903)	11 485 700	4 792 474	6 568 165	125 061	4 792 474	
8522 - AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERIS (31-11-21848--903)	215 600	0	215 600	0		
8547 - EQUIPEMENT CULTUREL (31-11-2157--903)	3 000 000	1 388 000	700 300	911 700	1 388 000	
9669 - AUTRES (31--2188--903)	2 420 497	0	1 617 918	802 579	0	
9744 - INSTAL GENERALES, AGENCEM ET AMENAG DIVERS (31-11-2181--903)	3 700 000	3 629 325	0	70 675	3 629 325	
Total	52 435 889	17 082 437	25 627 483	9 725 969	17 082 437	
32 - SPORTS						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
1787 - BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS (32--231314--903)	11 783 143	3 521 175	3 986 850	4 275 118	3 521 175	
1880 - SUBV.INVEST.DES BATIMENTS ET INSTALLATIONS SPORT (32--204282--903)	3 979 130	3 058 803	920 327	0	3 058 803	
1964 - MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE (32--2157--903)	13 502 750	10 716 040	2 608 750	177 960	10 894 000	

4171 - ETUDES/BASE DE VOILE DE LIFOU (32--2031--903)	5 293 287	1 128 377	4 164 910	0	1 128 377
5225 - EQUIPEMENTS SPORTIFS NC 2011 (32--231788--903)	629 800	629 800	0	0	629 800
5226 - EQUIPEMENTS SPORTIFS PROVINCIAUX (32--231314--903)	173 489 100	10 795 638	73 628 020	89 065 442	19 861 080
5241 - ETAT DES LIEUX SUR INFRASTR. SPORTIVES (32--2031--903)	13 419 467	1 260 000	4 407 220	7 752 247	1 260 000
6310 - OP3-1 BASE NAUTIQUE DE LIFOU ET BASES VOLANTES (32--231314-31-903)	100 437 023	336 009	87 947 543	12 153 471	12 489 480
6372 - OP3-4 MATERIELS PEDAGOGIQUES VIVIER JEUNES TALENTS (32--2157-34-903)	9 020 418	179 400	8 840 543	475	179 875
8124 - AUTRES (32--2188--903)	2 770 573	0	648 774	2 121 799	0
8126 - BATIMENTS SPORTIFS (32--21314--903)	6 415 500	0	6 415 500	0	0
8435 - FRAIS D'ETUDES/CENTRES DE VACANCES (32--2031--903)	3 000 003	2 610 479	389 524	0	2 610 479
8437 - SUBVENTIONS INVEST MOBILIER MATERIEL (32--204281--903)	1 781 440	559 500	281 440	940 500	559 500
9638 - AP 04/2013 STADE DE LA ROCHE A MARE (32--231314-42013-903)	50 000 000	4 997 801	17 298 003	27 704 196	5 701 997
9745 - BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS (32--231314--903)	13 466 250	13 466 250	0	0	13 466 250
Total	408 987 884	53 259 272	211 537 404	144 191 208	75 360 816
33 - JEUNESSE (ACT SOCIO-EDUC.)					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
8433 - BIENS MOBILIERS MATERIEL ET ETUDES (33-31-204281-521-903)	1 188 335	0	1 188 335	0	0
Total	1 188 335	0	1 188 335	0	0
40 - SERVICES COMMUNS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
8127 - FRAIS D'ETUDES/LOGEMENT DACAS (40--2031--904)	7 408 125	6 325 200	1 004 063	78 862	6 325 200
8399 - LOGEMENT DACAS TIGA (40--2181--904)	5 802 069	0	5 802 069	0	0
Total	13 210 194	6 325 200	6 806 132	78 862	6 325 200
43 - SERVICES SANTE PUB. (PROV.)					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1612 - TRAVX REPARATION CMS/XEPENEHE/TADINE (43-02-231313--904)	15 551 288	0	15 551 288	0	0
1613 - BATIMENTS SOCIAUX, MEDICAUX-SOCIAUX ET DE SANTE (43-03-21313--904)	37 597 244	5 375 449	32 216 830	4 965	5 375 449
1714 - AUTRES MATERIELS -CMS (43-03-2188--904)	5 653 100	1 381 110	4 203 348	68 642	1 381 110
1715 - AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS (43-01-21848--904)	1 362 763	0	1 272 413	90 350	0
2985 - MOBILIER ET MATERIEL D'HYGIENE ET DE SANTE (43-01-2157--904)	45 495 992	6 337 942	39 139 995	18 055	6 337 942
3054 - BATIMENTS SOCIAUX, MEDICAUX-SOCIAUX ET DE SANTE (43-02-231313--904)	103 555 248	32 465 074	70 953 674	136 500	32 465 074
4086 - ETUDES P/AMENAGEMENT DES CMS (43-02-2031--904)	9 078 344	2 674 411	3 820 183	2 583 750	2 674 411
5227 - AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS (43-03-21848--904)	3 687 525	172 400	3 512 790	2 335	172 400

5228 - AP/TRAVAUX DE REFECTION CM DE WE LIFOU (43-02-231313--904)	52 568 730	493 500	51 609 582	465 648	493 500
6311 - OP4-1 UNITES HOSPITALISATION (43-02-231313--904)	2 973 495	0	2 973 495	0	0
6312 - OP4-2 UNITES D'HOSPITALISATION ET DISPENSAIRES (43-02-231313--904)	4 410 592	0	4 410 592	0	0
8128 - AUTRES (43-02-2188--904)	7 653 968	0	6 889 930	764 038	0
9639 - AP 05/2013-TRAVAUX CM DE HULUP OUEVA (43-02-231313-52013-904)	30 000 000	3 811 500	23 476 969	2 711 531	6 523 031
9667 - AUTRES MATERIELS (43-02-2188--904)	10 556 922	0	10 556 922	0	0
Total	330 145 211	52 711 386	270 588 011	6 845 814	55 422 917

48 - AUTRES

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
6313 - OP3-6 PREVENTION DES RISQUES LIES AUX TSUNAMIS (48--231313--904)	5 965 705	70 135	5 895 560	10	70 135
9676 - RESEAUX DE VOIRIE (48--23151--904)	4 017 195	1 137 360	2 879 835	0	1 137 360
Total	9 982 900	1 207 495	8 775 395	10	1 207 495

51 - HANDICAP ET DEPENDANCE

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1076 - LOGEMENTS POUR HANDICAPES (51--204282--905)	4 619 183	2 693 958	1 735 041	190 184	2 884 142
Total	4 619 183	2 693 958	1 735 041	190 184	2 884 142

54 - LOGEMENT SOCIAL

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1075 - AMELIORATION HABITAT PERSONNES AGEES (54--204282--905)	15 876 547	10 840 262	2 922 865	2 113 420	12 953 682
1685 - PRG SPECIFIQ.HABITAT OUEVA (54--204282--905)	19 000 000	0	0	19 000 000	19 000 000
3005 - SUBVENTIONS D'EQUIP.RISQUES ET SINISTRES (54--204282--905)	458 453	458 453	0	0	458 453
6322 - OPI-1 REALISATION DE LOGEMENTS SOCIAUX (54--204182-11-905)	15 658 572	9 595 868	6 062 704	0	9 595 868
8129 - OP 1-1-FRAIS OPERATEUR (54--204182-11-905)	45 456 038	0	45 000 000	456 038	456 038
9586 - AUTRES PRETS SANS INTERETS HABITAT (54--2748--905)	38 786 980	0	38 786 980	0	0
9640 - AP 06/2013 LOGEMENTS SOCIAUX (54--204182-62013-905)	407 176 073	75 183 537	331 992 536	0	75 183 537
9690 - PRETS AU PERSONNEL (54--2743--905)	1 632 000	0	1 632 000	0	0
Total	544 044 663	96 078 120	426 397 085	21 569 458	117 647 578

68 - AUTRES

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
9587 - BATIMENTS POLE PECHE OUEVA (68--204122--906)	15 000 000	15 000 000	0	0	15 000 000

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
6383 - FRAIS D'ETUDES EGLISE DE LA ROCHE (78--2031--907)	7 684 550	5 141 274	2 543 276	0	5 141 274
Total	7 684 550	5 141 274	2 543 276	0	5 141 274

81 - INFRA. ET TRANSPORT TERRESTRE

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1839 - FRAIS D'ETUDES OU DE RECHERCHES (81--2031--908)	4 193 500	3 962 500	0	231 000	3 962 500
6404 - FRAIS D'ETUDES (81--2031--908)	5 256 280	812 500	0	4 443 780	5 256 280
8438 - RESEAUX DE VOIRIE (81--23151--908)	102 681 289	12 581 660	88 230 287	1 869 342	12 581 660
8439 - RESEAUX DE VOIRIE (81--23151--908)	340 687	0	0	340 687	0
8442 - FRAIS D'ETUDES/TOITURE AEROGARE DE MARE (81--2031--908)	9 752 500	0	6 483 750	3 268 750	0
9641 - AP N° 07/2013-INTERS ET CARREFOUR RP 3 MARE (81--23151-72013-908)	70 000 000	13 409 157	35 078 295	21 512 548	13 921 705
Total	192 224 256	30 765 817	129 792 332	31 666 107	35 722 145

82 - INFRAST. ET TRANSPORT AERIEN

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1034 - PRG OP321-AMENAGEMENTS AERODROMES (82--23155--908)	4 549 369	0	4 076 869	472 500	0
1617 - INSTALLATIONS AERIENNES (82-20-23155--908)	156 199 184	91 281 235	63 497 364	1 420 585	91 281 235
4087 - MATERIEL D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE (82-20-2188--908)	3 375 318	0	3 329 433	45 885	0
4167 - OP 325 DESSERT AERIENNE INTER ILES (82-20-23155--908)	29 407 353	1 732 551	27 583 764	91 038	1 823 589
6473 - FRAIS D'ETUDES/AERODROMES PROVINCIAUX (82--2031-702-908)	10 848 010	8 860 648	1 872 362	115 000	8 860 648
6474 - FRAIS D'ETUDES OU DE RECHERCHES (82--2031--908)	1 074 985	237 179	837 806	0	237 179
6480 - AUTRE MATERIEL DESSERT INTERILES (82--2157-325-908)	727 500	727 500	0	0	727 500
7538 - AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (82-20-2188--908)	16 674 000	3 791 390	4 280 240	8 602 370	3 791 390
8281 - AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER (82-20-21848--908)	1 000 000	155 900	0	844 100	155 900
8282 - AUTRES BATIMENTS PUBLICS AEROGARE (82-20-21318--908)	15 499 941	5 594 555	6 987 726	2 917 660	8 512 215
8343 - OP 22 EQUIP.REMISE AUX NORMES AERO PROV (82-20-23155-22-908)	75 851 431	1 322 346	74 034 166	494 919	1 817 265
8500 - INSTALLATIONS AERIENNES (82-20-2155--908)	8 405 891	628 950	722 241	7 054 700	7 683 650
9588 - OP 2-1-EXTENSION PISTE DE MARE (82-22-23155-82013-908)	80 000 000	4 524 450	450 975	75 024 575	79 549 025
9591 - VEHICULES POUR LES AERODROMES (82-20-21821--908)	11 316 350	0	11 316 350	0	0
Total	414 929 332	118 856 704	198 989 296	97 083 332	204 439 596

83 - INFRA. TRANSP. ACTIV. NAVALS

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1449 - PRG 24 OP 243-RAMPES ET DCP (83--23154--908)	15 976 550	4 147 775	11 828 775	0	4 147 775

2963 - TRAVAUX INFRASTR. PORTUAIRE DE LA PIL (83-30-23154--908)	78 780 200	0	61 290 206	17 489 994	0
4109 - DESSERTS MARITIME DE TIGA (83--23154--908)	1 176 524	0	0	1 176 524	0
4122 - FRAIS D'ETUDES INFRASTRUCTURE MARITIME (83--2031--908)	367 500	0	0	367 500	0
5233 - TRAVAUX SUR LES RAMPES ET DCP (83-31-23154--908)	20 746 438	0	20 743 625	2 813	0
5246 - TRAVAUX BATIMENTS -SNSM (83-30-231311--900)	23 032 975	1 796 760	18 625 005	2 611 210	1 796 760
5260 - FRAIS D'ETUDES UCPM MARE (83--2031-233-908)	2 194 543	0	0	2 194 543	0
6378 - ETUDES/TADINE/MARINA DE WE/WARF XEPENEHE (83-30-2031--908)	11 425 075	945 000	8 190 000	2 290 075	945 000
6379 - OP 23 AP 4/2011 WHARF DE WADRILLA (83--2031--908)	111 718 150	10 622 712	36 835 709	64 259 729	74 882 441
6419 - FRAIS D'ETUDES/SITES TOURISTIQUES (83--2031-508-908)	850 000	0	850 000	0	0
6478 - ETUDES DOCK DE PECHE A XEPENEHE (83--2031-706-908)	2 129 419	2 129 419	0	0	2 129 419
7585 - AUTRES BATIMENTS PUBLICS (83-31-21318--908)	6 434 904	2 794 029	3 640 875	0	2 794 029
7586 - AUTRES MATERIELS (83-31-2188--908)	3 565 096	550 500	952 506	2 062 090	550 500
8283 - FRAIS D'ETUDES/PONTONS FLOTTANTS (83-31-2031--908)	2 079 000	0	1 585 501	493 499	0
8284 - INSTALLATIONS BOUEES DE MOUILLAGES (83-31-23154--908)	710 000	0	0	710 000	0
8430 - INSTALLATIONS MARITIMES ET FLUVIALES (83-31-2154--908)	7 047 815	2 047 815	2 547 615	2 452 385	2 047 815
8549 - MATERIEL DE TRANSPORT NAVAL OU FLUVIAL (83-31-21822--908)	4 013 000	0	4 013 000	0	0
9644 - AP 09/2013-EXTENSION DE LA MARINE DE WE (83-30-23154-92013-908)	75 000 000	4 097 734	34 768 034	36 134 232	20 231 966
9678 - OP 23 AP 4/2011 WHARF DE WADRILLA (83--23154--908)	718 000 000	33 557 346	326 021 302	358 421 352	391 978 698
Total	1 085 247 189	62 689 090	531 892 153	490 665 946	501 504 403

90 - AFFAIRES ECO. ET SERV.COMMUNS

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
5273 - FONDS DE GARANTIE (90--2761--909)	50 000 000	0	50 000 000	0	0
9759 - AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS (90--21848--909)	65 000	63 303	0	1 697	63 303
Total	50 065 000	63 303	50 000 000	1 697	63 303

92 - AGRIC. ET PECHE - SECU. SANIT.

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1079 - PROJETS ECONOMIQUES AGRICOLES (92-21-204281--909)	49 726 612	12 225 573	37 501 039	0	12 225 573
1081 - PROJETS ECONOMIQUES PECHE (92-22-204282--909)	26 889 949	4 620 885	22 269 064	0	4 620 885
1088 - PRETS-PROJETS ECONOMIQUES AGRICOLES (92-21-27482--909)	4 000 000	0	4 000 000	0	0
1090 - PRETS-PROJETS ECONOMIQUES PECHE (92-22-27484--909)	14 111 685	2 000 000	12 111 685	0	2 000 000
1443 - PRG 23 OP231-SECHAGE MURISSAGE VANILLE (92-21-231318--909)	105 000	105 000	0	0	105 000
1447 - PRG 24 OP 242-OGAF MARE (92-24-204281-242-909)	6 800 000	0	0	6 800 000	6 800 000
4095 - BATIMENT TRAITEMENT DECHETS POISSONS (92-22-231318--909)	1 208 581	0	0	1 208 581	0

5232 - TRAVAUX DE REALISATIONS DE L'UCPM DE MARE (92-22-231318--909)	131 732 894	52 030 006	78 971 111	731 777	52 030 006
5238 - FORAGES AGRICOLES (92-21-23153--909)	12 753 430	4 417 518	8 023 022	312 890	4 730 408
5247 - SUBV. EQUIP -ASSOCIATION CO AYUNI-OGAF MARE (92-24-204281--909)	45 792 600	10 420 000	17 852 600	17 520 000	27 940 000
6314 - OP7-2 REALISATION DE FORAGES AGRICOLES (92-21-23153--909)	51 913 340	39 146 794	12 766 512	34	39 146 828
8290 - EQUIPEMENT DOCK DE XEPENEHE (92-22-231318--908)	8 643 140	3 531 565	1 498 477	3 613 098	3 531 565
8291 - PROJETS AGRICOLES (92-23-204282--909)	28 286 639	28 286 639	0	0	28 286 639
8368 - AUTRES (92-21-2188--909)	3 682 200	0	3 682 200	0	0
9656 - PROJETS AGRICOLES-BIENS MOBILIERS (92-23-204281--909)	6 168 400	669 551	5 498 836	13	669 551
9675 - PROJET PÊCHE - BIENS MOBILIERS MATERIEL ET ETUDES (92-22-204281--909)	29 367 690	23 709 713	5 657 977	0	23 709 713
9749 - FRAIS D ETUDES - UTDP LIFOU (92-22-2031--909)	1 800 000	1 785 000	0	15 000	1 785 000
Total	422 982 160	182 948 244	209 832 523	30 201 393	207 581 168

95 - COMMERCE, ARTISANAT

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1802 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT (95--204282--909)	37 366 421	36 727 276	639 145	0	36 727 276
Total	37 366 421	36 727 276	639 145	0	36 727 276

96 - TOURISME

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1078 - SUBV. D'EQUIPEMENT-PROJETS ECONOMIQUES (96--204282--909)	51 765 838	38 095 781	13 670 037	0	38 095 781
1675 - PROJETS ECONOMIQUES TOURISTIQUES (96--27485--909)	861 904	0	861 904	0	0
4125 - AMENAGEMENT SITES TOURISTIQUES (96--2031--909)	13 860 000	0	11 797 325	2 062 675	0
8486 - BIENS MOBILIERS MATERIEL ET ETUDES (96--204281--909)	7 333 226	5 580 434	1 752 792	0	5 580 434
9589 - AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES (96--204282--909)	2 912 010	0	2 912 010	0	0
Total	76 732 978	43 676 215	30 994 088	2 062 675	43 676 215

97 - AUTRES ACTIVITES DE SERVICES

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1080 - PROJETS ECONOMIQUES PME/PMI (97--204282--909)	272 811 712	79 856 255	192 955 457	0	79 856 255
1089 - PRETS-PROJETS ECONOMIQUES PME/PMI (97--27483--909)	40 838 267	8 580 765	32 257 502	0	8 580 765
1805 - PRETS A DES PARTICULIERS (97--2748--909)	16 430 793	5 895 900	10 534 893	0	5 895 900
9660 - PROJETS PME/PMI-BIENS MOBILIERS MATERIEL ET ETUDES (97--204281--909)	101 887 187	49 804 539	50 696 668	1 385 980	49 804 539
Total	431 967 959	144 137 459	286 444 520	1 385 980	144 137 459

98 - AUTRES					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1760 - MANDAT SODIL (98--204282-2000-909)	118 098 683	18 098 683	100 000 000	0	18 098 683
Total	118 098 683	18 098 683	100 000 000	0	18 098 683
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT					
	9 070 236 646	1 624 985 153	5 074 598 656	2 362 025 022	2 506 664 452

RESTES A REALISER 2013 A REPORTER SUR 2014

RECETTES D'INVESTISSEMENT

01 - NON VENTILE						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés	
1555 - AMORTISSEMENTS FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOP (01--28032--926)	6 860 609	0	6 860 609	0	0	0
1560 - DOTATION D'EQUIPEMENT DU TERRITOIRE (01--10221--922)	1 093 649 714	0	1 068 380 085	25 269 629	25 269 629	25 269 629
6335 - OP8-5 INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES (01--45412003-924003)	138 510 050	107 309 922	32 894 093	-1 693 965	107 309 922	107 309 922
8123 - OP 3.3 EQUIPEMENTS DE PROXIMITES (01--45412005-924005)	37 500 000	0	0	37 500 000	37 500 000	37 500 000
8275 - AIRE COUTUMIERE DREHU (01--45412002-924002)	13 453 239	6 000 000	0	7 453 239	13 453 239	13 453 239
8339 - OP 8-3-ENTRETIEN DU PATRIMOINE BATI (01--45412008-924008)	39 750 000	30 000 000	0	9 750 000	39 750 000	39 750 000
8469 - RESULTAT D INVESTISSEMENT REPORTE (01--001--001)	1 639 040 158	0	0	1 639 040 158	0	0
9563 - ORG. PUB. BAT. ET INSTALLATION (01--2804182--926)	209 322 710	0	209 322 710	0	0	0
9564 - BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES (01--2804211--926)	385 423 888	0	385 423 888	0	0	0
9565 - BATIMENTS ET INSTALLATIONS (01--280432--926)	333 333 333	0	333 333 333	0	0	0
9566 - CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCESS (01--2805--926)	5 257 739	0	5 257 739	0	0	0
9567 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS (01--281311--926)	747 390	0	747 390	0	0	0
9568 - BATIMENTS SOCIAUX, MEDICO-SOCIAUX ET DE SANTE (01--281313--926)	749 805	0	749 805	0	0	0
9569 - BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS (01--281314--926)	182 576	0	182 576	0	0	0
9570 - AUTRES BATIMENTS PUBLICS (01--281318--926)	52 956	0	52 956	0	0	0
9571 - BATIMENTS PRIVES (01--281352--926)	249 263	0	249 263	0	0	0
9572 - INSTALLATIONS DE VOIRIE (01--28152--926)	35 000	0	35 000	0	0	0
9573 - MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES (01--28157--926)	7 907 347	0	7 907 347	0	0	0
9574 - INSTAL GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAG DIVERS (01--28181--926)	2 724 945	0	2 724 945	0	0	0
9575 - MATERIEL DE TRANSPORT TERRESTRE (01--281821--926)	9 413 600	0	9 413 600	0	0	0
9576 - AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE (01--281838--926)	9 648 541	0	9 648 541	0	0	0
9577 - AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS (01--281848--926)	3 696 686	0	3 696 686	0	0	0
9578 - MATERIEL DE TELEPHONIE (01--28185--926)	628 200	0	628 200	0	0	0
9579 - AUTRES (01--28188--926)	2 159 615	0	2 159 615	0	0	0
9580 - AMORTISS DES FRAIS DE RECHERC ET DE DEVELOPEMENT (01--28032--926)	18 250 558	0	18 250 558	0	0	0
9632 - OP 3-2 CENTRES DE VACANCES ET LOISIRS (01--45412010-924010)	14 190 594	6 362 553	7 828 041	0	6 362 553	6 362 553
9648 - EMPRUNTS EN FRANCS CFP (01--1642--923)	785 000 000	0	785 000 000	0	0	0
9658 - AUTRES PRETS (01--2748--900)	0	0	7 467 113	-7 467 113	0	0
9773 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (01--021--951)	1 620 000 000	0	0	1 620 000 000	0	0
Total	6 377 738 516	149 672 475	2 898 214 093	3 329 851 948	229 645 343	229 645 343

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
6373 - OP3-4 MATÉRIELS PÉDAGOGIQUES CVL (33-31-1381.34-34-903)	161 544	0	0	161 544	161 544
9736 - TERRITOIRE - CYBERCASE (33-32-1382--903)	1 250 000	0	1 250 000	0	0
Total	1 411 544	0	1 250 000	161 544	161 544
43 - SERVICES SANTÉ PUB. (PROV.)					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
5266 - AUTONOMISATION DU DISPENSAIRE DE TIGA (43--1382--904)	11 221 098	0	11 221 097	1	0
6325 - OP4-1 UNITES HOSPITALISATION E (43--1381.41--904)	16 574 591	3 098 836	13 475 755	0	3 098 836
6338 - OP4-2 UNITES D'HOSPITALISATION (43--1381.42--904)	14 526 756	11 974 011	2 552 745	0	11 974 011
6376 - OP4-3 ACQUISITION EQUIPEMENTS BIO-MEDICAUX (43--1381.43--904)	0	1	0	-1	0
9734 - TERRITOIRE - TOTEM (43--1382--904)	1 250 000	0	1 250 000	0	0
Total	43 572 445	15 072 848	28 499 597	0	15 072 847
48 - AUTRES					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
6339 - OP3-6 RISQUES TSUNAMIS (48--1381.36--904)	18 003 200	7 594 372	10 408 801	27	7 594 399
Total	18 003 200	7 594 372	10 408 801	27	7 594 399
54 - LOGEMENT SOCIAL					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
1490 - OP111-LOGEMENTS SOCIAUX (54--1381--905)	19 199 998	0	19 206 000	-6 002	0
6336 - OP1-1 AIDES SOCIALES HABITATS (54--1381.11-11-905)	797 995 385	513 289 043	115 000 000	169 706 342	682 995 385
9726 - SUBVENTIONS S PERSONNES DE DROIT PRIVE (54--20428--905)	0	0	6 792 291	-6 792 291	0
Total	817 195 383	513 289 043	140 998 291	162 908 049	682 995 385
70 - SERVICES COMMUNS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
1756 - ETAT CD 53 MEDIA THEQUE OUVEA (70--1381--907)	5 675 240	0	0	5 675 240	5 675 240
8333 - ETAT OP 3-5-CYBERS TRIBUS (70--138135-35-907)	6 400 000	0	0	6 400 000	6 400 000
Total	12 075 240	0	0	12 075 240	12 075 240
71 - GEST DECHETS LUTTE C/POLLUT					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
5267 - CENTRE DE TRI DE LIFOU/ TAP (71--1382--907)	40 000 000	0	0	40 000 000	40 000 000

8336 - ETAT OP 6-2-ADEM/PIL (71--138162-62-907)	40 000 000	0	0	40 000 000	40 000 000
Total	80 000 000	0	0	80 000 000	80 000 000
76 - URBANISME, LOGT ET ESP. PUB.					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
1556 - PRETS AU PERSONNEL POUR LE LOGEMENT (76--27430--907)	7 000 000	0	0	7 000 000	0
Total	7 000 000	0	0	7 000 000	0
81 - INFRA. ET TRANSPORT TERRESTRE					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
4168 - OP 325 DESSERTE AERIENNE INTER ILES (81--1381--908)	154 013 845	0	154 013 845	0	0
Total	154 013 845	0	154 013 845	0	0
82 - INFRAST. ET TRANSPORT AERIEN					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
8344 - ETAT OP 2-2- REMISES AUX NORMES DES AEROD PROVINC (82--138122--908)	40 000 000	40 000 000	0	0	40 000 000
9642 - ETAT- OP 2-1- AERODROMES DE MARE ET OUVEA (82--1381.21--908)	64 000 000	0	0	64 000 000	64 000 000
Total	104 000 000	40 000 000	0	64 000 000	104 000 000
83 - INFRA. TRANSP. ACTIV. NAVALS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
9643 - ETAT-OP 2-3- WARF DE WADRILLA (83--1381.23--908)	640 000 000	621 000 000	303 000 000	-284 000 000	337 000 000
9760 - ETAT .F.E.I WHARF DE HWADRILLA (83--1381--908)	145 465 394	109 099 046	36 366 348	0	109 099 046
Total	785 465 394	730 099 046	339 366 348	-284 000 000	446 099 046
92 - AGRIC. ET PECHE - SECU. SANIT.					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
1504 - OP242-APPUI FILIERES OGAF MARE (92-21-1381--909)	10 560 000	0	0	10 560 000	10 560 000
1505 - PRG 24 OP II-4-3 - RAMPES DE MISE A L'EAU ET DCP (92-22-1381--909)	6 480 133	1	6 480 132	0	0
6329 - OP7-2 FORAGES AGRICOLES (92-21-1381.72--909)	40 000 000	37 150 579	0	2 849 421	40 000 000
9697 - ETAT -OP 7-1 bis OGAF (92-21-1381.71--909)	44 000 000	17 434 080	26 565 920	0	17 434 080
Total	101 040 133	54 584 660	33 046 052	13 409 421	67 994 080
96 - TOURISME					

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
1819 - PRG 25 OP II-5-I-PONTONS DE PLAISANCE (96--1381--909)	1 722 000	0	1 945 341	-223 341	0
8340 - ETAT OP X-1-SITES TOURISTIQUES (96--1381101--909)	25 000 000	7 119 839	17 880 161	0	7 119 839
Total	26 722 000	7 119 839	19 825 502	-223 341	7 119 839
97 - AUTRES ACTIVITES DE SERVICES					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
1091 - REMBOURSEMENTS PRETS A DES PARTICULIERS (97--27481--909)	42 000 000	0	43 522 419	-1 522 419	0
Total	42 000 000	0	43 522 419	-1 522 419	0
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT 2013	9 070 236 646	1 765 581 982	3 892 816 297	3 411 838 367	1 931 970 112

Arrêté n° 2014-51/PR du 17 février 2014 portant approbation des états des restes à réaliser en section de fonctionnement du budget de l'exercice 2013 reportés sur le budget de l'exercice 2014

Le président de la province des îles Loyauté,

Vu la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 organique relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de la Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire, notamment en son article 17 ;

Vu l'arrêté du 22 avril 2010 relatif à l'expérimentation par la collectivité de Nouvelle-Calédonie, les provinces et leurs établissements publics administratifs de l'instruction budgétaire et comptable M52 applicable aux départements et à leurs établissements publics administratifs ;

Vu la délibération n° 2012-116/API du 20 décembre 2012 relative au budget primitif de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu la délibération n° 2013-01/API du 22 février 2013 relative à la décision modificative n° 1 au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu la délibération n° 2013-38/API du 20 juin 2013 relative à la décision modificative n° 2 au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu la délibération n° 2013-57/API du 2 août 2013 relative au budget supplémentaire de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu la délibération n° 2013-88/API du 19 décembre 2013 relative à la décision modificative n° 3 au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu l'avis conforme du payeur,

A r r ê t e :

Article 1^{er} : Les restes à réaliser en section de fonctionnement du budget de l'exercice 2013 de la province des îles Loyauté reportés sur l'exercice 2014 sont arrêtés comme suit :

- L'état des restes à réaliser en dépenses de fonctionnement est arrêté à la somme de sept cent quarante-quatre millions cent huit mille sept cent quatre-vingt-dix-sept francs XPF (744 108 797 F XPF).

- L'état des restes à réaliser en recettes de fonctionnement est arrêté à la somme de cinq cent dix-sept millions trois cent six mille quatre cent vingt-trois francs XPF (517 306 423 F XPF).

Conformément aux tableaux joints en annexe.

Article 2 : Le présent arrêté sera transmis au commissaire délégué de la République pour la province des îles Loyauté et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Wé – Lifou, le 17 février 2014

*Le président de l'assemblée
de la province des îles Loyauté,*
NEKO HNEPEUNE

RESTES A REALISER 2013 A REPORTER SUR L'EXERCICE 2014

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01 - NON VENTILE						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
1118 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES ET RECHERCHE (01--6811--946)	996 644 761	0	996 644 761	0	0	0
8294 - INTERETS AFD (01--66111--943)	19 015 413	0	18 364 736	650 677	0	0
9645 - VIREMENT A LA SECTION D INVESTISSEMENT (01--023--953)	1 620 000 000	0	0	1 620 000 000	0	0
9694 - TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) (01--673--943)	7 301 425	0	7 301 425	0	0	0
9695 - CREANCES ADMISES EN NON VALEUR (01--65421--943)	27 123 376	0	27 057 533	65 843	0	0
Total	2 670 084 975	0	1 049 368 455	1 620 716 520	0	0
02 - SERVICES GENERAUX						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
1013 - AUTRES HONORAIRES, CONSEIL (02-21-62268--930)	26 500 000	0	26 312 668	187 332	0	0
1015 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (02-23-62268--930)	24 320 000	3 109 487	19 048 110	2 162 403	3 109 487	0
1020 - TRANSPORT DU PERSONNEL (TERRITOIRE) MISSION (02-21-62510--930)	79 399 777	16 199 261	63 174 166	26 350	16 199 261	0
1022 - FRAIS DE MISSIONS (TERRITOIRE) (02-21-62520--930)	10 954 730	931 470	10 017 150	6 110	931 470	0
1023 - FRAIS DE DEMENAGEMENT (02-21-6255--930)	17 339 930	3 615 784	13 715 986	8 160	3 615 784	0
1028 - PRESTATIONS DE SERVICES (02-23-62268--930)	13 187 469	5 928 609	7 258 860	0	5 928 609	0
1105 - COTISATIONS A L'IFAP (02-22-6336--930)	31 344 766	0	31 344 766	0	0	0
1107 - TRANSPORT DU PERSONNEL TERRITOIRE FORMATION (02-21-62510--930)	11 000 000	3 954 975	7 045 025	0	3 954 975	0
1117 - TRANSPORT DU PERSONNEL (TERRITOIRE) PRISE ET FIN DE FONCTION (02-21-62510--930)	12 000 000	6 881 075	5 055 700	63 225	6 881 075	0
1119 - TRANSPORT DU PERSONNEL (HORS TERRITOIRE) (02-21-62511--930)	17 338 603	0	17 338 603	0	0	0
1121 - TRANSPORT DE BIENS FRET (02-21-6241--930)	3 031 832	1 460 528	1 571 304	0	1 460 528	0
1150 - MAISON DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE (02-21-6574157--930)	41 370 000	0	41 370 000	0	0	0
1222 - FRAIS DE TELEPHONE (02-21-6262--930)	48 019 137	5 515 431	42 503 706	0	5 515 431	0
1223 - FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT (02-21-6261--930)	117 933	0	117 933	0	0	0
1734 - FOURNITURES ADMINISTRATIVES (02-22-6064--930)	100 000	0	99 916	84	0	0
1735 - AUTRES FOURNITURES CONSOMMABLES (02-22-6068--930)	50 000	0	48 888	1 112	0	0
1736 - FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT (02-22-60632--930)	99 999	0	0	99 999	0	0
1737 - TRANSPORTS DE BIENS (02-22-6241--930)	300 000	0	255 455	44 545	0	0
1739 - DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE (02-22-6182--930)	1 633 097	50 597	533 360	1 049 140	50 597	0
1741 - FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX (02-22-6227--930)	32 000 000	0	28 363 938	3 636 062	0	0

1743 - COTISATIONS DIVERS-CLR (02-22-6453--930)	19 906 448	0	17 953 224	1 953 224	0
1892 - LOYERS POUR MATERIEL INFORMATIQUE (02-23-6135--930)	6 524 859	32 808	5 796 730	695 321	32 808
2966 - ENTRETIEN DE MATERIEL INFORMATIQUE (02-23-61552--930)	2 525 305	144 733	764 502	1 616 070	144 733
4063 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (02--62268--930)	9 015 000	0	8 382 206	632 794	0
5176 - HONORAIRES BULL -DIVERS ASSISTANCES (02-22-62268--930)	1 100 000	0	678 825	421 175	0
5177 - HONORAIRES LOUIS BUSUTILL (02-22-62268--930)	2 238 400	2 238 400	0	0	2 238 400
5208 - SUBVENTION-ASSOCIATION ADANIS (02-21-6574140--930)	3 300 000	0	3 300 000	0	0
7500 - FRAIS DE MISSIONS DU PERSONNEL (HORS TERRITOIRE) (02-21-62521--930)	2 949 448	0	2 949 448	0	0
7526 - LOCATIONS MOBILIERES (02-21-6135--930)	742 000	0	741 281	719	0
7583 - MAINTENANCE DES LOGICIELS REPARATIVE (02-23-61561--930)	18 517 800	491 807	15 847 417	2 178 576	491 807
8060 - COTISATIONS A LA CAFAT (02-22-6451--930)	16 880 756	0	16 868 466	12 290	0
8061 - COTISATIONS A LA CLR (02-22-6453--930)	9 940 713	0	9 495 774	444 939	0
8062 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (02-22-6454--930)	3 717 885	0	3 704 676	13 209	0
8065 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (02-22-6458--930)	1 383 807	0	1 300 783	83 024	0
8067 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (02-22-6472--930)	3 246 559	0	3 222 879	23 680	0
8070 - REMUNERATION PRINCIPALE (02-22-64111--930)	54 315 145	0	54 099 565	215 580	0
8071 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (02-22-64112--930)	2 768 972	0	2 681 102	87 870	0
8072 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (02-22-64113--930)	6 501 054	0	5 218 184	1 282 870	0
8077 - REMUNERATION PRINCIPALE (02-22-64131--930)	31 673 893	0	31 641 138	32 755	0
8078 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (02-22-64133--930)	2 525 585	0	2 508 301	17 284	0
8079 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (02-22-64136--930)	1 136 805	0	23 178	1 113 627	0
8081 - AUTRE PERSONNEL RELEVANT DE LA CONVENTION COLLECTIVE (02-21-6415--930)	12 764 697	0	12 665 519	99 178	0
8083 - COTISATIONS A LA CAFAT (02-21-6451--930)	30 431 364	0	30 431 180	184	0
8084 - COTISATIONS A LA CLR (02-21-6453--930)	20 816 528	0	20 074 822	741 706	0
8085 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (02-21-6454--930)	3 144 143	0	3 135 082	9 061	0
8088 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (02-21-6458--930)	2 476 013	0	2 470 067	5 946	0
8090 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (02-21-6472--930)	4 889 555	0	4 842 440	47 115	0
8093 - REMUNERATION PRINCIPALE (02-21-64111--930)	114 023 381	0	111 138 073	2 885 308	0
8094 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (02-21-64112--930)	5 306 086	0	3 945 487	1 360 599	0
8095 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (02-21-64113--930)	14 337 325	0	14 156 207	181 118	0
8099 - AUTRES INDEMNITES ET PRIMES (02-21-64118--930)	2 787 600	0	2 760 000	27 600	0
8100 - REMUNERATION PRINCIPALE (02-21-64131--930)	49 680 569	0	45 077 104	4 603 465	0
8101 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (02-21-64133--930)	2 896 608	0	2 837 490	59 118	0
8102 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (02-21-64136--930)	377 128	0	375 580	1 548	0

8156 - ANNONCES ET INSERTIONS (02-21-6231--930)	9 278 927	88 484	9 190 443	0	88 484
8160 - SUBVENTIONS - OBSERVATOIRE NUMERIQUE DE N.C (02-21-6574164--930)	2 000 000	0	2 000 000	0	0
8293 - AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION (02-22-6718--930)	1 662 960 671	0	0	1 662 960 671	0
8297 - FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS (02-23-6262--930)	6 200 000	0	3 920 284	2 279 716	0
8367 - FOURNITURES ADMINISTRATIVES (02-21-6064--930)	27 227 816	4 907 898	22 319 918	0	4 907 898
8382 - FOURNITURES D'ENTRETIEN (02-21-60631--930)	1 608 930	0	1 608 930	0	0
8392 - DIVERS ORGANISMES DE FORMATION (02-22-6184--930)	8 337 175	359 625	7 400 442	577 108	359 625
8425 - MAINTENANCE TELEPHONIQUE (02-23-61558--930)	10 500 000	52 040	7 832 105	2 615 855	52 040
8478 - MAINTENANCE SUR AUTRES BIENS (02-23-61568--930)	8 700 000	1 468 167	6 528 012	703 821	1 468 167
8507 - -FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX (02-21-6283--930)	705 547	0	705 547	0	0
8528 - RESTITUTIONS SUR TAXES - CONTRIBUTIONS DIRECTES (02-22-6721--930)	300 000	0	268 532	31 468	0
8538 - FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT (02-22-6261--930)	50 000	0	49 900	100	0
9551 - ABONNEMENT (02-21-6182--930)	15 620	15 620	0	0	15 620
9593 - AUTRES HONORAIRES-COURSIER (02-21-62268--930)	2 056 300	0	2 056 300	0	0
9651 - AUTRES FRAIS D'HEBERGEMENT (02-22-65228--930)	17 500	0	17 500	0	0
9655 - MEDECIN DU TRAVAIL (02-22-6475--930)	650 000	0	207 327	442 673	0
9663 - PENALITES EMPLOIS HANDICAPES (02-22-6712--930)	24 000 000	0	15 088 781	8 911 219	0
9670 - LOCATIONS IMMOBILIERES (02-21-6132--930)	15 000	0	14 400	600	0
9703 - FRAIS BOITE POSTALE (02-21-6262--930)	21 534	0	21 534	0	0
9709 - INDEMNITES AU COMPTABLE DE LA PIL (02-22-6225--930)	2 400 000	0	2 353 057	46 943	0
9710 - CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS (02-21-6236--930)	1 368 000	0	1 368 000	0	0
9743 - AUTRES FRAIS LIES A LA FORMATION POMPIERS (02-22-6188--930)	500 000	429 633	0	70 367	429 633
Total	2 603 861 724	57 876 432	839 213 276	1 706 772 016	57 876 432
03 - POUVOIRS PUBLICS ET INSTIT					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1004 - FRAIS PERSONNEL EXTERIEUR COLLECTIF (TERRITOIRE) (03--62450--930)	23 339 415	100 000	22 002 890	1 236 525	100 000
1204 - TRANSPORT DU PERSONNEL (TERRITOIRE) (03--62510--930)	13 823 526	5 022 875	8 024 740	775 911	5 022 875
1205 - TRANSPORTS DE BIENS (03--6241--930)	5 000 000	4 327 694	594 006	78 300	4 327 694
1206 - DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE (03--6182--930)	30 000	0	0	30 000	0
1207 - FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT (03--6261--930)	500 000	0	77 332	422 668	0
1210 - FRAIS DE DEPLACEMENT DES ELUS (TERRITOIRE) (03--653220--930)	30 692 671	10 012 325	20 680 346	0	10 012 325
1211 - FRAIS DE TRANSPORT DES ELUS (HORS TERRITOIRE) (03--653221--930)	15 129 720	0	14 085 170	1 044 550	0
1322 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS (03--65741--930)	19 900 000	1 000 000	18 550 000	350 000	1 000 000

1324 - FETES ET CEREMONIES (03--6232--930)	15 207 690	928 810	10 025 729	4 168 151	928 810
7519 - FRAIS PERSONNEL EXTERIEUR COLLECTIV.(HORS TERRITOIRE) (03--62451--930)	483 803	0	483 803	0	0
7520 - TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL AFFRETEMENTS (03--6247--930)	3 160 585	1 206 483	0	1 954 102	1 206 483
7521 - TRANSPORT DU PERSONNEL (HORS TERRITOIRE) (03--62511--930)	800 000	0	0	800 000	0
7581 - CATALOGUES, IMPRIMES ET PUBLICATIONS (03--6236--930)	16 430 365	0	16 430 365	0	0
7582 - FRAIS D'INHUMATION (03--6527--930)	2 000 000	0	75 000	1 925 000	0
7584 - AUTRES FRAIS D'HEBERGEMENT (03--65228--930)	1 000 000	0	622 272	377 728	0
7991 - COTISATIONS A LA CAFAT (03--6451--930)	49 170 524	0	48 389 630	780 894	0
7992 - COTISATIONS A LA CAFAT (03--6451--944)	0	0	0	0	0
7993 - COTISATIONS A LA CLR (03--6453--930)	3 425 676	0	3 408 491	17 185	0
7995 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (03--6454--930)	7 633 858	0	7 372 187	261 671	0
8001 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (03--6458--930)	3 342 119	0	3 287 009	55 110	0
8005 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (03--6472--930)	706 334	0	631 830	74 504	0
8011 - REMUNERATION PRINCIPALE (03--64111--930)	18 463 780	0	18 441 528	22 252	0
8012 - INDEMNITES DES ELUS (03--6531--944)	120 867 891	0	120 647 619	220 272	0
8013 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (03--64112--930)	670 776	0	627 005	43 771	0
8015 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (03--64113--930)	2 104 674	0	2 083 836	20 838	0
8016 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (03--64113--944)	130 080	0	0	130 080	0
8023 - AUTRES INDEMNITES ET PRIMES (03--64118--930)	1 393 800	0	1 380 000	13 800	0
8024 - AUTRES INDEMNITES ET PRIMES (03--64118--944)	84 800	0	0	84 800	0
8025 - REMUNERATION PRINCIPALE (03--64131--930)	153 078 489	0	147 645 422	5 433 067	0
8026 - INDEMNITES DES ELUS (03--6531--944)	12 480 304	0	12 055 810	424 494	0
8028 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (03--64133--944)	138 160	0	0	138 160	0
8029 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (03--64136--930)	1 357 799	0	1 112 283	245 516	0
8285 - FRAIS DE MISSION DES ELUS (03--6531--930)	2 000 000	0	0	2 000 000	0
8298 - AFFRETEMENTS AVIONS (03--6247--930)	5 592 730	592 730	4 798 374	201 626	592 730
8351 - FRAIS PERSONNEL EXTERIEUR COLLECTIVITE (03--62452--930)	10 000 000	87 500	8 058 305	1 854 195	87 500
8449 - FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES (03--6185--930)	569 635	0	0	569 635	0
8450 - LOCATIONS MOBILIERES (03--6135--930)	1 000 000	0	0	1 000 000	0
9594 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS... (03--62268--930)	5 000 000	0	0	5 000 000	0
9652 - COTISATIONS DE RETRAITE (03--6533--944)	10 941 509	0	10 799 008	142 501	0
9653 - COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART PATRONALE (03--6534--944)	17 687 024	0	17 429 211	257 813	0
9724 - FORMATION DES ELUS (03--6535--944)	134 400	0	134 400	0	0
9747 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ENTREPRISES (03--65742--930)	300 000	0	300 000	0	0

Total		575 772 137	23 278 417	520 253 601	32 155 119	23 278 417
20 - SERVICES COMMUNS						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
1264 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (20--62268--932)	14 581 809	6 779 855	7 801 765	189	6 779 855	
1269 - TRANSPORTS DE BIENS (20--6241--932)	512 889	409	238 450	274 030	409	
1270 - CATALOGUES, IMPRIMES ET PUBLICATIONS (20--6236--932)	7 314 396	3 675 550	3 608 734	30 112	3 675 550	
1272 - DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE (20--6182--932)	474 620	422 300	52 320	0	422 300	
1273 - FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT (20--6261--932)	205 061	5 061	0	200 000	5 061	
1418 - LOCATION SALLE EPEFIP (20--6132--932)	500 000	0	0	500 000	0	
7529 - AUTRES FRAIS DIVERS (20--6188--932)	200 000	0	156 605	43 395	0	
7597 - COTISATIONS A LA CAFAT (20--6451--932)	21 444 266	0	21 394 925	49 341	0	
7599 - COTISATIONS A LA CLR (20--6453--932)	15 229 283	0	15 177 915	51 368	0	
7601 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (20--6454--932)	5 720 993	0	5 699 357	21 636	0	
7607 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (20--6458--932)	2 052 802	0	1 999 279	53 523	0	
7611 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (20--6472--932)	5 631 286	0	5 587 050	44 236	0	
7617 - REMUNERATION PRINCIPALE (20--64111--932)	89 561 045	0	89 533 700	27 345	0	
7618 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (20--64112--932)	3 305 782	0	3 276 202	29 580	0	
7619 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (20--64113--932)	7 983 779	0	7 930 036	53 743	0	
7624 - REMUNERATION PRINCIPALE (20--64131--932)	34 906 315	0	34 896 504	9 811	0	
7626 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (20--64133--932)	2 080 126	0	2 019 504	60 622	0	
8431 - ANNONCES ET INSERTIONS (20--6231--932)	1 491 198	8 190	1 483 008	0	8 190	
9672 - VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION (20--6184--932)	370 275	0	370 275	0	0	
9722 - DIVERS (20--6238--932)	1 955 000	0	1 596 025	358 975	0	
9742 - LOCATIONS MOBILIERES (20--6135--932)	145 000	0	142 707	2 293	0	
Total	215 665 925	10 891 365	202 964 361	1 810 199	10 891 365	
21 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
1332 - TRANSPORT DU PERSONNEL (TERRITOIRE) (21-10-62510--932)	5 246 815	807 035	3 200 545	1 239 235	807 035	
1341 - PART. AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT - A.S.E.E. (21-11-655321--932)	9 819 000	0	9 816 000	3 000	0	
1343 - PART. AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT - D.E.C. (21-11-655322--932)	40 236 500	0	38 936 500	1 300 000	0	
1345 - CONTRIBUTION A LA FELP (21-11-655323--932)	3 225 600	537 600	0	2 688 000	537 600	

6304 - OP V-2 BOURSES SCOLAIRES (21-10-6513--932)	47 700 000	0	33 913 250	13 786 750	0
6306 - OP V-2-BOURSES SCOLAIRES (21-11-6513--932)	39 390 000	0	29 752 120	9 637 880	0
7635 - COTISATIONS A LA CAFAT (21--6451--932)	105 097 920	0	105 056 799	41 121	0
7636 - COTISATIONS A LA CLR (21--6453--932)	153 603 818	0	153 568 497	35 321	0
7637 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (21--6454--932)	3 192 182	0	3 158 774	33 408	0
7640 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (21--6458--932)	14 651 932	0	14 640 821	11 111	0
7642 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (21--6472--932)	31 976 093	0	31 912 622	63 471	0
7645 - REMUNERATION PRINCIPALE (21--6411--932)	808 453 851	0	808 453 728	123	0
7646 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (21--64112--932)	28 031 219	0	27 965 258	65 961	0
7647 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (21--64113--932)	48 603 222	0	48 581 117	22 105	0
7652 - REMUNERATION PRINCIPALE (21--64131--932)	64 334 296	0	62 374 281	1 960 015	0
7653 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (21--64133--932)	350 777	0	347 304	3 473	0
8163 - INSTITUTEURS REMPLACANTS (21-10-64131--932)	5 824 256	0	24 256	5 800 000	0
8164 - PERSONNEL REMUNERE A LA VACATION (21-10-6414--932)	2 280 000	0	2 268 338	11 662	0
8166 - COTISATION A LA CAFAT (21-10-6451--932)	7 475 000	0	726 324	6 748 676	0
8169 - INDEMNITES ET FRAIS DE REPRESENTATION (21-10-64114--932)	3 943 200	0	3 774 830	168 370	0
8320 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (21-10-6454--932)	120 000	0	113 730	6 270	0
8321 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (21-10-6458--932)	571 617	0	32 614	539 003	0
8352 - TRANSPORT DE TIERS (21-10-62450--932)	0	0	0	0	0
8427 - AUTRES (21-10-65228--932)	100 000	0	78 000	22 000	0
Total	1 424 227 298	1 344 635	1 378 695 708	44 186 955	1 344 635

22 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1349 - CHARGES DE FONCTION - COLLEGE PUBLIC DE WE (22-20-655311--932)	14 000 000	0	14 000 000	0	
1351 - CHARGE DE FONCTION - COLLEGE PUBLIC DE TADINE (22-20-655312--932)	8 000 000	0	8 000 000	0	
1353 - CHARGES DE FONCTION - COLLEGE DE LA ROCHE (22-20-655313--932)	9 000 000	0	9 000 000	0	
1367 - PART. AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT - A.S.E.E. (22-21-655321--932)	441 131 870	0	410 231 000	30 900 870	27 672 870
1389 - PART. AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT - D.E.C. (22-22-655322--932)	82 612 000	0	82 612 000	0	
1718 - PART. AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT - D.E.C. (22-21-655322--932)	95 631 000	0	95 631 000	0	
4110 - FONCTIONNEMENT-COLLEGE PUBLIC D'OUVEA (22-20-655314--932)	8 000 000	0	8 000 000	0	
6321 - OP V-2-BOURSES SCOLAIRES (22-20-6513--932)	62 808 000	0	47 776 671	15 031 329	15 031 329
6327 - OP V-2 BOURSES SCOLAIRES (22-21-6513--932)	76 872 000	0	69 425 601	7 446 399	7 446 399
6340 - OP V-2-BOURSES SCOLAIRES (22-23-62450--932)	225 079	0	0	225 079	225 079

6341 - OP V-2 BOURSES SCOLAIRES (22-23-6513--932)	31 671 000	0	23 417 106	8 253 894	8 253 894
7559 - FRAIS PERSONNEL EXTERIEUR COLLECTIF. (22-20-62451--932)	3 540 385	16 621	1 237 249	2 286 515	16 621
7561 - FRAIS PERSONNEL EXTERIEUR COLLECTIF (22-21-62451--932)	4 044 815	791 438	1 101 489	2 151 888	791 438
7563 - FRAIS PERSONNEL EXTERIEUR COLLECTIF (22-23-62451--932)	5 565 420	1 041 662	1 059 258	3 464 500	1 041 662
7656 - AUTRE PERSONNEL RELEVANT DE LA CONVENTION COLLECTIVE (22--6415--932)	94 420 569	0	94 377 358	43 211	0
7659 - COTISATIONS A LA CAFAT (22--6451--932)	57 829 019	0	57 682 666	146 353	0
7660 - COTISATIONS A LA CIR (22--6453--932)	15 651 074	0	15 447 924	203 150	0
7661 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (22--6454--932)	7 919 314	0	7 817 368	101 946	0
7664 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (22--6458--932)	4 427 116	0	4 379 646	47 470	0
7666 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (22--6472--932)	8 450 121	0	8 429 490	20 631	0
7669 - REMUNERATION PRINCIPALE (22--64111--932)	81 125 323	0	81 070 161	55 162	0
7670 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (22--64112--932)	3 339 078	0	3 318 743	20 335	0
7671 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (22--64113--932)	5 396 067	0	5 323 837	72 230	0
7676 - REMUNERATION PRINCIPALE (22--64131--932)	57 845 514	0	57 823 272	22 242	0
7677 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (22--64133--932)	5 069 721	0	5 035 515	34 206	0
7678 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (22--64136--932)	100 000	0	36 795	63 205	0
8171 - TRANSPORT DE TIERS (TERRITOIRE) (22-22-62450--932)	1 415 618	0	79 766	1 335 852	0
8172 - FOURNITURES SCOLAIRES (22-20-6067--932)	1 692 000	0	1 692 000	0	0
8173 - TRANSPORT DE TIERS (22-21-62451--932)	1 012 410	412 410	0	600 000	412 410
8214 - TRANSPORTS DE TIERS (22-22-62451--932)	2 391 603	344 044	1 288 296	759 263	344 044
8215 - FOURNITURES SCOLAIRES (22-22-6067--932)	2 485 500	0	2 485 500	0	0
8217 - FOURNITURES SCOLAIRES (22-23-6067--932)	2 329 000	0	2 329 000	0	0
8315 - FOURNITURES SCOLAIRES (22-21-6067--932)	1 128 000	0	1 128 000	0	0
8316 - OP V-2- BOURSES SCOLAIRES (22-22-6513--932)	33 514 500	0	27 401 100	6 113 400	0
8504 - TRANSPORTS DE TIERS PERSONNES (HORS TERRITOIRE) (22-22-62451--932)	1 146 650	124 163	1 022 487	0	124 163
Total	1 231 789 766	2 730 338	1 149 660 298	79 399 130	61 359 909
23 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1412 - ASSOCIATION JUVENA (23-30-657412--932)	2 000 000	0	2 000 000	0	0
1413 - SUBVENTION - ASSOCIATION FOYER DES ETUDIANTS (23-30-657413--932)	8 000 000	0	8 000 000	0	0
1720 - AUTRES HONORAIRES-EGIDE (23-31-62268--932)	8 127 308	0	8 127 308	0	0
1721 - LES COTTEAUX DE NIAOULIS (23-30-6132--932)	3 800 000	2 040	3 461 520	336 440	2 040
1722 - COTIS. P/ AFFIL DE TIERS CAFAT (23-30-6451--932)	5 331 380	0	4 950 600	269 780	0

1723 - FRAIS PERSONNEL EXTERIEUR COLLECTIF (TERRITOIRE) (23-30-62450--932)		2 691 696	617 311	712 384	1 362 001	617 311
1729 - HONORAIRES ACESTE/CNAM (23-31-62268--932)		26 301 972	9 406 660	16 895 312	0	9 406 660
4102 - HONORAIRES CABINET COURAUET (23-31-62268--932)		8 784 382	0	8 784 382	0	0
6346 - OP V-3-BOURSES SUPERIEURES-TERRITOIRE (23-30-6513--932)		58 041 056	0	58 041 056	0	0
6347 - OP V-3-BOURSES SUPERIEURES-METROPOLE (23-31-6513--932)		130 418 312	0	130 418 312	0	0
7550 - COTIS, P / AFFIL DE TIERS MUTUELLE (23-30-64510--932)		2 267 865	0	2 267 865	0	0
7551 - FRAIS PERSONNEL EXTERIEUR COLLECTIF (HORS TERRITOIRE) (23-31-62451--932)		30 568 681	1 454 420	29 114 261	0	1 454 420
8347 - FRAIS PERSONNEL EXTERIEUR COLLECTIF (HORS TERRITOIRE) (23-31-6241--932)		5 725 776	301 061	4 465 545	959 170	301 061
9619 - SUBVENTIONS -GIP MAISON DE L'ETUDIANT (23-31-6574179--932)		1 200 000	0	1 200 000	0	0
9620 - SUBVENTIONS -ASS. GRANDS FRERES ET SOEURS (23-30-6574180--932)		1 500 000	0	0	1 500 000	0
9621 - ENTRETEN BATIMENTS (CAMPUS) (23-30-61522--932)		10 000 000	0	5 180 859	4 819 141	0
9711 - SUBVENTIONS-MAISON DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE (23-31-6574157--932)		6 300 000	0	6 300 000	0	0
Total		311 058 428	11 781 492	289 919 404	9 246 532	11 781 492
24 - SERVICES PERISCOLAIRES						
Ligne de crédit		Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1188 - ENTRETEN DE BATIMENTS (24-241-61522--932)		1 210 223	0	1 099 973	110 250	0
1190 - ENTRETEN AUTRES BIENS MOBILIER (24-241-61558--932)		307 121	0	307 121	0	0
1394 - MEDICAMENTS -INT DE WE (24-241-60661--932)		23 515	0	23 515	0	0
1395 - ALIMENTATION-INT DE WE (24-241-60623--932)		25 217 456	487 169	24 700 247	30 040	487 169
1397 - HABILLEMENT-INT DE WE (24-241-60636--932)		126 400	0	126 400	0	0
1399 - FOURN- EQUIPEMENT-INT DE WE (24-241-60632--932)		364 183	0	347 389	16 794	0
1403 - TELECOMMUNICATIONS-INT DE WE (24-241-6262--932)		500 000	0	496 471	3 529	0
4106 - TRANSPORTS DE BIENS-INT DE WE (24-241-6241--932)		2 532 314	37 630	2 478 949	4 503	37 630
8132 - MEDICAMENTS -INT DE TADINE (24-242-60661--932)		49 150	0	48 418	732	0
8133 - MEDICAMENTS -INT DE LAROCHE (24-243-60661--932)		85 370	42 685	42 685	0	42 685
8134 - MEDICAMENTS -INT OUEVA (24-244-60661--932)		50 000	0	0	50 000	0
8135 - ALIMENTATION-INT DE TADINE (24-242-60623--932)		31 212 723	942 711	29 977 037	3 913	942 711
8136 - ALIMENTATION-INT LAROCHE (24-243-60623--932)		5 329 517	0	5 329 517	0	0
8137 - ALIMENTATION-INT OUEVA (24-244-60623--932)		16 373 020	256 541	16 095 273	21 206	256 541
8138 - HABILLEMENT-INT DE TADINE (24-242-60636--932)		90 400	0	90 400	0	0
8139 - HABILLEMENT-INT DE LA ROCHE (24-243-60636--932)		116 560	0	116 560	0	0
8140 - HABILLEMENT-INT D'OUEVA (24-244-60636--932)		100 000	60 100	0	39 900	60 100
8144 - FOURN- EQUIPEMENT-INT TADINE (24-242-60632--932)		492 618	0	492 618	0	0

8145 - FOURN- EQUIPEMENT-INT LAROCHE (24-243-60632--932)	320 774	89 640	231 134	0	89 640
8146 - FOURN- EQUIPEMENT-INT D'OUVEA (24-244-60632--932)	400 000	0	336 962	63 038	0
8147 - TRANSPORTS DE BIENS-INT TADINE (24-242-6241--932)	2 500 000	23 026	2 212 692	264 282	23 026
8148 - TRANSPORTS DE BIENS-INT LAROCHE (24-243-6241--932)	940 000	0	411 649	526 851	0
8149 - TRANSPORTS DE BIENS-INT OUVEA (24-244-6241--932)	1 700 000	16 279	1 665 928	17 793	16 279
8150 - TELECOMMUNICATIONS-INT TADINE (24-242-6262--932)	352 084	0	352 084	0	0
8151 - TELECOMMUNICATIONS-INT LA ROCHE (24-243-6262--932)	500 000	0	404 166	95 834	0
8152 - TELECOMMUNICATIONS-INT OUVEA (24-244-6262--932)	616 475	0	616 475	0	0
8218 - FRAIS D AFFRANCHISSEMENT-INT DE WE (24-241-6261--932)	14 950	0	14 950	0	0
8219 - FRAIS D AFFRANCHISSEMENT-INT DE TADINE (24-242-6261--932)	15 000	0	15 000	0	0
8220 - FOURNITURES D ENTRETIEN (24-241-60631--932)	758 699	70 542	688 157	0	70 542
8223 - ELECTRICITE (24-241-60612--932)	2 938 939	0	2 875 535	63 404	0
8225 - FOURNITURES D ENTRETIEN (24-242-60631--932)	703 940	126 114	577 826	0	126 114
8228 - ENTRETIEN DE BATIMENTS (24-242-61522--932)	772 500	0	772 500	0	0
8229 - ENTRETIEN SUR MOBILIERS (24-242-61558--932)	298 600	0	234 600	64 000	0
8231 - ELECTRICITE (24-242-60612--932)	2 330 684	103 704	2 226 980	0	103 704
8232 - EAU ET ASSAINISSEMENT (24-242-60611--932)	500 000	0	269 480	230 520	0
8235 - FOURNITURES D'ENTRETIEN (24-243-60631--932)	1 000 000	2 160	857 752	140 088	2 160
8237 - ENTRETIEN DE BATIMENTS (24-243-61522--932)	3 704 715	0	3 704 715	0	0
8238 - AUTRES BIENS IMMOBILIERS (24-243-61558--932)	771 365	236 250	535 115	0	236 250
8240 - ELECTRICITE (24-243-60612--932)	2 000 000	0	1 862 697	137 303	0
8241 - EAU ET ASSAINISSEMENT (24-243-60611--932)	800 000	0	634 680	165 320	0
8243 - FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT (24-244-6261--932)	26 775	0	11 775	15 000	0
8244 - FOURNITURES D'ENTRETIEN (24-244-60631--932)	983 525	35 965	801 757	145 803	35 965
8246 - ENTRETIENS DE BATIMENTS (24-244-61522--932)	1 156 000	0	1 155 955	45	0
8247 - ENTRETIENS SUR BIENS IMMOBILIERS (24-244-61558--932)	317 495	0	259 700	57 795	0
8248 - FOURNITURE DE PETIT EQUIPEMENTS (24-244-60632--932)	356 105	121 480	134 625	100 000	121 480
8249 - ELECTRICITE (24-244-60612--932)	5 637 368	14 215	5 385 060	238 093	14 215
8365 - FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX (24-241-6283--932)	1 562 400	130 200	1 562 400	-130 200	0
8366 - FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX (24-242-6283--932)	879 061	93 600	584 400	201 061	93 600
8384 - TERRAINS (24-244-61521--932)	200 000	0	100 070	99 930	0
8548 - TERRAINS (24-241-61521--932)	437 321	0	432 621	4 700	0
8550 - LOCATIONS IMMOBILIERES (24-243-6132--932)	18 375	18 375	0	0	18 375
9615 - AUTRES MATIERES ET FOURNITURES. (24-244-6068--932)	200 000	0	61 360	138 640	0

9616 - AUTRES MATIERES ET FOURNITURES. (24-243-6068--932)	200 000	0	5 640	194 360	0
9646 - AUTRES MATIERES ET FOURNITURES. (24-241-6068--932)	200 000	0	16 794	183 206	0
9752 - ENT ET REPARATION TERRAINS - INT TADINE (24-242-61521--932)	1 202 250	1 202 250	0	0	1 202 250
9753 - ENT ET REPARATION TERRAINS - INT LA ROCHE (24-243-61521--932)	210 000	0	210 000	0	0
Total	121 705 970	4 110 636	113 995 807	3 297 733	3 980 436
28 - AUTRES					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1409 - PROJETS D'ACTIONS EDUCATIVES (28-81-657410--932)	10 000 000	0	7 945 000	2 055 000	0
1414 - CANTINE SCOLAIRE MARE (28-81-657414--932)	6 200 000	600 000	5 000 000	600 000	1 200 000
1415 - SUBVENTION CANTINE SCOLAIRE DE CHEPENEHE (28-81-657415--932)	1 800 000	150 000	1 500 000	150 000	300 000
1926 - SUBVENTION-FASEL (28-81-6574155--932)	40 000 000	0	40 000 000	0	0
1927 - SUBVENTION-COMMUNE OUEVA (28-81-657341--932)	10 000 000	0	10 000 000	0	0
8253 - AUTRES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASS.FOYER TUTORAT (28-81-657480--932)	1 500 000	0	1 500 000	0	0
8452 - LOCATIONS IMMOBILIERES (28-81-6132--932)	9 996 000	3 690 000	3 024 000	3 282 000	3 690 000
8532 - ENTRETIEN TERRAINS (28-81-61521--932)	1 234 800	0	1 029 000	205 800	0
9611 - NETTOYAGE DES LOCAUX (CENTRE HNADRO) (28-81-6283--932)	588 400	0	0	588 400	0
9650 - ASSOCIATIONS DES PSYCHOLOGUES SCOLAIRES (28-81-65748--932)	2 000 000	0	2 000 000	0	0
9712 - COMMUNES DE MARE (28-81-657342--932)	4 162 000	0	4 162 000	0	0
9713 - SUBVENTIONS GPE DU LYCEE DES ILES LOYAUTE (28-81-6574190--932)	1 800 000	0	1 800 000	0	0
Total	89 281 200	4 440 000	77 960 000	6 881 200	5 190 000
30 - SERVICES COMMUNS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1276 - FOURNIT DE PETIT EQUIPEMENT ET DE MATERIEL POUR LA DIRECTION (30-01-60632--933)	37 000	0	0	37 000	0
1278 - TRANSPORTS DE BIENS (30-01-6241--933)	900 000	0	768 153	131 847	0
1279 - CATALOGUES, IMPRIMES ET PUBLICATIONS (30-01-6236--933)	360 000	353 325	0	6 675	353 325
1281 - DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE (30-01-6182--933)	157 300	0	64 950	92 350	0
1282 - FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT (30-01-6261--933)	100 000	0	94 500	5 500	0
1300 - FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT (30-02-60632--933)	157 000	57 000	0	100 000	57 000
1306 - TRANSPORTS DE BIENS (30-02-6241--933)	1 505 790	6 590	595 230	903 970	6 590
1309 - DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE (30-02-6182--933)	100 000	0	0	100 000	0
1312 - FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT (30-02-6261--933)	20 000	0	0	20 000	0
1390 - ANNONCES ET INSERTIONS (30-02-6231--933)	2 000 000	0	212 415	1 787 585	0

6303 - AUTRES FOURNITURES POUR LE CCYY (30-02-6068--933)	563 000	0	213 000	350 000	0
7533 - ANNONCES ET INSERTIONS (30-01-6231--933)	50 000	0	34 125	15 875	0
7534 - REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES DIVERS (30-01-6228--933)	431 000	252 000	84 000	95 000	252 000
7542 - FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS (30-01-6262--933)	50 000	0	0	50 000	0
7544 - CATALOGUES, IMPRIMES ET PUBLICATIONS (30-02-6236--933)	3 465 150	0	3 412 426	52 724	0
7545 - LOCATIONS MOBILIERES (30-02-6135--933)	0	0	0	0	0
7546 - AUTRES FOURNITURES (30-02-60618--933)	500 000	0	0	500 000	0
9610 - FOURNITURES ADMINISTRATIVES (30-02-6064--933)	500 000	0	0	500 000	0
Total	10 896 240	668 915	5 478 799	4 748 526	668 915
31 - CULTURE					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1025 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS (31-11-65741--933)	27 700 000	0	23 264 000	4 436 000	0
1026 - SUBV.AUX PERSONNES DU DROIT PRIVE - ADCK (31-11-657370--933)	15 000 000	0	15 000 000	0	0
1027 - SUBVENTION- BIBLIOTHEQUE LOHNA (31-11-657419--933)	14 000 000	0	14 000 000	0	0
1029 - SUBVENTION - RADIO DJIDO (31-11-6574110--933)	12 000 000	0	12 000 000	0	0
1402 - SUBVENTION - RADIO RYTHME BLEU (31-11-6574112--933)	2 000 000	0	2 000 000	0	0
1404 - SUBVENTION - BIBLIOTHEQUE BERNHEIM (31-11-657371--933)	10 000 000	0	10 000 000	0	0
1731 - SUBVENTION CONSERVATOIRE DE LA MUSIQUE (31-11-657372--933)	30 000 000	0	30 000 000	0	0
2969 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (31-10-62268--933)	2 754 090	0	600 000	2 154 090	0
2970 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (31-11-62268--933)	9 300 000	600 000	6 870 400	1 829 600	600 000
2988 - SUBV.ACADEMIE DES LANGUES KANAK (31-11-657373--933)	20 000 000	0	10 000 000	10 000 000	0
4065 - SUBVENTION ASSOCIATION LE CHAPITO DE NOUVELLE CALEDONIE (31-11-6574121--933)	8 000 000	0	8 000 000	0	0
4066 - SUBVENTION - FEDERATION DES ARTISTES DE NOIE DREHU (31-11-6574122--933)	7 000 000	0	6 000 000	1 000 000	1 000 000
4067 - SUBVENTION-FEDERATION DES .ASSOCIATIONS ET INTERVENANTS (31-11-6574123--933)	2 000 000	0	2 000 000	0	0
4069 - SUBVENTION ASSOCIATION TAPENE (31-11-6574125--933)	2 000 000	0	2 000 000	0	0
4070 - SUBVENTION-ASSOCIATION POEMART (31-11-6574126--933)	2 000 000	0	2 000 000	0	0
5193 - SUBVENTION-ASSOCIATION LIRE EN NOUVELLE-CALEDONIE (31-11-6574134--933)	14 100 000	0	12 100 000	2 000 000	2 000 000
5198 - SUBV-ASSOCIATION DES SCULPTEURS DES ILES LOYAUTE (31-11-6574135--933)	1 500 000	0	1 500 000	0	0
6355 - OP 8-7-ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE (31-11-62268--933)	12 000 000	0	12 000 000	0	0
6356 - OP8-8- ANIMATION AUTOUR DU LIVRE (31-11-62268--933)	6 000 000	0	6 000 000	0	0
6357 - OP 8-9-SOUTIEN AUX CREATEURS (31-11-62268--933)	11 200 000	0	11 200 000	0	0
7506 - FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX (31-11-6283--933)	3 790 543	290 543	3 486 516	13 484	290 543
7507 - ENTRETIEN DE TERRAINS (31-11-61521--933)	2 147 630	295 260	1 328 670	523 700	295 260

7508 - ENTRETIEN DE BATIMENTS (31-11-61522--933)	9 835 630	152 355	2 275 169	7 408 106	152 355
7683 - COTISATIONS A LA CAFAT (31--6451--933)	13 906 253	0	12 926 239	980 014	0
7684 - COTISATIONS A LA CIR (31--6453--933)	5 163 064	0	5 154 325	8 739	0
7685 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (31--6454--933)	2 019 670	0	1 875 929	143 741	0
7688 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (31--6458--933)	919 144	0	855 942	63 202	0
7690 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (31--6472--933)	1 717 089	0	1 454 610	262 479	0
7693 - REMUNERATION PRINCIPALE (31--64111--933)	27 314 176	0	27 005 126	309 050	0
7694 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAIT ET INDEM DE RESIDENCE (31--64112--933)	1 080 197	0	1 032 097	48 100	0
7695 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (31--64113--933)	2 949 135	0	2 794 178	154 957	0
7700 - REMUNERATION PRINCIPALE (31--64131--933)	32 174 709	0	29 525 858	2 648 851	0
7701 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (31--64133--933)	4 241 966	0	3 953 574	288 392	0
7702 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (31--64136--933)	128 476	0	0	128 476	0
8175 - PRESTATIONS ACTIVITES PATRIMOINE (31-10-62268--933)	13 056 410	1 500 000	10 400 950	1 155 460	1 500 000
8176 - SUBVENTION- IANCP (31-11-657375--933)	2 000 000	0	2 000 000	0	0
8177 - SUBVENT-ASS.ELJO (31-11-6574124--933)	2 000 000	0	2 000 000	0	0
8180 - SUBVENTION-ASS.NIRI NOD (31-11-6574167--933)	8 000 000	0	8 000 000	0	0
8317 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (31-10-62268-86-933)	3 500 000	0	3 500 000	0	0
8353 - SUBV DE FONCTION AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE (31-11-65748--933)	4 600 000	0	4 500 000	100 000	0
8391 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ENTREPRISES (31-11-65742--933)	700 000	0	260 000	440 000	0
8497 - LIVRES, DISQUES, CASSETTES... (BIBLIOT ET MEDIATHEQUES) (31-11-6065--933)	2 702 450	0	2 702 450	0	0
8498 - DIVERS (31-11-6238--933)	2 345 850	0	2 020 665	325 185	0
8506 - FRAIS DE FORMATION (PERSONNEL EXT A LA COLLECTIVITE) (31-11-6183--933)	3 000 000	0	419 000	2 581 000	0
9608 - SUBVENTION -RADIO OCEANE (31-11-6574178--933)	1 000 000	0	1 000 000	0	0
9714 - SUBVENTIONS-ASSOCIATIONS CAP WESSEL (31-11-6574191--933)	3 000 000	0	3 000 000	0	0
9715 - SUBV -ASSOC DES JEUNES DE LA PAROISSE DE QANONO (31-11-6574192--933)	1 500 000	0	1 500 000	0	0
9716 - SUBVENTIONS -ASSOCIATIONS UKEINEMEL (31-11-6574193--933)	3 000 000	0	3 000 000	0	0
Total	366 346 482	2 838 158	324 505 698	39 002 626	5 838 158
32 - SPORTS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1010 - FOURNITURE DE PETIT EQUIPEMENTS (32--60632--933)	2 374 660	628 080	2 171 572	-424 992	128 000
1011 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (32--62268--933)	3 930 181	3 930 181	3 930 181	-3 930 181	0
1012 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASS (32--65741--933)	46 805 289	0	46 805 289	0	0
1014 - UNSS (32--657416--933)	5 000 000	0	5 000 000	0	0

1016 - COMITE D'ORGANISATION ET DE GESTION DE VOILE DE LIFOU (32--657417--933)	34 000 000	0	34 000 000	0	0	0
1021 - COMITE D'ORGANISATION DE LA COUPE YEIWENE (32--657418--933)	17 200 000	0	17 200 000	0	0	0
1384 - ASSOC.CANIO BASE DE VOILE OUEVA (32--6574111--933)	20 000 000	0	20 000 000	0	0	0
1730 - SUBVENTION USEP (32--6574116--933)	2 000 000	0	2 000 000	0	0	0
1869 - BOURSES (32--6513--933)	500 000	0	312 000	188 000	0	0
5199 - FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT A D'AUTRES TIERS (32--60632--933)	74 400	0	74 400	0	0	0
6387 - SUBVENTION COMITE PROVINCIAL DE CRICKET (32--6574143--933)	4 000 000	0	4 000 000	0	0	0
6389 - SUBVENTION COMITE PROVINCIAL DE VOLLEY BALL. (32--6574145--933)	2 800 000	0	2 800 000	0	0	0
6390 - SUBVENTION DISTRICT FOOTBALL DE LIFOU (32--6574146--933)	2 000 000	0	0	2 000 000	0	0
7492 - REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES DIVERS (32--62228--933)	300 000	0	0	300 000	0	0
7494 - SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUTRES SUBVENTIONS (32--67488--933)	21 098 711	500 000	20 502 000	96 711	500 000	500 000
7509 - ENTRETIEN DE BATIMENTS (32--61522--933)	3 950 005	356 395	1 311 329	2 282 281	356 395	356 395
7510 - ENTRETIEN DE TERRAINS (32--61521--933)	4 765 000	729 750	873 433	3 161 817	729 750	729 750
7511 - FRAIS DE GARDIENNAGE (32--6282--933)	1 900 000	156 600	1 879 200	-135 800	0	0
7512 - FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX (32--6283--933)	11 372 476	1 094 535	9 186 016	1 091 925	1 094 535	1 094 535
7553 - REMBOURSEMENTS DE FRAIS A D'AUTRES TIERS (32--62878--933)	7 263 000	0	7 262 302	698	0	0
7554 - AIDES DIRECTES A LA MOBILITE ET AU LOGEMENT (32--65116--933)	300 000	0	0	300 000	0	0
7573 - CATALOGUES, IMPRIMES ET PUBLICATIONS (32--6236--933)	1 411 882	377 464	520 978	513 440	377 464	377 464
7707 - COTISATIONS A LA CAFAT (32--6451--933)	12 666 035	0	12 635 891	30 144	0	0
7708 - COTISATIONS A LA CLR (32--6453--933)	6 788 096	0	5 968 092	820 004	0	0
7709 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (32--6454--933)	1 612 408	0	1 576 038	36 370	0	0
7712 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (32--6458--933)	1 165 714	0	998 956	166 758	0	0
7714 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (32--6472--933)	1 616 081	0	1 196 920	419 161	0	0
7717 - REMUNERATION PRINCIPALE (32--64111--933)	31 666 811	0	31 247 190	419 621	0	0
7718 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAIT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (32--64112--933)	1 142 963	0	1 107 546	35 417	0	0
7719 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (32--64113--933)	4 322 759	0	4 312 730	10 029	0	0
7724 - REMUNERATION PRINCIPALE (32--64131--933)	27 024 328	0	26 983 466	40 862	0	0
7725 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (32--64133--933)	2 624 950	0	2 501 555	123 395	0	0
7726 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (32--64136--933)	599 524	0	106 700	492 824	0	0
8181 - SUBVENTION -COMITE PROVINCIAL FOOTBALL (32--6574144--933)	4 000 000	0	4 000 000	0	0	0
8182 - SUBVENTION -COMITE PROV. TENNIS (32--6574168--933)	2 500 000	0	2 500 000	0	0	0
9674 - FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT (32--60632--933)	100 000	0	36 984	63 016	0	0
9681 - TERRITOIRE-WALLIS ET FUTUNA (32--657321--933)	3 000 000	0	3 000 000	0	0	0
9685 - TRANSPORTS PÔLE EXCELLENCE (32--6245--933)	1 822 575	351 750	1 575 525	-104 700	0	0

9686 - DIVERS PÔLE EXCELLENCE (REMUN.INTERM. ET HONORAIRES) (32-6228--933)	704 600	0	704 600	0	0	0
9740 - FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT (32-60632-34-933)	11 200 000	2 449 530	4 651 228	4 099 242	2 449 530	0
Total	307 602 448	10 574 285	284 932 121	12 096 042	5 635 674	0

33 - JEUNESSE (ACT SOCIO-EDUC.)						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
1406 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS (33-32-65741--933)	6 000 000	0	6 000 000	0	0	0
1408 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS (33-31-65741--933)	7 172 825	0	6 585 400	587 425	0	0
5184 - SUBVENTION-ASSOCIATION MULTISPORT LIFOU (33-32-6574129--933)	4 551 600	1 517 200	3 034 400	0	1 517 200	0
5185 - SUBVENTION-ASSOC DES JEUNES DE SAINT JEAN BAPTISTE (33-32-6574130--933)	2 428 800	404 800	2 024 000	0	404 800	0
5186 - SUBVENTION-AJASEL (33-32-6574118--933)	2 124 000	424 800	1 699 200	0	424 800	0
5187 - SUBVENTION-ASSOCIATION JEUNESSE INFORMATIQUE (33-32-6574119--933)	3 107 000	0	3 107 000	0	0	0
5188 - SUBVENTION -ASSOC ENFANCE JEUNESSE LOISIRS D'OUVEA (33-32-6574124--933)	2 024 000	0	2 024 000	0	0	0
5189 - SUBVENTION-ININATA SON ORE EDEDO (33-32-6574131--933)	3 793 000	0	3 793 000	0	0	0
5190 - SUBVENTION-ASSOCIATION AUH (33-32-6574132--933)	3 107 000	0	3 107 000	0	0	0
5191 - SUBVENTION-ASSOCIATION HANDISPORT (33-32-6574133--933)	3 107 000	0	3 107 000	0	0	0
6353 - CATALOGUES, IMPRIMES ET PUBLICATIONS (33-31-6236--933)	200 000	0	0	200 000	0	0
9732 - OCEANIA FOOTBALL FEDERATION (33-32-657385--933)	3 500 000	0	3 500 000	0	0	0
Total	41 115 225	2 346 800	37 981 000	787 425	2 346 800	0

40 - SERVICES COMMUNS						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
1196 - LOCATIONS IMMOBILIERES (40-6132--934)	9 037 405	0	9 037 405	0	0	0
1286 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (40-62268--934)	5 935 000	1 544 550	3 390 450	1 000 000	1 544 550	0
7729 - AUTRE PERSONNEL RELEVANT DE LA CONVENTION COLLECTIVE (40-6415--934)	20 000	0	6 000	14 000	0	0
7734 - COTISATIONS A LA CAFAT (40-6451--934)	11 218 622	0	10 257 735	960 887	0	0
7735 - COTISATIONS A LA CAFAT (40-6451--934)	5 206 364	0	499 833	4 706 531	0	0
7736 - COTISATIONS A LA CLR (40-6453--934)	10 384 071	0	9 697 615	686 456	0	0
7738 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (40-6454--934)	3 027 855	0	2 982 397	45 458	0	0
7739 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (40-6454--934)	1 318 424	0	78 006	1 240 418	0	0
7744 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (40-6458--934)	1 669 464	0	1 658 873	10 591	0	0
7745 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (40-6458--934)	139 196	0	10 423	128 773	0	0
7748 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (40-6472--934)	3 520 356	0	3 004 300	516 056	0	0
7754 - REMUNERATION PRINCIPALE (40-64111--934)	53 211 910	0	52 466 760	745 150	0	0

7755 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAIT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (40--64112--934)	2 049 270	0	1 917 311	131 959	0
7756 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (40--64113--934)	6 997 207	0	6 966 678	30 529	0
7761 - REMUNERATION PRINCIPALE (40--64131--934)	23 112 787	0	22 183 436	929 351	0
7762 - REMUNERATION PRINCIPALE (40--64131--934)	17 179 287	0	1 382 756	15 796 531	0
7763 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (40--64133--934)	2 808 774	0	2 268 372	540 402	0
7765 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (40--64136--934)	6 508 316	0	6 341 426	166 890	0
7766 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (40--64136--934)	200 000	0	187 137	12 863	0
Total	163 544 308	1 544 550	134 336 913	27 662 845	1 544 550
41 - PREVENTIONS ET VEILLES					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1337 - PARTICIPATIONS AUX ACTIONS DE PREVENTION (41--6568--934)	28 086 216	8 939 645	17 401 923	1 744 648	8 939 645
1340 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS (41--65741--934)	5 300 000	0	5 300 000	0	0
8370 - VACCINS ET SERUMS (41--60662--934)	34 977 403	15 036 080	19 941 106	217	15 036 080
8371 - AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES (41--60668--934)	11 503 633	1 948 777	7 992 780	1 562 076	1 948 777
Total	79 867 252	25 924 502	50 635 809	3 306 941	25 924 502
42 - HOPITAUX ET OFFRES DE SOINS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1315 - FRAIS D'HEBERGEMENT (42--65228--934)	16 000 000	0	15 390 652	609 348	0
1316 - HOSPITALISATION CONVENTIONNELLE (42--652301--934)	781 300 986	0	781 300 986	0	0
1317 - HOSPITALISATION PRIVEE (42--652302--934)	115 700 000	0	115 595 484	104 516	0
1318 - HOSPITALISATION HORS NOUVELLE-CALÉDONIE (42--652303--934)	172 000 000	0	171 895 518	104 482	0
1320 - HOSPITALISATION PUBLIQUE (42--652304--934)	113 000 000	0	112 999 575	425	0
1323 - HONORAIRES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX (42--62261--934)	797 320 000	0	797 319 816	-12 475	0
1325 - FRAIS PERSONNEL EXTERIEUR COLLECTIF (TERRITOIRE) (42--62450--934)	248 600 000	0	248 599 847	153	0
Total	2 243 920 986	0	2 243 101 878	806 449	0
43 - SERVICES SANTE PUB. (PROV.)					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1199 - ENTRETIEN AUTRES BIENS MOBILIERS (43--61558--934)	5 169 055	421 095	4 728 889	19 071	421 095
1202 - ENERGIE ET ELECTRICITE (43--60612--934)	18 406 616	2 636 323	14 253 631	1 306 616	2 636 323
1203 - CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES (43--611--934)	0	0	0	0	0
1350 - ALIMENTATION (43--60623--934)	45 900 000	4 739 625	40 367 055	793 320	3 171 880

1359 - FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT (43--60632--934)	6 517 030	145 977	6 371 053	0	145 977
1360 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (43--62268--934)	33 498 000	1 358 332	32 139 668	0	1 358 332
1362 - FRAIS D'HEBERGEMENT (43--65228--934)	800 000	79 900	95 743	624 357	79 900
1365 - FRAIS PERSONNEL EXTERIEUR COLLECTIF.(TERRITOIRE) (43--62450--934)	18 000 000	168 025	16 011 335	1 820 640	168 025
1369 - TRANSPORTS DE BIENS (43--6241--934)	11 985 198	66 397	11 878 136	40 665	66 397
1373 - DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE (43--6182--934)	600 000	0	398 246	201 754	0
1374 - FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT (43--6261--934)	3 668 408	199 390	1 036 945	2 432 073	199 390
7769 - AUTRE PERSONNEL RELEVANT DE LA CONVENTION COLLECTIVE (43--6415--934)	60 169 372	0	57 467 005	2 702 367	0
7772 - COTISATIONS A LA CAFAT (43--6451--934)	157 047 450	0	152 361 696	4 685 754	0
7773 - COTISATIONS A LA CLR (43--6453--934)	34 278 916	0	34 261 114	17 802	0
7774 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (43--6454--934)	49 500 930	0	48 047 880	1 453 050	0
7777 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (43--6458--934)	9 262 862	0	9 199 581	63 281	0
7779 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (43--6472--934)	9 141 934	0	7 649 620	1 492 314	0
7782 - REMUNERATION PRINCIPALE (43--64111--934)	181 899 306	0	181 488 095	411 211	0
7783 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAIT ET INDEM DE RESIDENCE (43--64112--934)	6 694 070	0	6 416 497	277 573	0
7784 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (43--64113--934)	23 986 419	0	22 119 755	1 866 664	0
7789 - REMUNERATION PRINCIPALE (43--64131--934)	446 446 249	0	446 439 989	6 260	0
7790 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (43--64133--934)	73 747 975	0	70 527 918	3 220 057	0
7791 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (43--64136--934)	36 174 611	0	33 615 444	2 559 167	0
8185 - EAU ET ASSAINISSEMENT (43--60611--934)	1 212 920	232 500	946 595	33 825	232 500
8186 - ENTRETIEN DE TERRAINS (43--61521--934)	21 465 210	823 635	16 266 236	4 375 339	823 635
8187 - ENTRETIEN DE BATIMENTS (43--61522--934)	25 080 460	4 247 668	19 727 786	1 105 006	4 247 668
8188 - FRAIS DE NETTOYAGE LOCAUX (43--6283--934)	12 905 000	1 277 059	9 307 999	2 319 942	1 277 059
8372 - FOURNITURES D'ENTRETIEN (43--60631--934)	4 569 917	9 835	4 272 387	207 187	9 835
8373 - FOURNITURES ADMINISTRATIVES (43--6064--934)	5 561 104	416 056	4 679 743	465 305	416 056
8374 - HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL (43--60636--934)	2 640 418	149 000	1 641 250	850 168	149 000
8375 - AUTRES MATIERES ET FOURNITURES. (43--6068--934)	1 524 200	81 660	1 395 654	46 886	81 660
8376 - MEDICAMENTS (43--60661--934)	59 812 300	6 086 958	52 265 929	1 459 413	6 086 958
8377 - AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES (43--60668--934)	39 484 236	112 125	39 369 281	2 830	112 125
8378 - FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS (43--6262--934)	11 000 000	0	9 304 521	1 695 479	0
9601 - CHARGES LOCATIVES (43--614--934)	400 000	0	373 147	26 853	0
9602 - LOCATION DE BONBONE A OXYGENE (43--6135--934)	1 950 000	0	1 932 312	17 688	0
9603 - RAMASSAGE D'ORDURES ET BLANCHISSERIES (43--6228--934)	21 280 000	1 038 829	20 617 586	-376 415	368 129
9604 - TRANSPORT COLIS, PRODUITS SANGUINS (43--6248--934)	7 812 000	958 960	6 925 989	-72 949	391 960

9666 - AUTRES BIENS MOBILIERS (43--61558--934)	2 000 000	658 847	891 804	449 349	658 847
9684 - TITRES ANNULÉS (SUR EXERCICES ANTERIEURS) (43--673--934)	308 017	0	0	308 017	0
9717 - TRANSPORTS DE BIENS (Algécos) (43--6241--934)	7 308 000	7 308 000	0	0	7 308 000
9718 - LOCATIONS IMMOBILIERES (Algécos) (43--6132--934)	1 603 000	0	850 500	752 500	0
Total	1 460 811 183	33 216 196	1 387 644 014	39 660 419	30 410 751
50 - SERVICES COMMUNS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
7796 - COTISATIONS A LA CAFAT (50--6451--935)	6 891 175	0	5 735 942	1 155 233	0
7797 - COTISATIONS A LA CLR (50--6453--935)	7 244 524	0	6 762 843	481 681	0
7798 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (50--6454--935)	647 606	0	298 857	348 749	0
7801 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (50--6458--935)	782 969	0	602 096	180 873	0
7803 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (50--6472--935)	2 347 499	0	1 911 590	435 909	0
7806 - REMUNERATION PRINCIPALE (50--64111--935)	38 206 991	0	34 994 176	3 212 815	0
7807 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITT ET INDEM DE RESIDENCE (50--64112--935)	1 537 296	0	1 392 714	144 582	0
7808 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (50--64113--935)	3 217 551	0	2 578 658	638 893	0
7813 - REMUNERATION PRINCIPALE (50--64131--935)	10 310 606	0	5 286 139	5 024 467	0
7814 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (50--64133--935)	299 330	0	0	299 330	0
7815 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (50--64136--935)	872 862	0	672 629	200 233	0
Total	72 358 409	0	60 235 644	12 122 765	0
51 - HANDICAP ET DEPENDANCE					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1304 - ALLOCATIONS PRINCIPALES (51--65113--935)	913 576 000	0	911 581 947	1 994 053	0
1308 - FRAIS FINANCIERS DIVERS (51--668--935)	500 000	0	100 000	400 000	0
4072 - PARTICIPATIONS A CHARGES INTER ORGANISMES (51--6561--935)	130 000 000	0	88 000 000	42 000 000	0
9599 - AUTRES AIDES DIRECTES A LA PERSONNE (PRIMES, DOTS...) (51--6518--935)	6 700 000	0	453 568	6 246 432	0
9719 - AIDES DIRECTES A LA MOBILITE ET AU LOGEMENT (51--65116--935)	2 411 280	0	2 411 280	0	0
Total	1 053 187 280	0	1 002 546 795	50 640 485	0
52 - FAMILLE ET ENFANCE					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1283 - MESURE D'OBSERVATIONS EN MILIEU OUVERT (52--6568--935)	19 000 000	0	12 270 895	6 729 105	0
1285 - FRAIS DE PLACEMENT FAMILIAL (52--652228--935)	1 000 000	0	0	1 000 000	0

1287 - ALLOCATIONS PRINCIPALES (52--65115--935)	300 000	0	0	300 000	0
1310 - ALLOCATIONS PRINCIPALES (52--65111--935)	2 000 000	0	0	2 000 000	0
1311 - SECOURS (52--6512--935)	4 016 000	0	2 930 019	1 085 981	0
9598 - AIDES ACCORDEES AUX TIERS PERSONNES (52--6521--935)	1 000 000	0	0	1 000 000	0
Total	27 316 000	0	15 200 914	12 115 086	0
58 - AUTRES					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1882 - PARTICIPATIONS A DES FONDS (58--6566--935)	58 000 000	0	56 668 000	1 332 000	0
8299 - PARTICIPATIONS AIR CALEDONIE TARIF AMG (58--65683--935)	345 873 260	0	238 157 920	107 715 340	0
Total	403 873 260	0	294 825 920	109 047 340	0
60 - SERVICES COMMUNS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
5210 - FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT (60-01-60632--936)	8 910	8 910	0	0	8 910
5211 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (60-03-62268--936)	10 766 734	1 050 000	7 820 604	1 896 130	1 050 000
5212 - TRANSPORTS DE BIENS (60-01-6241--936)	1 289 450	70 603	444 769	774 078	70 603
5214 - DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE (60-01-6182--936)	100 000	0	59 100	40 900	0
5215 - FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT (60-01-6261--936)	50 000	17 000	33 000	0	17 000
5216 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS (60-03-65741--936)	9 400 000	0	8 090 000	1 310 000	0
7820 - COTISATIONS A LA CAFAT (60--6451--936)	8 539 516	0	8 533 245	6 271	0
7821 - COTISATIONS A LA CLR (60--6453--936)	2 922 493	0	2 922 493	0	0
7822 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (60--6454--936)	1 115 679	0	1 108 304	7 375	0
7825 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (60--6458--936)	640 589	0	636 477	4 112	0
7827 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (60--6472--936)	669 520	0	669 520	0	0
7830 - REMUNERATION PRINCIPALE (60--64111--936)	14 325 065	0	14 324 542	523	0
7831 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAIT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (60--64112--936)	519 919	0	519 919	0	0
7832 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (60--64113--936)	1 138 383	0	1 138 383	0	0
7837 - REMUNERATION PRINCIPALE (60--64131--936)	21 366 922	0	21 357 282	9 640	0
7838 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (60--64133--936)	1 929 468	0	1 929 468	0	0
7839 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (60--64136--936)	10 763	0	0	10 763	0
8441 - LOCATIONS MOBILIERES (60-01-6135--936)	558 600	138 600	0	420 000	138 600
8510 - ANNONCES ET INSERTIONS (60-01-6231--936)	30 000	19 110	0	10 890	19 110

8517 - DIVERS (60-01-6238--936)	4 180 102	0	4 172 771	7 331	0
8558 - FÊTES ET CÉRÉMONIES (60-01-6232--936)	300 000	0	300 000	0	0
9625 - SUBVENTIONS AU CONSEIL DES FEMMES (60-03-6574182--936)	4 500 000	0	4 500 000	0	0
Total	84 362 113	1 304 223	78 559 877	4 498 013	1 304 223
61 - TRAVAIL, EMPLOI ET INSERTION					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1153 - SUBVENTION FONCTIONNEMENT- EPEIP (61-10-657374--936)	155 220 000	0	155 220 000	0	0
6363 - OP IX-3-RIL PARTICIPATIONS EPEIP (61-10-65611--936)	232 050 000	38 689 296	193 360 704	0	38 689 296
8106 - SUBVENTIONS/JOE ETE (61-11-657374--936)	35 000 000	0	35 000 000	0	0
Total	422 270 000	38 689 296	383 580 704	0	38 689 296
63 - FORMATION PROFES.CONTIN					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1417 - HONORAIRES ET REMUN - OP 571 FORMATION PROFES. (63--62268--936)	257 758	228 350	0	29 408	228 350
1725 - SUBVENTIONS -CTFPA (63--657380--936)	8 000 000	0	8 000 000	0	0
4099 - EPEIP / FORMATION PROFESSIONNELLE (63--65611--936)	99 980 000	0	99 980 000	0	0
6350 - OP X-2 FORMATION PROFESSIONNELLE (63--6183--936)	409 805 903	166 575 429	243 072 488	157 986	166 575 429
8385 - AIDES DIRECTES A L'EMPLOI, LA FORMATION ET L'INSERTION (63--65114--936)	6 600 000	700 000	2 911 444	2 988 556	700 000
Total	524 643 661	167 503 779	353 963 932	3 175 950	167 503 779
70 - SERVICES COMMUNS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1131 - ETUDES ET RECHERCHES (70--617--937)	5 481 350	0	5 481 350	0	0
1137 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (70--62268--937)	583 800	0	583 800	0	0
1160 - CARBURANTS (70-02-60622--937)	27 767 958	3 501 200	24 063 547	203 211	3 501 200
1170 - FOURNITURES D'ENTRETIEN (70-02-60631--937)	3 527 951	1 021 653	1 026 386	1 479 912	1 021 653
1174 - ENTRETIEN DE TERRAINS (70-02-61521--937)	10 399 770	729 540	7 862 347	1 807 883	729 540
1176 - FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX (70-02-6283--937)	32 575 381	4 169 069	24 999 087	3 407 225	4 169 069
1178 - ENTRETIEN AUTRES BIENS MOBILIERS (70-02-61558--937)	15 641 378	4 193 524	10 437 495	1 010 359	4 193 524
1179 - ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT (70-02-61551--937)	14 591 611	5 108 045	8 453 757	1 029 809	5 108 045
1180 - FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT (70-02-60632--937)	22 856 384	4 642 476	18 141 727	72 181	4 642 476
1181 - ENERGIE ELECTRICITE (70-02-60612--937)	28 229 372	644 141	27 255 665	310 732	644 141
1182 - PRIMES D'ASSURANCES (70-02-616--937)	21 481 632	4 481 632	16 858 477	141 523	4 481 632

1183 - TRANSPORTS DE BIENS (70-02-6241--937)	11 187 371	4 033 960	3 506 711	3 646 700	4 033 960
1227 - HABILLEMENT ET VETEMENTS (70-01-60636--937)	145 370	0	145 370	0	0
1229 - AUTRES REMBOURSEMENTS DE FRAIS (70-01-6288--937)	10 000 000	0	946 029	9 053 851	0
1230 - DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE (70-01-6182--937)	100 000	0	93 754	6 246	0
5178 - HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL (70-02-60636--937)	1 811 790	311 790	1 449 330	50 670	311 790
5179 - FRAIS DE GARDIENNAGE (70-02-6282--937)	98 946 453	10 821 652	87 047 261	1 077 540	10 821 652
5180 - DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE (70-02-6182--937)	50 000	0	0	50 000	0
5181 - FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT (70-02-6261--937)	524 800	240 125	136 276	148 399	240 125
6413 - FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT (70--60632--937)	481 552	0	70 222	411 330	0
6415 - TRANSPORTS DE BIENS (70--6241--937)	1 000 000	0	443 988	556 012	0
7503 - CHARGES LOCATIVES ET COPROPRIETE (70-02-614--937)	1 000 000	0	589 156	410 844	0
7513 - ENTRETIEN DE BATIMENTS (70-02-61522--937)	24 533 685	7 567 477	16 711 467	254 741	7 567 477
7514 - EAU ET ASSAINISSEMENT (70-02-60611--937)	1 094 091	85 683	222 408	786 000	85 683
7847 - COTISATIONS A LA CAFAT (70--6451--937)	11 854 148	0	11 338 768	515 380	0
7849 - COTISATIONS A LA CLR (70--6453--937)	12 293 494	0	12 275 836	17 658	0
7851 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (70--6454--937)	1 208 645	0	1 162 673	45 972	0
7857 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (70--6458--937)	1 877 839	0	1 767 128	110 711	0
7861 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (70--6472--937)	5 463 936	0	5 454 170	9 766	0
7867 - REMUNERATION PRINCIPALE (70--64111--937)	64 907 133	0	64 870 587	36 546	0
7869 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAIT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (70--64112--937)	2 776 654	0	2 763 288	13 366	0
7871 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (70--64113--937)	6 944 814	0	6 932 140	12 674	0
7881 - REMUNERATION PRINCIPALE (70--64131--937)	16 429 348	0	15 220 814	1 208 534	0
7883 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (70--64133--937)	1 308 341	0	1 106 232	202 109	0
7885 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (70--64136--937)	437 094	0	277 620	159 474	0
8189 - ETUDES ET RECHERCHES (70-01-617--937)	4 500 000	889 350	3 210 375	400 275	889 350
8191 - FETES ET CEREMONIES (70-02-6232--937)	12 345 765	1 633 669	10 057 598	654 498	1 633 669
8192 - LOCATIONS IMMOBILIERES (70-02-6132--937)	10 700 000	158 288	8 462 835	2 078 877	158 288
8379 - ANNONCES ET INSERTIONS (70-01-6231--937)	3 000 000	0	2 939 877	60 123	0
8410 - ENTRETIEN AUTRES BIENS MOBILIERS (70-01-61558--937)	15 050 000	16 060	14 299 583	734 357	16 060
8412 - ANNONCES ET INSERTIONS (70-02-6231--937)	200 000	84 000	0	116 000	84 000
8428 - FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT (70--60632--937)	96 250	15 540	0	80 710	15 540
8429 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (70-01-62268--937)	1 000 000	0	325 500	674 500	0
8475 - AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES (70-02-60628--937)	1 241 390	91 390	430 002	719 998	91 390
8476 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (70-02-62268--937)	388 500	388 500	0	0	388 500

8481 - ALIMENTATION (70-02-60623--937)	180 180	71 025	105 095	4 060	71 025
8482 - AUX COLLECTIVITES ET AUTRES ORGANISMES PUBLICS (70-01-62873--937)	33 073 082	8 719 661	4 847 694	19 505 727	8 409 748
8524 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (70-01-62268--937)	170 881	0	170 881	0	0
9597 - MAINTENANCE SUR AUTRES BIENS (70-02-61568--937)	19 491 260	13 790 637	5 432 805	267 818	13 790 637
9693 - AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES (70-02-60668--937)	500 000	0	492 537	7 463	0
Total	561 450 453	77 410 087	430 469 648	53 551 764	77 100 174
71 - GEST DECHETS LUTTE C/POLLUT					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1918 - HONORAIRES-PGR TAXE ANTI POLLUTION (71--62268--937)	24 073 717	18 448 888	5 551 112	73 717	18 448 888
7892 - COTISATIONS A LA CAFAT (71--6451--937)	5 941 307	0	5 932 266	9 041	0
7893 - COTISATIONS A LA CLR (71--6453--937)	277 394	0	0	277 394	0
7894 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (71--6454--937)	1 412 421	0	1 392 297	20 124	0
7897 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (71--6458--937)	192 763	0	165 043	27 720	0
7899 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (71--6472--937)	82 864	0	0	82 864	0
7902 - REMUNERATION PRINCIPALE (71--64111--937)	767 211	0	0	767 211	0
7903 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAIT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (71--64112--937)	195 471	0	0	195 471	0
7904 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (71--64113--937)	245 545	0	0	245 545	0
7909 - REMUNERATION PRINCIPALE (71--64131--937)	20 328 723	0	20 326 367	2 356	0
7910 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (71--64133--937)	1 117 294	0	1 106 231	11 063	0
8196 - CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS (71--6236--937)	421 500	22 500	399 000	0	22 500
8319 - DIVERS HONORAIRES (71--6228--937)	40 255 742	7 793 002	32 364 796	0	7 793 002
8345 - HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL (71--60636--937)	158 100	158 100	0	0	158 100
8350 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (71--62268--937)	5 189 100	2 594 550	2 594 550	0	2 594 550
8493 - DIVERS (71--6228--937)	1 726 622	1 349 522	377 100	0	1 349 522
8496 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS... (71--62268--937)	2 539 588	0	2 488 980	50 608	0
8501 - ETUDES ET RECHERCHES (71--617--937)	5 333 265	5 333 265	0	0	5 333 265
9596 - AUTRES HONORAIRES /GESTION DECHETS PIL (71--62268--937)	8 305 948	5 727 454	2 246 870	331 624	5 727 454
9668 - ANNONCES ET INSERTIONS (71--6231--937)	63 000	0	56 763	6 237	0
9772 - LOCATIONS MOBILIERES (71--6135--937)	32 000	0	31 500	500	0
Total	118 659 575	41 427 281	75 032 875	2 101 475	41 427 281
72 - PRODUCTION ET MAITRISE ENERGIE					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés

8197 - ETUDES ET RECHERCHES (72--617--937)		0	0	0	0	0	0
Total		0	0	0	0	0	0
73 - GESTION DE L'EAU							
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés		
8198 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (73--62268-61-937)	3 517 500	2 814 000	703 500	0	2 814 000		
8199 - OP 6-1 ETUDES ET RECHERCHES (73--617-61-937)	1 482 500	0	0	1 482 500	0		
8200 - CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS (73--6236--937)	500 000	0	499 643	357	0		
8201 - SUBVENTION-OPANC (73--65732--937)	4 000 000	0	0	4 000 000	0		
8509 - ETUDES ET RECHERCHES (73--617--937)	835 800	0	835 800	0	0		
Total	10 335 800	2 814 000	2 038 943	5 482 857	2 814 000		
74 - BIODIVERSITE ET PROTECTION MARINE							
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés		
8204 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (74--62268--937)	29 410 400	19 366 840	10 043 560	0	19 366 840		
8205 - ETUDES ET RECHERCHES (74--617--937)	24 836 300	19 514 801	2 766 200	2 555 299	19 514 801		
8206 - CATALOGUES ET IMPRIMES (74--6236--937)	436 754	410 000	0	26 754	410 000		
8559 - DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE (74--6182--937)	500 000	0	500 000	0	0		
9756 - DIVERS (74--6238--937)	62 006	0	62 006	0	0		
9771 - AUTRES (74--6288--937)	76 000	0	75 205	795	0		
Total	55 321 460	39 291 641	13 446 971	2 582 848	39 291 641		
76 - URBANISME, LOGT ET ESP. PUB.							
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés		
1139 - AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES (76--60628--937)	10 120	10 120	0	0	10 120		
1140 - LOCATIONS-BUREAUX (76--61320--937)	1 200 000	1 200 000	0	0	1 200 000		
1141 - ENTRETIEN DE TERRAINS (76--61521--937)	9 133 172	718 096	5 367 830	3 047 246	718 096		
1143 - ENTRETIEN DE BATIMENTS (76--61522--937)	44 992 290	8 858 586	35 670 364	463 340	8 858 586		
1144 - FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT (76--60632--937)	596 000	96 000	369 538	130 462	96 000		
1146 - ENERGIE ELECTRICITE (76--60612--937)	2 630 990	733 072	1 485 592	412 326	733 072		
7501 - LOCATIONS-LOGEMENTS (76--61321--937)	34 507 272	0	31 507 272	3 000 000	0		
7502 - LOCATIONS -TERRAINS (76--61322--937)	3 450 000	0	3 420 000	30 000	0		
7504 - FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX (76--6283--937)	3 735 650	167 224	3 132 092	436 334	167 224		
7505 - EAU ET ASSAINISSEMENT (76--60611--937)	627 410	159 582	97 828	370 000	159 582		

7913 - AUTRE PERSONNEL RELEVANT DE LA CONVENTION COLLECTIVE (76--6415--937)	42 543 262	0	37 662 694	4 880 568	0
7916 - COTISATIONS A LA CAFAT (76--6451--937)	39 633 452	0	39 242 680	390 772	0
7917 - COTISATIONS A LA CLR (76--6453--937)	13 924 577	0	13 920 937	3 640	0
7918 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (76--6454--937)	5 335 353	0	5 328 599	6 754	0
7921 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (76--6458--937)	3 406 609	0	3 398 231	8 378	0
7923 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (76--6472--937)	8 041 960	0	7 962 170	79 790	0
7926 - REMUNERATION PRINCIPALE (76--6411--937)	73 525 484	0	73 520 868	4 616	0
7927 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAIT ET INDEM DE RESIDENCE (76--64112--937)	2 995 470	0	2 855 822	139 648	0
7928 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (76--64113--937)	9 536 517	0	9 535 003	1 514	0
7933 - REMUNERATION PRINCIPALE (76--64131--937)	61 320 911	0	61 306 858	14 053	0
7934 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (76--64133--937)	4 005 982	0	2 708 992	1 296 990	0
7935 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (76--64136--937)	103 702	0	0	103 702	0
8209 - VOIES ET RESEAUX (76--61523--937)	16 126 250	0	12 426 414	3 699 836	0
Total	381 382 433	11 942 680	350 919 784	18 519 969	11 942 680
80 - SERVICES COMMUNS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1319 - ENTRETIEN VOIES ET RESEAUX (80--61523--938)	603 750	0	0	603 750	0
Total	603 750	0	0	603 750	0
82 - INFRAST. ET TRANSPORT AERIEN					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
8210 - ENTRETIEN DE TERRAINS (82-20-61521--938)	16 000 000	915 600	14 499 685	584 715	915 600
8211 - ENTRETIEN DE BATIMENTS (82-20-61522--938)	6 636 352	666 394	2 631 394	3 338 564	666 394
8212 - FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX (82-20-6283--938)	6 775 790	273 790	6 270 174	231 826	273 790
8516 - CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES (82--62268--938)	6 650 406	724 344	5 921 062	5 000	724 344
9561 - FOURNITURES D ENTRETIEN (82-20-60631--938)	2 340 000	849 350	313 935	1 176 715	849 350
9595 - GESTION DE L'AVITAILLEMENT AERO WANAHAM (82-21-6228--938)	20 000 000	280 350	6 271 650	13 448 000	3 728 350
9627 - LOCATIONS MOBILIERES (82-20-6135--938)	1 000 000	0	0	1 000 000	0
9628 - MAINTENANCE SUR AUTRES BIENS (82-20-61568--938)	9 000 000	5 887 638	1 471 909	1 640 453	5 887 638
9629 - DIVERS (82-20-6228--938)	20 918 000	6 628 169	7 362 911	6 926 920	6 628 169
9691 - AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES (82--60668--938)	500 000	0	496 992	3 008	0
9755 - FOURNITURES ADMINISTRATIVES (82-20-6064--938)	40 000	0	35 700	4 300	0
9761 - AUTRES DROITS (82-20-6358--938)	120 000	0	100 752	19 248	0

Total		89 980 548	16 225 635	45 376 164	28 378 749	19 673 635
83 - INFRA. TRANSP. ACTIV. NAVALS						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
8260 - AUTRES FOURNITURES (83--60628--938)	500 000	0	119 062	380 938	0	
8261 - ENTRETIENS DE TERRAINS (83--61521--938)	2 152 250	126 000	1 931 580	94 670	126 000	
8262 - ENTRETIEN DE BATIMENTS (83--61522--938)	13 001 533	543 165	2 864 238	9 594 130	543 165	
8263 - NETTOYAGE DES LOCAUX (83--6283--938)	2 000 000	163 590	1 963 080	-126 670	0	
9720 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS... (83--62268--938)	3 000 000	0	0	3 000 000	0	
Total	20 653 783	832 755	6 877 960	12 943 068	669 165	
88- AUTRES						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
9560 - CONSEIL EN GESTION DES PORTS ET AEROPORTS (88--62268--938)	26 950 000	1 708 875	22 307 713	2 933 412	4 642 287	
Total	26 950 000	1 708 875	22 307 713	2 933 412	4 642 287	
90 - AFFAIRES ECO. ET SERV.COMMUNS						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
1149 - CASE DE L'ENTREPRISE (90--65680--939)	41 442 000	0	41 442 000	0	0	
1154 - ADIE (90--65681--939)	35 200 000	16 000 000	19 200 000	0	16 000 000	
1232 - FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT (90--60632--939)	100 000	17 163	0	82 837	17 163	
1233 - TRANSPORTS DE BIENS (90--6241--939)	900 000	0	891 114	7 658	0	
1234 - CATALOGUES, IMPRIMES ET PUBLICATIONS (90--6236--939)	3 085 183	43 500	2 196 600	845 083	43 500	
1235 - FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT (90--6261--939)	100 000	0	97 915	2 085	0	
1258 - DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE (90--6182--939)	128 748	0	57 300	71 448	0	
1957 - PARTICIPATIONS -SODIL (90--65616--939)	500 000 000	0	500 000 000	0	0	
2995 - AUTRES PART -ASS NILE-CALÉDONIE INITIATIVE (90--65687--939)	15 000 000	0	15 000 000	0	0	
7940 - COTISATIONS A LA CAFAT (90--6451--939)	7 513 418	0	7 504 502	8 916	0	
7941 - COTISATIONS A LA CLR (90--6453--939)	7 241 186	0	7 170 814	70 372	0	
7942 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (90--6454--939)	916 589	0	552 822	363 767	0	
7945 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (90--6458--939)	1 212 601	0	1 144 687	67 914	0	
7947 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (90--6472--939)	2 563 525	0	2 134 400	429 125	0	
7950 - REMUNERATION PRINCIPALE (90--64111--939)	40 168 995	0	40 138 986	30 009	0	
7951 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAIT ET INDEMNITE DE RESIDENCE (90--64112--939)	1 502 134	0	1 429 264	72 870	0	

7952 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (90--64113--939)	4 005 867	0	3 664 834	341 033	0
7957 - REMUNERATION PRINCIPALE (90--64131--939)	12 264 132	0	9 981 711	2 282 421	0
7958 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (90--64133--939)	1 085 065	0	863 973	221 092	0
7959 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (90--64136--939)	957 451	0	0	957 451	0
8443 - ANNONCES ET INSERTIONS (90--6231--939)	21 252	0	21 252	0	0
9758 - HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL (90--60636--939)	943 760	939 760	0	4 000	939 760
Total	676 351 906	17 000 423	653 492 174	5 858 081	17 000 423
91 - ANIMAT ET DEVELOPE ECONOMIQUE					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
7964 - COTISATIONS A LA CAFAT (91--6451--939)	26 385 945	0	26 167 635	218 310	0
7965 - COTISATIONS A LA CLR (91--6453--939)	7 852 949	0	7 714 324	138 625	0
7966 - COTISATIONS VERSEES AUX ORGANISMES METROPOLITAINS (91--6454--939)	4 838 666	0	4 724 083	114 583	0
7969 - COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (91--6458--939)	2 197 095	0	2 102 786	94 309	0
7971 - PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES (91--6472--939)	1 191 844	0	997 580	194 264	0
7974 - REMUNERATION PRINCIPALE (91--64111--939)	40 622 887	0	39 709 115	913 772	0
7975 - SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAIT ET INDEM DE RESIDENCE (91--64112--939)	1 452 907	0	1 343 240	109 667	0
7976 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (91--64113--939)	3 440 597	0	3 357 818	82 779	0
7981 - REMUNERATION PRINCIPALE (91--64131--939)	70 287 534	0	68 664 962	1 622 572	0
7982 - INDEMNITES ET PRIMES LIEES A L'EMPLOI (91--64133--939)	8 826 623	0	8 820 672	5 951	0
7983 - INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI (91--64136--939)	390 122	0	0	390 122	0
Total	167 487 169	0	163 602 215	3 884 954	0
92 - AGRIC. ET PECHE - SECU. SANIT.					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1175 - MATERIEL SERVICE VETERINAIRE (92-23-60632--939)	425 108	258 513	117 516	49 079	258 513
1189 - UPRA BOVINE - AMELIORATION POTENTIEL GENETIQUE (92-23-6574150--939)	2 000 000	400 000	1 600 000	0	400 000
1236 - UPRA PORCINE - AMELIORATION POTENTIEL GENETIQUE (92-23-6574151--939)	600 000	500 000	100 000	0	500 000
1238 - HONORAIRES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX (92-23-62261--939)	100 000	0	3 553	96 447	0
1243 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS (92-22-65741--939)	6 000 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000	3 000 000
1247 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (92-21-62268--939)	8 200 000	0	8 200 000	0	0
1251 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS (92-21-65741--939)	7 508 838	0	7 150 000	358 838	0
4074 - HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL (92-23-60636--939)	100 000	2 295	39 290	58 415	2 295
4075 - SUBVENT-ASSOC P LA SAUVEGARDE PERRUCHE D'OUVEA (92-23-6574127--939)	8 410 000	1 282 000	7 128 000	0	1 282 000

5201 - SUBVENTION-ASSOCIATION CADRL (92-21-6574137--939)	30 346 282	17 346 282	13 000 000	0	17 346 282
5203 - SUBVENTION-ARBOFRUIT (92-21-6574139--939)	41 474 200	0	41 474 200	0	0
5204 - AUTRES PARTICIPATIONS-CHAMBRE D'AGRICULTURE (92-21-656810--939)	25 420 000	682 000	24 738 000	0	682 000
5262 - SUBVENTION-SARL SEREI NO NENGONE (92-21-657421--939)	6 011 017	6 011 017	0	0	6 011 017
8267 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS... (92-21-62268--939)	5 000 000	0	672 000	4 328 000	0
8301 - SUBVENTION - ETABLISSEMENTS ERPA (92-21-657376--939)	12 644 300	0	12 644 300	0	0
8302 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ENTREPRISES (92-21-65742--939)	272 160	0	272 160	0	0
8303 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ENTREPRISES (92-22-65742--939)	477 162	312 531	164 631	0	312 531
8305 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT -MALEULEU (92-22-657424--939)	3 852 640	3 852 640	0	0	3 852 640
8306 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (92-23-62268--939)	1 772 775	241 920	0	1 530 855	241 920
8307 - AUTRES BIENS MOBILIERS (92-23-61558--939)	120 000	0	120 000	0	0
8415 - AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES (92-23-60668--939)	100 000	0	0	100 000	0
8416 - MEDICAMENTS (92-23-60661--939)	970 240	323 596	170 240	476 404	323 596
8460 - SUBV-ASSOCIATION BIO CALEDONIA (92-21-6574176--939)	16 600 000	0	16 600 000	0	0
8485 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS (92-22-62268--939)	1 852 145	0	0	1 852 145	0
8513 - FRAIS DE FORMATION (PERSON EXTE A LA COLLECTIVITE) (92-23-6183--939)	95 369	95 369	0	0	95 369
9623 - ASSOCIATIONS DES APICULTEURS (92-23-6574181--939)	1 000 000	0	1 000 000	0	0
9624 - SUBVENTION -MIELLERIE (92-23-657423--939)	8 663 864	0	8 663 864	0	0
9657 - SUBVENTIONS ASSOCIATIONS TANETA (92-21-6574183--939)	4 500 000	0	4 500 000	0	0
939)	1 168 046	0	1 055 533	112 513	0
Total	195 684 146	34 308 163	151 413 287	9 962 696	34 308 163
96 - TOURISME					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1262 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS (96--65741--939)	14 100 000	0	14 100 000	0	0
8323 - AUTRES PARTICIPATIONS-CCI (96--656812--939)	8 400 000	1 400 000	7 000 000	0	1 400 000
8341 - PARTICIPATION -DESTINATION ILES LOYAUTE -DIL (96--65615--939)	210 277 029	0	210 277 029	0	0
8362 - AUTRES HONORAIRES, CONSEILS AMENAGEMENT TOURISTIQUE (96--62268--939)	1 349 145	1 349 145	0	0	1 349 145
Total	234 126 174	2 749 145	231 377 029	0	2 749 145
97 - AUTRES ACTIVITES DE SERVICES					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés
1157 - TRANSPORTS TERRESTRES (97-02-6568--939)	51 724 024	4 920 867	41 244 001	5 513 229	4 920 867
1161 - PARTICIPATION - AIR CALEDONIE (97-01-65683--939)	124 041 433	1	89 400 000	34 641 432	1

4101 - SUBVENTION -STE NATIONAL DE SECOURS EN MER -SNSM (97-01-6574149--939)	3 000 000	0	3 000 000	0	0	0
8308 - PARTICIPATION AIRCAL/TARIF RESIDENT (97-01-65683--939)	130 700 000	1	95 001 624	35 698 375	1	1
9701 - AUTRES SUBV DE FONCTION AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE (97--65748--939)	1 031 290	0	1 019 002	12 288	0	0
9707 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ENTREPRISES (97--65742--939)	8 296 794	0	8 082 162	214 632	0	0
Total	318 793 541	4 920 869	237 746 789	76 079 956	4 920 869	4 920 869
98 - AUTRES						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
9562 - PARTICIPATIONS-SODIL (98--65616--939)	250 000 000	26 000 000	224 000 000	0	26 000 000	26 000 000
Total	250 000 000	26 000 000	224 000 000	0	26 000 000	26 000 000
99 - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Mandaté	Disponible	Reportés	
3060 - AUTRES PARTICIPATION -IAC (99-91-65689--939)	80 382 646	0	80 382 646	0	0	0
8207 - PARTICIPATIONS-CONSERVATOIRE DES ESPACES NATUREL (99-91-656811--939)	8 400 000	0	8 400 000	0	0	0
8270 - AUTRES PARTICIPATION -ADECAL (99-91-656813--939)	51 800 000	0	51 800 000	0	0	0
8271 - AUTRES PARTICIPATION -PRESICA (99-91-656814--939)	4 800 000	0	0	4 800 000	4 800 000	4 800 000
8273 - AUTRES PARTICIPATION -CNRT (99-91-656816--939)	4 800 000	0	4 800 000	0	0	0
8436 - AUTRES PARTICIPATIONS-IFREMER (99-91-656817--939)	1 200 000	0	0	1 200 000	1 200 000	1 200 000
Total	151 382 646	0	145 382 646	6 000 000	6 000 000	6 000 000
Total des dépenses de fonctionnement 2013						
	19 764 725 654	677 695 573	15 033 045 126	4 053 019 895	744 108 797	

RESTES A REALISER 2013 A REPORTER SUR L'EXERCICE 2014

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

01 - NON VENTILE						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés	
11112 - CENTIMES ADDITIONNELS CONTRIBUTION TELEPHONIQUE (01--73162--930)	18 000 000	0	10 312 058	7 687 942	0	
1122 - DOTATION DE L'ETAT (01--74718--942)	1 464 186 635	0	1 177 370 824	286 815 811	286 815 811	
11123 - DOTATION DE FONCTIONNEMENT DE LA NOUVELLE-CALEDONIE (01--742--942)	13 164 808 427	0	13 154 967 981	9 840 446	0	
11125 - AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS (01--7682--930)	230 827 941	0	230 827 941	0	0	
1589 - CENTIMES ADDITIONNELS SUR PATENTES (01--73172--930)	2 420 074	0	2 420 074	0	0	
8446 - RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (01--002--002)	3 279 025 158	0	0	3 279 025 158	0	
9680 - DROITS DE LICENCE - PRINCIPAL (01--73411--930)	0	0	171 750	-171 750	0	
9708 - MANDATS AIR CAL ANNULES (S/EXER ANT) (01--773--930)	159 600 000	0	159 600 000	0	0	
Total	18 318 868 235	0	14 735 670 628	3 583 197 607	286 815 811	
02 - SERVICES GENERAUX						
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés	
8059 - REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL (02-22-6419--930)	0	0	13 488 865	-13 488 865	0	
8066 - REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE (02-22-6459--930)	0	0	348 083	-348 083	0	
8092 - REMBOURSEMENTS SUR AUTRES CHARGES SOCIALES (02-21-6479--930)	0	0	4 918 205	-4 918 205	0	
8357 - AUTRES PRODUITS DIVERS/RISTOURNE AIRFRANCE (02-21-7588--930)	1 214 778	0	0	1 214 778	0	
8393 - AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS (02-22-7788--930)	0	0	357 995	-357 995	0	
8398 - AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION (02-22-7718--930)	0	0	85 205	-85 205	0	
8488 - RABAIS, REMISES ET RISTOURNES OBTENUS SUR SERVICES EXTERIEURS (02--619--930)	0	0	1 214 778	-1 214 778	0	
8492 - RECouvrement sur CREANCES NON FISCALES ADMISES EN NON VALEUR (02-22-77142--930)	0	0	240 000	-240 000	0	
Total	1 214 778	0	20 653 131	-19 438 353	0	
03 - POUVOIRS PUBLICS ET INSTYT						

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
8009 - REMBOURSEMENTS SUR AUTRES CHARGES SOCIALES (03--6479--930)		0	0	155 852	-155 852
8010 - REMBOURSEMENTS SUR AUTRES CHARGES SOCIALES (03--6479--944)		0	0	168 320	-168 320
Total		0	0	324 172	-324 172
20 - SERVICES COMMUNS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
7595 - REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL (20--6419--932)		0	0	1 273 546	-1 273 546
Total		0	0	1 273 546	-1 273 546
21 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
1422 - ETAT CD 561 BOURSES (21--74718--932)		0	0	0	0
6305 - ETAT OP V-2-BOURSES SCOLAIRES (21-10-74718--932)	28 620 000	0	0	28 620 000	0
6307 - ETATOP V-2-BOURSES SCOLAIRES (21-11-74718--932)	23 634 000	0	0	23 634 000	0
7634 - REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL (21--6419--932)		0	0	4 293 436	-4 293 436
9622 - CANTINES SCOLAIRES ECOLES PRIMAIRES DE LIFOU (21-10-70670--932)	9 800 000	0	0	11 316 968	-1 516 968
Total	62 054 000	0	0	67 864 404	-5 810 404
22 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
6323 - ETAT OP V-2 BOURSES SCOLAIRES (22-20-74718--932)	39 234 600	0	0	39 234 600	0
6328 - ETAT OP V-2 BOURSES SCOLAIRES (22-21-74718--932)	47 634 600	0	0	47 634 600	0
6342 - ETAT OP V-2 BOURSES SCOLAIRES (22-23-74718--932)	20 400 000	0	0	20 400 000	0
6345 - ETAT OP V-2-BOURSES SCOLAIRES (22-22-74718--932)	21 000 000	0	0	15 760 157	10 520 314
9739 - AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION (22-23-7718--932)		0	0	101 421	-101 421
Total	128 269 200	0	0	123 130 778	10 418 893
23 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR					

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
4103 - OP 5-3 BOURSES SUPERIEUR (23-31-74718--932)	100 000 000	0	100 000 000	0	0
9618 - REDEVANCE LES COTTEAUX DE NIAOULIS (23-30-70670--932)	2 250 801	0	198 519	2 052 282	0
Total	102 250 801	0	100 198 519	2 052 282	0
24 - SERVICES PERISCOLAIRES					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
1425 - CANTINES INTERNAT DE WE (24-241-70670--932)	24 000 000	941 276	21 162 858	1 895 866	0
9612 - CANTINES INTERNAT DE TADINE MARE (24-242-7067--932)	14 000 000	690 193	10 953 890	2 355 917	0
9613 - CANTINES INTERNAT DE LA ROCHE MARE (24-243-7067--932)	13 000 000	125 000	9 717 430	3 157 570	0
9614 - CANTINES INTERNAT DE LEKINE OUEVA (24-244-7067--932)	9 000 000	0	5 110 133	3 889 867	0
Total	60 000 000	1 756 469	46 944 311	11 299 220	0
31 - CULTURE					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
6359 - ETAT OP 8-7-ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE (31-11-74718--933)	7 800 000	0	7 800 000	0	0
6360 - ETAT OP 8-8-ANIMATION AUTOUR DU LIVRE (31-11-74718--933)	3 900 000	0	3 900 000	0	0
6361 - ETAT OP 8-9-SOUTIENS AUX CREATEURS (31-11-74718--933)	4 400 000	0	4 400 000	0	0
6362 - ETAT OP 8-6-ARCHEOL ET FOUILLES (31-10-74718--933)	1 625 000	0	1 625 000	0	0
Total	17 725 000	0	17 725 000	0	0
32 - SPORTS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
9606 - ETAT-OP 3-4 VIVIER JEUNES TALENTS (32--74718-34-933)	4 480 000	0	2 777 553	1 702 447	0
9688 - TERRITOIRE-PART. FONCTION.STADE DE HNASSE (32--7472--933)	10 000 000	0	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	14 480 000	0	7 777 553	6 702 447	5 000 000
33 - JEUNESSE (ACT SOCIO-EDUC.)					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés

41 - PREVENTIONS ET VEILLES									
Ligne de crédit									
Total									
42 - HOPITAUX ET OFFRES DE SOINS									
Ligne de crédit									
1327 - AIDE MEDICALE (42--7518--934)									
9673 - AUTRES REMBOURSEMENTS PAR DES TIERS (42--70878--934)									
Total									
43 - SERVICES SANTE PUB. (PROV.)									
Ligne de crédit									
1376 - CAFAT - FORFAITISATION (43--7512--934)									
1377 - SOINS CENTRES MEDICAUX (43--7518--934)									
9735 - TERRITOIRE - TOTEM (43--7472--934)									
9748 - MUTUELLE DES FONCT.CONV.129/12 DENTISTE (43--7512--934)									
Total									
51 - HANDICAP ET DEPENDANCE									
Ligne de crédit									
8324 - TERRITOIRE/PERSONNES AGEES (51--7472--935)									
8472 - RECouvreMENT DES INDUS D INSERTION ET D AIDE SOCIALE (51--753--935)									
Total									
61 - TRAVAIL, EMPLOI ET INSERTION									

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
8342 - ETAT OP 9-2-RIL (61-10-74718--936)	103 500 000	75 900 000	75 900 000	-48 300 000	0
Total	103 500 000	75 900 000	75 900 000	-48 300 000	0
63 - FORMATION PROFES.CONTIN					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
1426 - ETAT CD 57-FORMATION ET INSERT [°] PROFESSION. (63--74718--936)	43 881 441	0	0	43 881 441	0
6351 - ETAT OPX-2 FORMAT [°] PROFESSIONNELLE (63--74718--936)	67 900 000	0	0	67 900 000	0
9692 - MANDATS ANNULES (S/EXERCICES ANTERIEURS) (63--773--936)	0	0	0	1 697 600	-1 697 600
Total	111 781 441	0	0	69 597 600	42 183 841
70 - SERVICES COMMUNS					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
8491 - AUTRES REMBOURSEMENTS PAR DES TIERS (70-02-70878--937)	0	0	0	129 567	-129 567
Total	0	0	0	129 567	-129 567
71 - GEST DECHETS LUTTE C/POLLUT					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
1919 - PARTICIPATION DE LA NOUVELLE CALEDONIE - TAXE ANTI POLLUTION-TAP (71--7472--937)	61 264 248	0	0	61 264 248	61 264 248
8195 - ETAT-OP 6-2-ADEME/PIL (71--74718-62-937)	9 196 372	0	0	823 389	8 372 983
8326 - ETAT-RECETTE POSTE ADEM (Environnement) (71--74718--937)	2 100 000	0	0	2 100 000	2 100 000
Total	72 560 620	0	0	823 389	71 737 231
73 - GESTION DE L'EAU					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
8203 - ETAT-OP 6-1-OUTIL A LA DECISION (73--74718-61-937)	6 500 000	795 375	795 375	0	5 704 625
Total	6 500 000	795 375	795 375	0	5 704 625
74 - BIODIVERSITE ET PROTECTION MARINE					

Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
8518 - GREEN-BEST (74--7475--937)	3 900 000	0	0	3 900 000	3 900 000
Total	3 900 000	0	0	3 900 000	3 900 000
76 - URBANISME, LOGT ET ESP. PUB.					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
1147 - LOCATIONS DE BATIMENTS (76--752--937)	19 000 000	0	18 198 093	801 907	0
1148 - DROITS DE PLACE-MARINA (76--70323--937)	4 000 000	0	4 203 605	-203 605	0
9738 - REMBOURSEMENTS SUR AUTRES CHARGES SOCIALES (76--6479--937)	0	0	28 687	-28 687	0
9750 - AUTRES REMBOURSEMENTS PAR DES TIERS (76--70878--937)	0	0	1 505	-1 505	0
Total	23 000 000	0	22 431 890	568 110	0
97 - AUTRES ACTIVITES DE SERVICES					
Ligne de crédit	Total Budget	Reste engagé	Perçu	Disponible	Reportés
9754 - RABAIS, REMISES ET RISTOURNES OBTENUS SUR SERVICES EXTERIEURS (97-01-619--939)	6 268 198	0	6 268 198	0	0
Total	6 268 198	0	6 268 198	0	0
Total des recettes de fonctionnement 2013	19 764 725 654	79 837 110	15 781 330 529	3 908 838 486	517 306 423

Décision n° 2013-307/PR du 4 novembre 2013 autorisant trois pompiers d'aérodrome contractuels de la province des îles Loyauté à effectuer un stage de formation professionnelle en métropole

Le président de l'assemblée de la province des îles Loyauté,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 2009-30/API du 18 septembre 2009 relative à l'organisation des services provinciaux ;

Vu l'arrêté n° 2009-484/PR du 14 octobre 2009, portant organisation de la direction de l'habitat et de la gestion du patrimoine de la province des îles Loyauté ;

Vu la délibération n° 350 modifiée du 30 décembre 2002 fixant les conditions et modalités de prise en charge des frais de formation des agents titulaires et non titulaires de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 66/CP du 17 novembre 2008 relative aux indemnités représentatives de frais alloués aux agents dans le cadre de l'exercice de leur fonction ;

Vu la lettre de la direction de l'habitat et de la gestion du patrimoine n° 6125-275/DHGP en date du 22 juillet 2013 demandant la formation de pompiers d'aérodrome hors territoire pour les besoins de service ;

Vu la note de la C2FPA à l'attention des présidents et directeurs d'aéroports ;

Vu la convention de formation professionnelle n° CF DSAC/S.L.I.A 2012-01 entre le centre français de formation des pompiers d'aéroport et la province des îles Loyauté,

D é c i d e :

Article 1^{er} : Conformément aux dispositions de la délibération modifiée n° 350 du 30 décembre 2002 sus visée, MM Honeme Alfred, Ouckene Christian et Ajapuhnya Fabrice, pompiers d'aérodrome contractuels à la direction de l'habitat et de la gestion du patrimoine de la province des îles Loyauté, sont autorisés à effectuer, pour la période du 2 décembre 2013 au 20 décembre 2013 inclus, un stage de formation professionnelle en « initiation pompier d'aérodrome » au centre français de formation des pompiers d'aéroport – ZI de la Malterie – 36130 Coings – France.

Article 2 : En application de l'article 5 de la délibération modifiée n° 350 du 30 décembre 2002, MM Honeme Alfred, Ouckene Christian et Ajapuhnya Fabrice continueront à bénéficier de leur rémunération allouée dans un emploi en province des îles Loyauté, à Lifou et Ouvéa, y compris l'intégralité des régimes indemnitaires perçus avant leur départ en formation par leur employeur.

Article 3 : Des réquisitions par voie aérienne Lifou – Ouvéa / Nouméa / Paris / Coings (aller-retour) en classe économique seront délivrées aux intéressés. La prise en charge des autres frais de transport en commun pour se rendre sur ses lieux de stage sera effectuée sur la base des tarifs des transporteurs remis par les agents à leur retour.

Article 4 : Les dépenses sont imputables au budget de la province des îles Loyauté :

Sous fonction 76 – Nature 64131 Chapitre 937 et

Sous fonction 02 – Nature 62511 Chapitre 930.

Article 5 : La présente décision sera transmise au commissaire délégué de la République pour la province des îles Loyauté, notifiée aux intéressés, et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Wé, le 4 novembre 2013.

Pour le président de la province des îles Loyauté,
par délégation :

Le secrétaire général,
JACQUES AIZIK WAMALO

Décision n° 2013-367/PR du 27 décembre 2013 portant virement de crédits à l'intérieur d'une même fonction au budget de la province des îles Loyauté

Le président de la province des îles Loyauté,

Vu la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 organique relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de la Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire, notamment en son article 17 ;

Vu l'arrêté du 22 avril 2011 relatif à l'expérimentation par la collectivité de Nouvelle-Calédonie, les provinces et leurs établissements publics administratifs de l'instruction budgétaire et comptable M52 applicable aux départements et à leurs établissements publics administratifs ;

Vu la délibération n° 2011-100/API du 20 octobre 2011 relative à l'application de l'instruction budgétaire et comptable M52 adaptée et au mode de vote par fonction ;

Vu la délibération n° 2012-116/API du 20 décembre 2012 relative au budget primitif de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu la délibération n° 2013-57/API du 2 août 2013 relative au budget supplémentaire de la province des îles Loyauté – exercice 2013 ;

Vu la délibération n° 2013-01/API du 22 février 2013 relative à la décision modificative n° 1 au budget de la province des îles Loyauté ;

Vu la délibération n° 2013-38/API du 20 juin 2013 relative à la décision modificative n° 2 au budget de la province des îles Loyauté,

D é c i d e :

Article 1^{er} : Sont opérés des virements de crédits à l'intérieur d'une même fonction au budget de la province des îles Loyauté – exercice 2013 – conformément aux tableaux joints en annexe (9 pages).

Article 2 : La présente décision sera transmise au commissaire délégué de la République pour la province des îles Loyauté et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Wé – Lifou, le 27 décembre 2013

*Le président de l'assemblée
de la province des îles Loyauté,*
NEKO HNEPEUNE

ANNEXES

Etat n° 4 des virements de crédits d'Octobre à Décembre 2013

SECTION INVESTISSEMENT					
ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
1706	02-23-2051--900	2 500 000	8396	02-23-21838--900	2 500 000
8111	02-24-2188--900	4 000 000	1045	02-24-21311--900	4 000 000
9746	01--204282--900	9 000 000	9751	01--204281--900	9 000 000
9741	02-24-2031--900	1 835	1594	02-24-231318--900	1 835
8110	02-24-21848--900	205 581	1594	02-24-231318--900	205 581
1046	02--21318--900	1 133	1594	02-24-231318--900	1 133
8111	02-24-2188--900	1 529 526	1594	02-24-231318--900	1 529 526
1704	03--2188--900	677 000	8109	02-24-21821--900	677 000
8444	03--2157--900	210 300	8109	02-24-21821--900	210 300
8111	02-24-2188--900	89 149	8110	02-24-21848--900	89 149
1594	02-24-231318--900	44 925	8110	02-24-21848--900	44 925
1706	02-23-2051--900	462 682	8432	02-23-2181--900	462 682
Total fonction 0		18 722 131	Total fonction 0		18 722 131

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
9730	24-243-2188--902	10 503	9731	24-244-2188--902	10 503
9729	24-242-2188--902	7 274	9731	24-244-2188--902	7 274
9728	24-241-2188--902	21 000	9731	24-244-2188--902	21 000
Total fonction 2		38 777	Total fonction 2		38 777

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
8126	32--21314--903	3 000 000	8122	31-11-21314--903	3 000 000
1787	32--231314--903	920 327	8434	33-31-204281--903	920 327
8126	32--21314--903	2 000 000	8122	31-11-21314--903	2 000 000
8547	31-11-2157--903	2 000 000	1050	31-11-21848--903	2 000 000
8434	33-31-204281--903	920 327	1880	32--204282--903	920 327
6382	31-11-204282--903	2 000 000	2957	31--204281--903	2 000 000
8547	31-11-2157--903	1 000 000	1050	31-11-21848--903	1 000 000
Total fonction 3		11 840 654	Total fonction 3		11 840 654

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
9640	54--204182-62013-905	18 068 740	9586	54--2748--905	18 068 740
9640	54--204182-62013-905	23 345 573	8129	54--204182-11-905	23 345 573
1076	51--204282--905	1 654 427	8129	54--204182-11-905	1 654 427
Total fonction 5		43 068 740	Total fonction 5		43 068 740

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
8500	82-20-2155--908	2 316 350	9591	82-20-21821--908	2 316 350
7538	82-20-2188--908	3 000 000	8282	82-20-21318--908	3 000 000
5233	83-31-23154--908	2 194 543	5260	83--2031-233-908	2 194 543
5233	83-31-23154--908	322 875	1449	83--23154--908	322 875
7586	83-31-2188--908	200 000	7585	83-31-21318--908	200 000

4087	82-20-2188--908	5 000 000	8343	82-20-23155-22-908	5 000 000
7586	83-31-2188--908	1 234 904	7585	83-31-21318--908	1 234 904
8438	81--23151--908	7 000 000	8343	82-20-23155-22-908	7 000 000
Total fonction 8		21 268 672	Total fonction 8		21 268 672

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
1080	97--204282--909	2 692 675	1079	92-21-204281--909	2 692 675
1080	97--204282--909	2 000 000	1088	92-21-27482--909	2 000 000
4095	92-22-231318--909	1 800 000	9749	92-22-2031--909	1 800 000
1079	92-21-204281--909	2 800 000	6314	92-21-23153--909	2 800 000
1080	97--204282--909	560 000	9656	92-23-204281--909	560 000
1080	97--204282--909	3 130 000	9675	92-22-204281--909	3 130 000
1081	92-22-204282--909	70 000	5232	92-22-231318--909	70 000
1078	96--204282--909	2 003 567	8486	96--204281--909	2 003 567
1078	96--204282--909	371 320	8486	96--204281--909	371 320
8291	92-23-204282--909	57 000	9656	92-23-204281--909	57 000
1080	97--204282--909	5 995 000	9757	92-22-2031--909	5 995 000
1080	97--204282--909	4 000 000	9660	97--204281--909	4 000 000
1080	97--204282--909	65 000	9759	90--21848--909	65 000
1079	92-21-204281--909	8 524 168	1080	97--204282--909	8 524 168
9675	92-22-204281--909	1 950	1080	97--204282--909	1 950
1081	92-22-204282--909	2 948 403	1080	97--204282--909	2 948 403
8291	92-23-204282--909	104 961	1080	97--204282--909	104 961
1802	95--204282--909	40 014	1080	97--204282--909	40 014
8486	96--204281--909	9 661	1080	97--204282--909	9 661
1758	96--204282--909	70 000	1080	97--204282--909	70 000
9589	96--204282--909	8 211 134	1080	97--204282--909	8 211 134
9660	97--204281--909	4 605 046	1080	97--204282--909	4 605 046
1088	92-21-27482--909	1 891 235	1080	97--204282--909	1 891 235
1675	96--27485--909	591 465	1080	97--204282--909	591 465
1089	97--27483--909	459 266	1080	97--204282--909	459 266
1080	97--204282--909	11 449 747	9660	97--204281--909	11 449 747
9660	97--204281--909	1 388 513	1089	97--27483--909	1 388 513
9660	97--204281--909	5 001	1078	96--204282--909	5 001
9757	92-22-2031--909	5 995 000	5232	92-22-231318--909	5 995 000
Total fonction 9		71 840 126	Total fonction 9		71 840 126

SECTION FONCTIONNEMENT

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
1322	03--65741--930	300 000	9747	03--65742--930	300 000
7519	03--62451--930	4 516 197	1210	03--653220--930	4 516 197
8293	02-22-6718--930	8 000 000	9663	02-22-6712--930	8 000 000
8070	02-22-64111--930	2 000 000	8077	02-22-64131--930	2 000 000
8070	02-22-64111--930	100 000	8060	02-22-6451--930	100 000
8070	02-22-64111--930	200 000	8062	02-22-6454--930	200 000
8070	02-22-64111--930	10 000	8067	02-22-6472--930	10 000
8070	02-22-64111--930	50 000	8071	02-22-64112--930	50 000
8070	02-22-64111--930	200 000	8090	02-21-6472--930	200 000
8070	02-22-64111--930	200 000	8095	02-21-64113--930	200 000
8070	02-22-64111--930	200 000	8101	02-21-64133--930	200 000

8070	02-22-64111--930	600 000	8081	02-21-6415--930	600 000
8070	02-22-64111--930	10 000	8102	02-21-64136--930	10 000
8070	02-22-64111--930	500 000	8083	02-21-6451--930	500 000
8070	02-22-64111--930	30 000	8088	02-21-6458--930	30 000
8005	03--6472--930	50 000	8011	03--64111--930	50 000
8005	03--6472--930	50 000	7993	03--6453--930	50 000
8005	03--6472--930	100 000	8013	03--64112--930	100 000
7991	03--6451--930	100 000	8001	03--6458--930	100 000
7991	03--6451--930	700 000	8029	03--64136--930	700 000
8028	03--64133--944	1 000 000	9653	03--6534--944	1 000 000
9652	03--6533--944	1 000 000	8012	03--6531--944	1 000 000
8016	03--64113--944	2 000 000	8012	03--6531--944	2 000 000
8016	03--64113--944	100 000	8012	03--6531--944	100 000
8024	03--64118--944	400 000	8012	03--6531--944	400 000
8028	03--64133--944	400 000	8012	03--6531--944	400 000
8293	02-22-6718--930	600 000	5176	02-22-62268--930	600 000
8293	02-22-6718--930	18 500 000	1013	02-21-62268--930	18 500 000
1023	02-21-6255--930	2 000 000	1222	02-21-6262--930	2 000 000
8154	02-21-60632--930	100 000	1222	02-21-6262--930	100 000
9670	02-21-6132--930	485 000	1222	02-21-6262--930	485 000
7526	02-21-6135--930	258 000	1222	02-21-6262--930	258 000
1013	02-21-62268--930	2 000 000	1222	02-21-6262--930	2 000 000
9710	02-21-6236--930	1 000 000	1222	02-21-6262--930	1 000 000
8293	02-22-6718--930	4 000 000	4063	02--62268--930	4 000 000
1023	02-21-6255--930	2 000 000	1022	02-21-62520--930	2 000 000
1023	02-21-6255--930	4 000 000	1119	02-21-62511--930	4 000 000
1023	02-21-6255--930	1 000 000	8156	02-21-6231--930	1 000 000
1738	02-22-6182--930	50 000	1737	02-22-6241--930	50 000
7520	03--6247--930	3 500 000	1205	03--6241--930	3 500 000
8449	03--6185--930	430 365	7581	03--6236--930	430 365
7520	03--6247--930	3 339 415	1004	03--62450--930	3 339 415
1204	03--62510--930	1 176 474	1210	03--653220--930	1 176 474
9593	02-21-62268--930	643 700	1222	02-21-6262--930	643 700
8507	02-21-6283--930	294 453	1222	02-21-6262--930	294 453
9710	02-21-6236--930	632 000	1222	02-21-6262--930	632 000
8156	02-21-6231--930	466 100	1222	02-21-6262--930	466 100
1223	02-21-6261--930	82 067	1222	02-21-6262--930	82 067
1119	02-21-62511--930	661 397	1222	02-21-6262--930	661 397
7500	02-21-62521--930	150 552	1222	02-21-6262--930	150 552
8382	02-21-60631--930	129 080	1222	02-21-6262--930	129 080
1023	02-21-6255--930	2 000 000	1222	02-21-6262--930	2 000 000
9551	02-21-6182--930	284 380	8367	02-21-6064--930	284 380
1222	02-21-6262--930	507 902	8367	02-21-6064--930	507 902
8079	02-22-64136--930	50 000	8060	02-22-6451--930	50 000
8061	02-22-6453--930	100 000	8067	02-22-6472--930	100 000
8084	02-21-6453--930	200 000	8101	02-21-64133--930	200 000
8100	02-21-64131--930	90 000	8102	02-21-64136--930	90 000
8100	02-21-64131--930	100 000	8083	02-21-6451--930	100 000
8100	02-21-64131--930	10 000	8088	02-21-6458--930	10 000
Total fonction 0		73 657 082	Total fonction 0		73 657 082

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
1272	20--6182--932	2 000 000	7551	23-31-62451--932	2 000 000
1361	22-20-62450--932	650 000	7551	23-31-62451--932	650 000

1721	23-30-6132--932	200 000	1729	23-31-62268--932	200 000
8214	22-22-62451--932	613 320	1729	23-31-62268--932	613 320
8214	22-22-62451--932	1 000 000	7551	23-31-62451--932	1 000 000
1722	23-30-6451--932	500 000	7551	23-31-62451--932	500 000
1361	22-20-62450--932	350 000	7551	23-31-62451--932	350 000
8132	24-242-60661--932	2 250	9752	24-242-61521--932	2 250
8148	24-243-6241--932	210 000	9753	24-243-61521--932	210 000
8490	24-242-6068--932	200 000	9752	24-242-61521--932	200 000
8237	24-243-61522--932	1 000 000	9752	24-242-61521--932	1 000 000
1723	23-30-62450--932	500 000	7551	23-31-62451--932	500 000
8214	22-22-62451--932	400 000	7551	23-31-62451--932	400 000
1190	24-241-61558--932	500 000	4106	24-241-6241--932	500 000
1188	24-241-61522--932	600 000	8223	24-241-60612--932	600 000
7599	20--6453--932	500 000	7618	20--64112--932	500 000
7599	20--6453--932	300 000	7626	20--64133--932	300 000
7617	20--64111--932	4 050 000	7624	20--64131--932	4 050 000
7617	20--64111--932	800 000	7597	20--6451--932	800 000
7617	20--64111--932	500 000	7601	20--6454--932	500 000
7617	20--64111--932	100 000	7607	20--6458--932	100 000
7645	21--64111--932	3 500 000	7646	21--64112--932	3 500 000
7645	21--64111--932	100 000	7636	21--6453--932	100 000
8164	21-10-6414--932	3 200 000	7635	21--6451--932	3 200 000
7642	21--6472--932	6 000 000	7676	22--64131--932	6 000 000
7666	22--6472--932	1 200 000	7659	22--6451--932	1 200 000
7656	22--6415--932	1 100 000	7659	22--6451--932	1 100 000
7664	22--6458--932	600 000	7661	22--6454--932	600 000
7664	22--6458--932	100 000	7678	22--64136--932	100 000
7647	21--64113--932	1 000 000	7637	21--6454--932	1 000 000
7647	21--64113--932	200 000	7640	21--6458--932	200 000
7671	22--64113--932	300 000	7640	21--6458--932	300 000
7660	22--6453--932	300 000	7640	21--6458--932	300 000
7669	22--64111--932	1 000 000	7670	22--64112--932	1 000 000
7669	22--64111--932	1 000 000	7677	22--64133--932	1 000 000
7550	23-30-64510--932	632 135	6346	23-30-6513--932	632 135
6340	22-23-62450--932	1 000 000	6347	23-31-6513--932	1 000 000
6340	22-23-62450--932	774 921	6346	23-30-6513--932	774 921
9611	28-81-6283--932	411 600	8532	28-81-61521--932	411 600
8145	24-243-60632--932	300 000	8241	24-243-60611--932	300 000
1264	20--62268--932	527 000	8249	24-244-60612--932	527 000
8145	24-243-60632--932	190 965	8237	24-243-61522--932	190 965
8244	24-244-60631--932	200 000	8149	24-244-6241--932	200 000
8145	24-243-60632--932	786 861	8249	24-244-60612--932	786 861
8214	22-22-62451--932	363 533	7551	23-31-62451--932	363 533
8214	22-22-62451--932	782 924	1270	20--6236--932	782 924
8523	20--6065--932	860 000	1270	20--6236--932	860 000
8431	20--6231--932	816 060	1270	20--6236--932	816 060
1272	20--6182--932	780 000	1270	20--6236--932	780 000
1270	20--6236--932	52 320	1272	20--6182--932	52 320
1343	21-11-655322--932	847 000	1718	22-21-655322--932	847 000
1343	21-11-655322--932	731 000	1389	22-22-655322--932	731 000
1270	20--6236--932	99 068	8431	20--6231--932	99 068
8244	24-244-60631--932	216 475	8152	24-244-6262--932	216 475
8133	24-243-60661--932	7 315	8136	24-243-60623--932	7 315
8145	24-243-60632--932	1 400	8136	24-243-60623--932	1 400
8407	24-243-6283--932	300 000	8136	24-243-60623--932	300 000
8234	24-243-6261--932	15 000	8135	24-242-60623--932	15 000

8238	24-243-61558--932	401 255	8135	24-242-60623--932	401 255
8239	24-243-60632--932	200 000	8135	24-242-60623--932	200 000
8136	24-243-60623--932	697 863	8135	24-242-60623--932	697 863
8139	24-243-60636--932	133 440	8135	24-242-60623--932	133 440
8237	24-243-61522--932	236 250	8135	24-242-60623--932	236 250
8136	24-243-60623--932	308 715	8135	24-242-60623--932	308 715
8163	21-10-64131--932	5 500 000	6347	23-31-6513--932	5 500 000
8166	21-10-6451--932	5 525 000	6347	23-31-6513--932	5 525 000
8366	24-242-6283--932	338 939	8223	24-241-60612--932	338 939
1188	24-241-61522--932	189 777	1395	24-241-60623--932	189 777
1190	24-241-61558--932	92 879	1395	24-241-60623--932	92 879
1394	24-241-60661--932	26 485	1395	24-241-60623--932	26 485
1397	24-241-60636--932	73 600	1395	24-241-60623--932	73 600
1399	24-241-60632--932	235 817	1395	24-241-60623--932	235 817
8218	24-241-6261--932	50	1395	24-241-60623--932	50
8220	24-241-60631--932	191 301	1395	24-241-60623--932	191 301
8214	22-22-62451--932	204 020	7551	23-31-62451--932	204 020
8171	22-22-62450--932	1 284 382	4102	23-31-62268--932	1 284 382
8169	21-10-64114--932	700 000	7551	23-31-62451--932	700 000
8138	24-242-60636--932	209 600	1395	24-241-60623--932	209 600
8144	24-242-60632--932	107 382	1395	24-241-60623--932	107 382
8150	24-242-6262--932	147 916	1395	24-241-60623--932	147 916
8225	24-242-60631--932	422 174	1395	24-241-60623--932	422 174
8228	24-242-61522--932	27 500	1395	24-241-60623--932	27 500
8229	24-242-61558--932	1 400	8132	24-242-60661--932	1 400
8231	24-242-60612--932	273 020	8137	24-244-60623--932	273 020
8490	24-242-6068--932	100 000	8137	24-244-60623--932	100 000
7617	20--64111--932	1 900 000	7645	21--64111--932	1 900 000
7618	20--64112--932	200 000	7645	21--64111--932	200 000
7619	20--64113--932	500 000	7645	21--64111--932	500 000
7599	20--6453--932	100 000	7645	21--64111--932	100 000
7611	20--6472--932	50 000	7645	21--64111--932	50 000
7624	20--64131--932	180 000	7645	21--64111--932	180 000
7597	20--6451--932	150 000	7645	21--64111--932	150 000
7646	21--64112--932	400 000	7645	21--64111--932	400 000
7647	21--64113--932	100 000	7645	21--64111--932	100 000
7642	21--6472--932	800 000	7645	21--64111--932	800 000
7635	21--6451--932	50 000	7645	21--64111--932	50 000
7637	21--6454--932	100 000	7645	21--64111--932	100 000
7640	21--6458--932	100 000	7645	21--64111--932	100 000
7652	21--64131--932	250 000	7645	21--64111--932	250 000
7669	22--64111--932	700 000	7645	21--64111--932	700 000
7666	22--6472--932	105 000	7645	21--64111--932	105 000
8164	21-10-6414--932	120 000	8320	21-10-6454--932	120 000
7670	22--64112--932	200 000	7636	21--6453--932	200 000
7671	22--64113--932	200 000	7636	21--6453--932	200 000
7676	22--64131--932	400 000	7636	21--6453--932	400 000
7656	22--6415--932	600 000	7636	21--6453--932	600 000
7664	22--6458--932	200 000	7677	22--64133--932	200 000
Total fonction 2		70 304 912	Total fonction 2		70 304 912

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
7510	32--61521--933	235 000	7512	32--6283--933	235 000
2970	31-11-62268--933	300 000	8353	31-11-65748--933	300 000

7693	31--64111--933	200 000	7694	31--64112--933	200 000
7725	32--64133--933	200 000	7719	32--64113--933	200 000
7725	32--64133--933	50 000	7718	32--64112--933	50 000
7717	32--64111--933	3 600 000	7724	32--64131--933	3 600 000
7717	32--64111--933	800 000	7707	32--6451--933	800 000
7717	32--64111--933	200 000	7709	32--6454--933	200 000
7547	33-31-62878--933	400 000	7494	32--67488--933	400 000
7556	33-31-6068--933	300 000	7494	32--67488--933	300 000
1408	33-31-65741--933	500 000	7494	32--67488--933	500 000
9686	32--6228--933	295 400	9685	32--6245--933	295 400
7555	33-31-60632--933	200 000	9685	32--6245--933	200 000
1408	33-31-65741--933	291 175	9685	32--6245--933	291 175
7508	31-11-61522--933	800 000	7512	32--6283--933	800 000
1408	33-31-65741--933	36 000	9685	32--6245--933	36 000
1276	30-01-60632--933	63 000	7553	32--62878--933	63 000
7718	32--64112--933	20 000	7719	32--64113--933	20 000
Total fonction 3		8 490 575	Total fonction 3		8 490 575

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
1338	41--62261--934	1 000 000	1340	41--65741--934	1 000 000
1314	42--62261--934	1 000 000	1199	43--61558--934	1 000 000
1364	43--62261--934	2 200 000	9604	43--6248--934	2 200 000
1364	43--62261--934	500 000	8185	43--60611--934	500 000
1364	43--62261--934	1 000 000	1320	42--652304--934	1 000 000
1323	42--62261--934	2 000 000	1320	42--652304--934	2 000 000
1314	42--62261--934	20 000	1317	42--652302--934	20 000
1315	42--65228--934	4 000 000	1317	42--652302--934	4 000 000
1323	42--62261--934	11 680 000	1317	42--652302--934	11 680 000
7756	40--64113--934	200 000	7755	40--64112--934	200 000
7761	40--64131--934	500 000	7765	40--64136--934	500 000
7761	40--64131--934	50 000	7738	40--6454--934	50 000
7782	43--64111--934	1 000 000	7783	43--64112--934	1 000 000
7789	43--64131--934	8 000 000	7790	43--64133--934	8 000 000
7789	43--64131--934	5 200 000	7791	43--64136--934	5 200 000
7772	43--6451--934	1 200 000	7777	43--6458--934	1 200 000
1286	40--62268--934	9 408	1196	40--6132--934	9 408
8370	41--60662--934	7 000 000	8371	41--60668--934	7 000 000
1364	43--62261--934	3 000 000	1360	43--62268--934	3 000 000
1286	40--62268--934	200 000	8185	43--60611--934	200 000
1286	40--62268--934	150 000	9602	43--6135--934	150 000
1286	40--62268--934	205 592	9603	43--6228--934	205 592
1364	43--62261--934	134 826	9603	43--6228--934	134 826
8374	43--60636--934	659 582	9603	43--6228--934	659 582
9718	43--6132--934	3 500 000	8187	43--61522--934	3 500 000
1362	43--65228--934	200 000	1369	43--6241--934	200 000
1374	43--6261--934	300 000	1369	43--6241--934	300 000
7754	40--64111--934	6 000 000	7765	40--64136--934	6 000 000
7736	40--6453--934	750 000	7738	40--6454--934	750 000
7748	40--6472--934	70 000	7744	40--6458--934	70 000
7745	40--6458--934	20 000	7729	40--6415--934	20 000
7739	40--6454--934	200 000	7766	40--64136--934	200 000
7783	43--64112--934	20 000	7773	43--6453--934	20 000
7782	43--64111--934	300 000	7789	43--64131--934	300 000
Total fonction 4		62 269 408	Total fonction 4		62 269 408

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
9598	52--6521--935	1 000 000	1311	52--6512--935	1 000 000
7808	50--64113--935	300 000	7807	50--64112--935	300 000
7796	50--6451--935	500 000	7815	50--64136--935	500 000
Total fonction 5		1 800 000	Total fonction 5		1 800 000

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
7838	60--64133--936	250 000	7832	60--64113--936	250 000
7838	60--64133--936	150 000	7831	60--64112--936	150 000
8413	60-01-6068--936	150 000	8517	60-01-6238--936	150 000
5211	60-03-62268--936	80 000	8517	60-01-6238--936	80 000
7831	60--64112--936	43 826	7821	60--6453--936	43 826
7832	60--64113--936	62 266	7821	60--6453--936	62 266
7838	60--64133--936	82 382	7821	60--6453--936	82 382
7827	60--6472--936	10 230	7821	60--6453--936	10 230
7839	60--64136--936	200 000	7830	60--64111--936	200 000
7820	60--6451--936	140 000	7830	60--64111--936	140 000
7825	60--6458--936	26 000	7830	60--64111--936	26 000
7822	60--6454--936	20 000	7837	60--64131--936	20 000
5211	60-03-62268--936	73 266	7821	60--6453--936	73 266
Total fonction 6		1 287 970	Total fonction 6		1 287 970

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
1231	70-01-6261--937	500 000	8379	70-01-6231--937	500 000
8189	70-01-617--937	500 000	8379	70-01-6231--937	500 000
8206	74--6236--937	1 000 000	9596	71--62268--937	1 000 000
9596	71--62268--937	84 250	8428	70--60632--937	84 250
5179	70-02-6282--937	1 000 000	1176	70-02-6283--937	1 000 000
9597	70-02-61568--937	5 870 240	1143	76--61522--937	5 870 240
7501	76--61321--937	3 190 684	1143	76--61522--937	3 190 684
8474	70--6041--937	583 800	1137	70--62268--937	583 800
8390	70-02-6135--937	1 000 000	7513	70-02-61522--937	1 000 000
1170	70-02-60631--937	2 000 000	1180	70-02-60632--937	2 000 000
8475	70-02-60628--937	2 000 000	1180	70-02-60632--937	2 000 000
1143	76--61522--937	300 000	7504	76--6283--937	300 000
7881	70--64131--937	200 000	7885	70--64136--937	200 000
7881	70--64131--937	200 000	7857	70--6458--937	200 000
7902	71--64111--937	5 500 000	7909	71--64131--937	5 500 000
7902	71--64111--937	400 000	7894	71--6454--937	400 000
7893	71--6453--937	900 000	7892	71--6451--937	900 000
7883	70--64133--937	200 000	7871	70--64113--937	200 000
7869	70--64112--937	400 000	7871	70--64113--937	400 000
7869	70--64112--937	800 000	7849	70--6453--937	800 000
7869	70--64112--937	500 000	7861	70--6472--937	500 000
7935	76--64136--937	500 000	7927	76--64112--937	500 000
7918	76--6454--937	500 000	7927	76--64112--937	500 000
7916	76--6451--937	1 500 000	7928	76--64113--937	1 500 000
7933	76--64131--937	2 500 000	7926	76--64111--937	2 500 000
7933	76--64131--937	1 800 000	7917	76--6453--937	1 800 000
7933	76--64131--937	1 100 000	7923	76--6472--937	1 100 000

8206	74--6236--937	62 006	9756	74--6238--937	62 006
8475	70-02-60628--937	1 000 000	7513	70-02-61522--937	1 000 000
8475	70-02-60628--937	1 000 000	1180	70-02-60632--937	1 000 000
1181	70-02-60612--937	2 000 000	1180	70-02-60632--937	2 000 000
1182	70-02-616--937	2 000 000	1180	70-02-60632--937	2 000 000
1182	70-02-616--937	2 000 000	7513	70-02-61522--937	2 000 000
1146	76--60612--937	150 000	1143	76--61522--937	150 000
7502	76--61322--937	150 000	1143	76--61522--937	150 000
9597	70-02-61568--937	388 500	8476	70-02-62268--937	388 500
1131	70--617--937	900 000	8205	74--617--937	900 000
8204	74--62268--937	7 589 400	8205	74--617--937	7 589 400
8206	74--6236--937	1 300 000	8205	74--617--937	1 300 000
1131	70--617--937	400 000	8205	74--617--937	400 000
8205	74--617--937	1 300 000	1131	70--617--937	1 300 000
8196	71--6236--937	100 000	9596	71--62268--937	100 000
9596	71--62268--937	12 000	8428	70--60632--937	12 000
8196	71--6236--937	343 095	9596	71--62268--937	343 095
8412	70-02-6231--937	100 000	7513	70-02-61522--937	100 000
1170	70-02-60631--937	2 000 000	1176	70-02-6283--937	2 000 000
8205	74--617--937	76 000	9771	74--6288--937	76 000
1178	70-02-61558--937	1 000 000	7513	70-02-61522--937	1 000 000
1918	71--62268--937	32 000	9772	71--6135--937	32 000
8319	71--6228--937	96 190	8496	71--62268--937	96 190
1134	70--6188--937	953 301	8496	71--62268--937	953 301
8496	71--62268--937	150 000	8345	71--60636--937	150 000
8205	74--617--937	8 100	8345	71--60636--937	8 100
7867	70--64111--937	80 000	7861	70--6472--937	80 000
7869	70--64112--937	240 000	7871	70--64113--937	240 000
7933	76--64131--937	1 030 000	7909	71--64131--937	1 030 000
7933	76--64131--937	310 000	7892	71--6451--937	310 000
7933	76--64131--937	110 000	7926	76--64111--937	110 000
7933	76--64131--937	60 000	7928	76--64113--937	60 000
7933	76--64131--937	210 000	7917	76--6453--937	210 000
7933	76--64131--937	200 000	7918	76--6454--937	200 000
7933	76--64131--937	50 000	7921	76--6458--937	50 000
Total fonction 7		62 429 566	Total fonction 7		62 429 566

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
8262	83--61522--938	500 000	8260	83--60628--938	500 000
9561	82-20-60631--938	40 000	9755	82-20-6064--938	40 000
9561	82-20-60631--938	120 000	9761	82-20-6358--938	120 000
Total fonction 8		660 000	Total fonction 8		660 000

ANNULATION DE CREDITS			OUVERTURE DE CREDITS		
Ligne de crédit	Imputation	Montant	Ligne de crédit	Imputation	Montant
8416	92-23-60661--939	250 000	1175	92-23-60632--939	250 000
8265	90--62268--939	600 000	1262	96--65741--939	600 000
8513	92-23-6183--939	500 000	9707	97--65742--939	500 000
8265	90--62268--939	300 000	9707	97--65742--939	300 000
9701	97--65748--939	282 162	9707	97--65742--939	282 162
8306	92-23-62268--939	120 000	8307	92-23-61558--939	120 000
8416	92-23-60661--939	100 000	1175	92-23-60632--939	100 000
7958	90--64133--939	200 000	7950	90--64111--939	200 000

7958	90--64133--939	300 000	7951	90--64112--939	300 000
7958	90--64133--939	200 000	7941	90--6453--939	200 000
7957	90--64131--939	600 000	7974	91--64111--939	600 000
7957	90--64131--939	400 000	7975	91--64112--939	400 000
7957	90--64131--939	400 000	7976	91--64113--939	400 000
7957	90--64131--939	600 000	7982	91--64133--939	600 000
7940	90--6451--939	500 000	7964	91--6451--939	500 000
7940	90--6451--939	600 000	7966	91--6454--939	600 000
7940	90--6451--939	300 000	7969	91--6458--939	300 000
1234	90--6236--939	683 760	9758	90--60636--939	683 760
1234	90--6236--939	260 000	9758	90--60636--939	260 000
7942	90--6454--939	100 000	7940	90--6451--939	100 000
7976	91--64113--939	10 000	7982	91--64133--939	10 000
Total fonction 9		7 305 922	Total fonction 9		7 305 922

Décision n° 2014-07/PR du 8 janvier 2014 fixant au mercredi 12 mars 2014 la clôture des opérations de scrutin relatives aux élections des représentants du personnel au comité technique paritaire de la province des îles Loyauté

Vu la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 organique relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 440 du 4 juin 1982 déterminant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des comités techniques paritaires dans les administrations du territoire ;

Vu l'arrêté n° 83-100/CG du 1^{er} mars 1983 relatif aux modalités d'élections des représentants du personnel aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté n° 83-307/CG du 21 juin 1983 définissant le règlement intérieur type des comités techniques paritaires ;

Vu la délibération n° 134 du 21 août 1990 du congrès relative aux comités techniques paritaires ;

Vu la décision n° 91-69/PR du 17 mai 1991 relatif à la composition et aux compétences spécifiques du comité technique paritaire de la province des îles Loyauté,

D é c i d e :

Article 1^{er} : Les agents des divers corps formant le personnel de la province des îles Loyauté sont invités à procéder dans les conditions fixées par l'arrêté n° 83-100/CG du 1^{er} mars 1983 à l'élection :

- de six représentants titulaires ;
- de six représentants suppléants, au sein du comité technique paritaire de la province des îles Loyauté prévu par l'arrêté n° 91-69/PR du 17 mai 1991.

La date de clôture des opérations du scrutin est fixée au mercredi 12 mars 2014 à 16h30.

Article 2 : En application de l'article 2 de l'arrêté n° 91-69/PR du 17 mai 1991, les représentants du personnel sont élus pour une durée de deux ans du 12 mars 2014 au 11 mars 2016 inclus.

Article 3 : Les votes pourront parvenir au service des ressources humaines de la direction de l'administration générale de la province des îles Loyauté – BP 50 – 98820 Wé – Lifou, jusqu'au mercredi 12 mars 2014 à 16h30 délai de rigueur.

Article 4 : Les listes des candidats comprenant le nom de six représentants titulaires et de six représentants suppléants et accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat devront être déposées directement au service des ressources humaines de la direction de l'administration générale de la province des îles Loyauté pendant les heures normales de service et au plus tard le vendredi 5 février 2014 à 15h30.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 83-100/CG du 1^{er} mars 1983, le vote par correspondance sous pli cacheté est autorisé à l'exclusion des électeurs affectés au chef-lieu à Wé – Lifou qui voteront au bureau de vote central ouvert au service des ressources humaines – salle de réunion de l'hôtel de la province des îles Loyauté – Wé – Lifou, le mercredi 12 mars 2014 de 8h00 à 16h30 selon les conditions et modalités fixées par voie de circulaire.

Toutefois les électeurs/rices affectés/es au chef-lieu mais qui se trouvent dans l'impossibilité justifiée de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin, pourront également être autorisés/es à voter par correspondance.

Article 6 : Le bureau de vote central ouvert au service des ressources humaines (salle de réunion à l'hôtel de la province des îles Loyauté) est composé comme suit :

- Président : Secrétaire général de la province des îles Loyauté.
- Secrétariat : Assuré par le chef du service des ressources humaines.
- Membres : 1 représentant des candidats, désignés par les organisations syndicales conduisant les listes.

Article 7 : Le secrétaire général sera chargé de l'application de la présente décision qui sera enregistrée, transmise au commissaire délégué de la République pour la province des îles Loyauté et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour le président de la province des îles Loyauté,
par délégation :

Le secrétaire général,
JACQUES AIZIK WAMALO

PROVINCE SUD

DÉLIBÉRATIONS

Délibération n° 35-2014/BAPS/DFA du 6 mars 2014 relative à l'acquisition par la province Sud de deux lots, sis commune de Dumbéa, appartenant à la société d'équipement de la Nouvelle-Calédonie (SECAL)

Le bureau de l'assemblée de la province Sud,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 86-90/APS du 11 juillet 1990 relative à l'administration des intérêts patrimoniaux et domaniaux de la province Sud ;

Vu la délibération n° 42-2013/APS du 19 décembre 2013 relative au budget de la province Sud pour l'exercice 2014 ;

Vu le traité de concession n° C.306-07 du 7 décembre 2007 pour la réalisation de la zone d'aménagement concerté de « Dumbéa sur mer » sur la commune de Dumbéa ;

Vu l'évaluation du service du domaine et du patrimoine du 13 janvier 2014 ;

Vu le rapport n° 89-2014/BAPS du 23 janvier 2014,

A adopté en sa séance publique du 6 mars 2014, les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Est autorisée l'acquisition, à titre gratuit du lot n° 26, section L'embouchure, commune de Dumbéa, d'une superficie totale d'environ 37 ares 85 centiares et du lot n° 2, section Anse Apogoti, commune de Dumbéa, d'une superficie totale d'environ 2 hectares 97 ares 64 centiares, appartenant à la société d'équipement de la Nouvelle-Calédonie.

Article 2 : La présidente de l'assemblée de la province Sud est habilitée à signer tous les actes afférents à cette opération.

Article 3 : La présente délibération sera transmise à M. le commissaire délégué de la République, notifiée à l'intéressée et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour la présidente et par délégation :
Le premier vice-président,
ALAIN LAZARE

Délibération n° 36-2014/BAPS/DFA du 6 mars 2014 relative à l'acquisition, à titre gratuit, par la province Sud, des lots n° 261 et n° 263 de la section Rivière Salée, commune de Nouméa, d'une superficie respective de 9a 63ca environ et 1ha 48a 52ca environ, appartenant au domaine privé de la commune de Nouméa

Le bureau de l'assemblée de la province Sud,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 86-90/APS du 11 juillet 1990 relative à l'administration des intérêts patrimoniaux et domaniaux de la province Sud ;

Vu la délibération n° 42-2013/APS du 19 décembre 2013 relative au budget de la province Sud pour l'exercice 2014 ;

Vu le rapport n° 147-2014/BAPS du 21 janvier 2014,

A adopté en sa séance publique du 6 mars 2014, les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Est autorisée l'acquisition par la province Sud, à titre gratuit des lots n° 261 et n° 263 de la section Rivière Salée, commune de Nouméa, d'une superficie respective de 9 ares 63 centiares environ (9a 63ca) et 1 hectare 48 ares 52 centiares environ (1ha 48a 52ca), appartenant au domaine privé de la commune de Nouméa.

Article 2 : La présidente de l'assemblée de la province Sud est habilitée à signer tous les actes afférents à cette opération.

Article 3 : La présente délibération sera transmise à M. le commissaire délégué de la République et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour la présidente et par délégation :

Le premier vice-président,
ALAIN LAZARE

Délibération n° 70-2014/BAPS/DFA du 10 mars 2014 portant dérogation à la condition de non revente de l'acte de vente de gré à gré n° 72-2008 du 9 juin 2008, au profit de la SCI Bay Ny

Le bureau de l'assemblée de la province Sud,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 90-56/CC du 11 juin 1990 portant dévolution à la province Sud de biens immobiliers, droits et obligations du Territoire sis sur la presqu'île de Ducos ;

Vu la délibération n° 42-2013/APS du 19 décembre 2013 relative au budget de la province Sud pour l'exercice 2014 ;

Vu la délibération n° 2008-285/BAPS/DPM du 21 avril 2008 relative à la vente de gré à gré d'une parcelle provinciale sise à Ducos, au profit de la société civile « Bay Ny » ;

Vu l'acte de vente de gré à gré n° 72-2008 du 9 juin 2008 ;

Vu le rapport n° 5-2014/BAPS du 2 janvier 2014 ;

Considérant que la cession au profit d'une holding se fait dans le cadre d'une fusion de sociétés et non d'une aliénation de biens,

A adopté en sa séance publique du 10 mars 2014, les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Est autorisée la dérogation à la condition de non-revente pendant une période de dix ans de l'acte de vente de gré à gré n° 72-2008 de la parcelle n° 50 de la section Numbo, commune de Nouméa, au profit de la SCI Bay Ny, dans le cadre d'une opération de holding.

Article 2 : La présente délibération sera transmise à M. le commissaire délégué de la République, publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie et notifiée à l'intéressée.

Pour la présidente et par délégation :
Le deuxième vice-président,
PASCAL VITTORI

Pour la présidente et par délégation :
Le premier vice-président,
ALAIN LAZARE

Délibération n° 71-2014/BAPS/DFA du 10 mars 2014 relative à la vente de gré à gré d'une parcelle provinciale sise section Industriel de Ducos, commune de Nouméa, au profit de la société civile immobilière de la BUTTE

Le bureau de l'assemblée de la province Sud,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu la délibération n° 42-2013/APS du 19 décembre 2013 relative au budget de la province Sud pour l'exercice 2014 ;

Vu la demande de M. Hervé Leroux, gérant de la SCI de la BUTTE, du 27 juin 2013 (n° 2013-20493/DFA) ;

Vu l'avis favorable des membres de la commission des lots industriels réunis le 24 octobre 2013 ;

Vu le rapport n° 291-2014/BAPS/DFA/SDP du 5 février 2014,
A adopté en sa séance publique du 10 mars 2014, les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Est autorisée la vente de gré à gré d'une parcelle d'une superficie totale d'environ 21 ares 61 centiares, sise au droit du lot n° 816, section Industriel de Ducos, commune de Nouméa, au profit de la SCI de la BUTTE, moyennant le prix de cinq cent cinquante mille (550 000) francs l'are.

Article 2 : La présidente de l'assemblée de la province Sud est habilitée à signer tous les actes afférents à cette opération.

Article 3 : La présente délibération sera transmise à M. le commissaire délégué de la République, publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie et notifiée à l'intéressée.

Pour la présidente et par délégation :
Le deuxième vice-président,
PASCAL VITTORI

Pour la présidente et par délégation :
Le premier vice-président,
ALAIN LAZARE

Délibération n° 72-2014/BAPS/DFA du 10 mars 2014 relative à la cession à titre gratuit des lots provinciaux n° 293 et n° 115 constituant l'emprise nécessaire à l'élargissement et la réfection de la rue Alcide Desmazures, sis section centre-ville, à Nouméa au profit de la ville de Nouméa

Le bureau de l'assemblée de la province Sud,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 42-2013/APS du 19 décembre 2013 relative au budget de la province Sud pour l'exercice 2014 ;

Vu la demande formulée par la ville de Nouméa le 25 septembre 2008 (n° 2008-5024/DPM) ;

Vu l'accord de principe de la province Sud du 22 décembre 2008 ;

Vu le rapport n° 334-2014/BAPS du 10 février 2014,

A adopté en sa séance publique du 10 mars 2014, les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Est autorisée la cession à titre gratuit, au profit de la ville de Nouméa, des lots provinciaux suivants :

– n° 293, provenant des parcelles provinciales n° 7 et n° 110, section centre-ville, commune de Nouméa, d'une superficie d'environ 82 centiares ;

– n° 115, anciennement numéroté 65pie, section centre-ville, commune de Nouméa, d'une superficie d'environ 14 centiares.

La valeur vénale de ces parcelles est estimée à 10.800.000 francs l'are.

Article 2 : La présidente de l'assemblée de la province Sud est habilitée à signer tous les actes afférents à cette opération.

Article 3 : La présente délibération sera transmise à M. le commissaire délégué de la République, publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie et notifiée à l'intéressée.

Pour la présidente et par délégation :
Le deuxième vice-président,
PASCAL VITTORI

Pour la présidente et par délégation :
Le premier vice-président,
ALAIN LAZARE

ARRÊTÉS ET DÉCISIONS

Arrêté n° 876-2014/ARR/DEPS du 19 mars 2014 réglementant temporairement, hors agglomération, la circulation, au droit d'un chantier de réfection d'assainissements sur la RP 3, du PR 4 au PR 12, commune du Mont-Dore

La présidente de l'assemblée de la province Sud,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code de la route de Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2010-837/GNC du 9 février 2010 relatif à la signalisation routière en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2303-2012/ARR/DJA du 20 septembre 2012 portant délégation de signature au secrétaire général, aux secrétaires généraux adjoints, aux directeurs, directeurs adjoints et chefs de service de la province Sud ;

Vu le marché « Assainissement RP3-PR4 au PR12 » n° 13MO31 du 27 février 2014 passé avec la société Entreprises Réunion ;

Vu la demande présentée par la société Entreprises Réunion du 13 mars 2014 ;

Considérant qu'il importe de définir les prescriptions en matière de circulation applicables à tous travaux sur la voie publique afin d'assurer le bon déroulement du chantier et de préserver la sécurité des usagers sur les routes provinciales,

Arrête :

Article 1^{er} : Objet

Le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions de circulation sur la zone concernée par les travaux de réfection d'assainissements dans l'emprise de la RP 3, du PR 4 au PR 12, confiés à la société Entreprises Réunion.

Le présent arrêté est valable à compter de sa date de notification et pour une durée de cinq mois.

Ce délai pourra être augmenté des jours d'intempéries constatés contradictoirement.

Article 2 : Informations préalables

Avant d'entreprendre les travaux, le permissionnaire doit se mettre en rapport avec le chef de la subdivision Sud de la direction de l'équipement de la province Sud afin de procéder à la réception de la signalisation provisoire.

Article 3 : Circulation - mesures de police

La circulation au droit du chantier sera gérée conformément aux schémas ci annexés et se fera par la pose de panneaux de gamme normale limitant la vitesse de circulation à 50 km/h avec empiètement sur la chaussée.

Un balisage de la zone des travaux sera fait avec des plots de type K5.

Le permissionnaire utilisera des feux tricolores pour un atelier de chantier s'étendant sur 100 m, avec une séquence de 20 secondes pour le feu jaune et 44 secondes pour le feu rouge (trafic faible). Selon les besoins du chantier, l'alternat pourra être géré à l'aide de piquets K10.

Le stationnement ainsi que le dépôt de matériaux interdit sur les zones de travaux.

Le retour à la circulation normale se fera sans préavis dès la fin des travaux.

Les véhicules, les camions et le personnel circulant sur le chantier devront bénéficier d'un équipement conforme à l'arrêté n° 2010-837/GNC du 9 février 2010 relatif à la signalisation routière en Nouvelle-Calédonie.

Article 4 : Le permissionnaire doit soumettre à l'avis préalable de la subdivision Sud de la direction de l'équipement de la province Sud les plans de signalisation avant tout démarrage de travaux.

Cette signalisation devra être conforme à la réglementation en vigueur, notamment aux dispositions de l'arrêté n° 2010-837/GNC du 9 février 2010 relatif à la signalisation routière en Nouvelle-Calédonie susvisé.

En application de l'article 3 précité, la société Entreprises Réunion devra mettre en place la signalisation temporaire de chantier adaptée aux perturbations et/ou restrictions de capacité de circulation.

Les dangers particuliers engendrés par la réalisation des travaux doivent être balisés et signalisés, par la société Entreprises Réunion, jusqu'à leur disparition. La limitation de vitesse doit être adaptée aux risques.

Article 5 : Responsabilités

La société Entreprises Réunion est responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de la signalisation fixée à l'article 4 ci-dessus qui doit être réalisée à l'aide de panneaux.

Le balisage à l'aide de fûts ou de murs béton est strictement interdit.

La société Entreprises Réunion a pour obligation d'entretenir la signalisation pendant toute la durée des travaux de jour comme de nuit. En cas de défaillance, la subdivision Sud de la direction de l'équipement de la province Sud pourra faire procéder à l'arrêt du chantier.

Article 6 : Signalisation existante

Dans le cas où la signalisation permanente existante est différente ou porte une inscription contraire à la signalisation de chantier, celle-ci doit être temporairement masquée dans les zones de travaux, afin qu'une cohérence vis-à-vis des usagers soit conservée.

De plus, pendant les périodes d'inactivité des chantiers, la signalisation temporaire doit être déposée ou masquée quand les motifs ayant conduit à l'implanter auront disparus (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

En cas de besoin, une signalisation de danger et de prescription adéquate sera mise en place durant ces périodes.

Le mobilier et le marquage horizontal devront être rendus en l'état.

Article 7 : La province Sud n'est pas responsable des dommages qui pourraient être causés à l'ouvrage pour quelque cause que ce soit, ni des dégâts qui pourraient être occasionnés aux tiers.

Article 8 : Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Le présent arrêté sera transmis à M. le commissaire délégué de la République pour la province Sud, au maire de la ville du Mont-Dore, notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour la présidente de l'assemblée de la province Sud,
et par délégation :
Le chef de la subdivision Sud,
GUILLAUME DERQUENNES

AVIS ET COMMUNICATIONS

AVIS ET COMMUNICATIONS

Délibération n° 2014-023/SMTI du 17 mars 2014 autorisant le Président à signer un marché public de prestations de transport dans le cadre du déploiement de la phase 1 des lignes interurbaines pour la ligne Nouméa-Canala-Nouméa avec la SARL NOOBWAA

Le comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain, Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 54 ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 9 ;

Vu la délibération n° 2008-135/APN du 20 juin 2008 relative à la participation de la province Nord au syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 36-2008/APS du 27 juin 2008 relative à la participation de la province Sud au syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 450 du 30 décembre 2008 du congrès de la Nouvelle-Calédonie relative à la création d'un syndicat mixte de transport interurbain ;

Vu l'arrêté du Haut-commissariat n° 280/DIRAG/SAJ du 5 mars 2009 autorisant la création du syndicat mixte dénommé « syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie » ;

Vu la délibération n° 2011-004/SMTI portant constatation de l'élection du président et du vice-président du syndicat mixte de transport interurbain ;

Vu les statuts du syndicat mixte de transport interurbain, et notamment son article 9 ;

Vu la délibération n° 2013-025/SMTI du 16 décembre 2013 adoptant le budget primitif du syndicat mixte de transport interurbain pour l'année 2014 ;

Vu la commission d'appel d'offres d'ouverture des plis du 16 décembre 2013 pour le marché de prestations de transport pour le déploiement de la phase 1 des lignes interurbaines ;

Vu la commission d'appel d'offres du 27 décembre 2013 attribuant les lignes pour le marché de prestations de transport destiné à la zone interurbaine ;

Vu le comité syndical du 15 janvier 2014 attribuant les lignes pour le marché de prestations de transport destiné à la zone interurbaine ;

Vu la commission d'appel d'offres du 28 février 2014 ;

Vu le rapport de présentation n° 2014-023/SMTI,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

D é c i d e :

Article 1^{er} : Objet

Le comité syndical autorise le président sur la base du classement établi par la commission d'appel d'offres réunie le 28 février 2014, à signer le marché public de prestations de transport dans le cadre du déploiement de la phase 1 des lignes interurbaines avec la SARL NOOBWAA pour le lot n° 5 correspondant à la ligne Nouméa-Canala-Nouméa.

Article 2 : Voie et délai de recours

Le délai de recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de trois mois à compter de sa publication; de son affichage ou de sa notification.

Article 3 : Exécution

Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain et le trésorier de la trésorerie des établissements publics de Nouvelle-Calédonie, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et aux présidents des assemblées des provinces Nord et Sud et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance, le 17 mars 2014.

Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,
GILBERT TYUIENON

un membre

Délibération n° 2014-024/SMTI du 17 mars 2014 autorisant le président à lancer un appel d'offres de prestations de transport pour l'exploitation des lignes Koumac-Pouébo-Koumac et Nouméa-Poum-Nouméa dans le cadre de la phase 1 du déploiement des lignes interurbaines

Le comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain, Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 54 ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 9 ;

Vu la délibération n° 2008-135/APN du 20 juin 2008 relative à la participation de la province Nord au syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 36-2008/APS du 27 juin 2008 relative à la participation de la province Sud au syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 450 du 30 décembre 2008 du congrès de la Nouvelle-Calédonie relative à la création d'un syndicat mixte de transport interurbain ;

Vu l'arrêté du haut-commissariat n° 280/DIRAG/SAJ du 5 mars 2009 autorisant la création du syndicat mixte dénommé « syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie » ;

Vu la délibération n° 2011-004/SMTI portant constatation de l'élection du président et du vice-président du syndicat mixte de transport interurbain ;

Vu les statuts du syndicat mixte de transport interurbain, et notamment son article 9 ;

Vu la délibération n° 2013-001/SMTI du 1^{er} février 2013 adoptant le budget primitif de l'année 2013 ;

Vu le rapport de présentation n° 2014-024/SMTI,
A adopté les dispositions dont la teneur suit :

D é c i d e :

Article 1^{er} : Objet

Le comité syndical autorise le président du syndicat mixte à lancer l'appel d'offres pour les prestations de transport concernant les lignes Koumac-Pouébo-Koumac et Nouméa-Poum-Nouméa dans le cadre du déploiement de la phase 1 des lignes interurbaines, nécessaire au fonctionnement du Réseau d'Autocars Interurbains (RAI).

Article 2 : Voie et délai de recours

Le délai de recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de trois mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Article 3 : Exécution

Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain et le trésorier de la trésorerie des établissements publics de Nouvelle-Calédonie, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et aux présidents des assemblées des provinces Nord et Sud et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance, le 17 mars 2014.

*Le président du comité syndical du syndicat
mixte de transport interurbain,*
GILBERT TYUIENON

un membre

Délibération n° 2014-025/SMTI du 17 mars 2014 autorisant le président à lancer un appel d'offres de prestations de transport pour l'exploitation des lignes Hienghène-Koumac, Houailou-Koumac, Canala-Koumac et Nouméa-La Foa-Sarraméa-Nouméa dans le cadre du déploiement de la phase 2 des lignes interurbaines

Le comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 54 ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 9 ;

Vu la délibération n° 2008-135/APN du 20 juin 2008 relative à la participation de la province Nord au syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 36-2008/APS du 27 juin 2008 relative à la participation de la province Sud au syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 450 du 30 décembre 2008 du congrès de la Nouvelle-Calédonie relative à la création d'un syndicat mixte de transport interurbain ;

Vu l'arrêté du Haut-commissariat n° 280/DIRAG/SAJ du 5 mars 2009 autorisant la création du syndicat mixte dénommé « syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie » ;

Vu la délibération n° 2011-004/SMT portant constatation de l'élection du président et du vice-président du syndicat mixte de transport interurbain ;

Vu les statuts du syndicat mixte de transport interurbain, et notamment son article 9 ;

Vu la délibération n° 2013-001/SMTI du 1^{er} février 2013 adoptant le budget primitif de l'année 2013 ;

Vu le rapport de présentation n° 2014-026/SMTI,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

D é c i d e :

Article 1^{er} : Objet

Le comité syndical autorise le Président du syndicat mixte à lancer l'appel d'offres pour les prestations de transport concernant les lignes Hienghène-Koumac, Houailou-Koumac, Canala-Koumac et Nouméa-La Foa-Sarraméa-Nouméa dans le cadre du déploiement de la phase 2 des lignes interurbaines, nécessaire au fonctionnement du Réseau d'Autocars Interurbains (RAI).

Article 2 : Voie et délai de recours

Le délai de recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de trois mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Article 3 : Exécution

Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain et le trésorier de la trésorerie des établissements publics de Nouvelle-Calédonie, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et aux présidents des assemblées des provinces Nord et Sud et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance, le 17 mars 2014.

*Le président du comité syndical du syndicat
mixte de transport interurbain,*
GILBERT TYUIENON

un membre

Délibération n° 2014-026/SMTI du 17 mars 2014 autorisant le président à lancer un appel d'offres pour l'acquisition de matériel roulant pour des prestations de transport relatives à la ligne VIP EXPRESS

Le comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 54 ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 9 ;

Vu la délibération n° 2008-135/APN du 20 juin 2008 relative à la participation de la province Nord au syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 36-2008/APS du 27 juin 2008 relative à la participation de la province Sud au syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 450 du 30 décembre 2008 du congrès de la Nouvelle-Calédonie relative à la création d'un syndicat mixte de transport interurbain ;

Vu l'arrêté du haut-commissariat n° 280/DIRAG/SAJ du 5 mars 2009 autorisant la création du syndicat mixte dénommé « syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie » ;

Vu la délibération n° 2011-004/SMTI portant constatation de l'élection du président et du vice-président du syndicat mixte de transport interurbain ;

Vu les statuts du syndicat mixte de transport interurbain, et notamment son article 9 ;

Vu la délibération n° 2013-001/SMTI du 1^{er} février 2013 adoptant le budget primitif de l'année 2013 ;

Vu le rapport de présentation n° 2014-026/SMTI,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

D é c i d e :

Article 1^{er} : Objet

Le comité syndical autorise le président du syndicat mixte à lancer l'appel d'offres pour l'acquisition de matériel roulant pour des prestations de transport relatives à la ligne VIP EXPRESS.

Article 2 : Voie et délai de recours

Le délai de recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de trois mois à compter de sa publication de son affichage ou de sa notification.

Article 3 : Exécution

Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain et le trésorier de la trésorerie des établissements publics de Nouvelle-Calédonie, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération .qui sera enregistrée, transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et aux présidents des assemblées des provinces Nord et Sud et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance, le 17 mars 2014.

*Le président du comité syndical du syndicat
mixte de transport interurbain,*
GILBERT TYUIENON

un membre

Délibération n° 2014-027/SMTI du 17 mars 2014 autorisant M. Patrick Holero à se rendre en mission hors Territoire pour l'acquisition de matériels roulants dans le cadre de la mise en place de la ligne VIP EXPRESS

Le comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 54 ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 9 ;

Vu la délibération n° 2008-135/APN du 20 juin 2008 relative à la participation de la province Nord au syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 36-2008/APS du 27 juin 2008 relative à la participation de la province Sud au syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 450 du 30 décembre 2008 du congrès de la Nouvelle-Calédonie relative à la création d'un syndicat mixte de transport interurbain ;

Vu l'arrêté du Haut-commissariat n° 280/DIRAG/SAJ du 5 mars 2009 autorisant la création du syndicat mixte dénommé « syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie » ;

Vu la délibération n° 2011-004/SMTI portant constatation de l'élection du président et du vice-président du syndicat mixte de transport interurbain ;

Vu les statuts du syndicat mixte de transport interurbain, et notamment son article 9 ;

Vu la délibération n° 2013-001/SMTI du 1^{er} février 2013 adoptant le budget primitif de l'année 2013 ;

Vu le rapport de présentation n° 2014-027/SMTI,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

D é c i d e :

Article 1^{er} : Objet

Le comité syndical autorise M. Patrick Holero - suppléant de M. Tyuiénon au comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain à se déplacer hors du Territoire pour des missions de prospection de matériels roulants dans le cadre de la mise en place de la ligne VIP EXPRESS.

Article 2 : Prise en charge des frais

Le syndicat mixte prend en charge les frais de déplacement, d'hébergement et d'obtention des visas de M. Patrick Holero.

Article 3 : Voie et délai de recours

Le délai de recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de trois mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Article 4 : Exécution

Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain et le trésorier de la trésorerie des établissements publics de Nouvelle-Calédonie, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et aux présidents des assemblées des provinces Nord et Sud et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance, le 17 mars 2014.

*Le président du comité syndical du syndicat
mixte de transport interurbain,*
GILBERT TYUIENON

un membre

LA COMMUNE DE LA FOA

Arrêté n° 2014/14 du 17 mars 2014 relatif à la titularisation de Mlle Vaitiare Fogliani

Le maire de la commune de La Foa,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire ;

Vu la délibération modifiée n° 486 du 10 août 1994 portant création du statut général des fonctionnaires des communes de Nouvelle-Calédonie et de leurs établissements publics ;

Vu la délibération n° 67/CP du 21 octobre 2011 portant statut particulier de la filière technique des communes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'avis de la commission administrative paritaire en date du 26 février 2014,

Arrête :

Article 1^{er} : A compter du 19 novembre 2013, Mlle Vaitiare Fogliani est titularisée au grade de technicien 1^{er} grade – 1^{er} échelon (IB : 313) du statut particulier de la filière technique des communes de Nouvelle-Calédonie en conservant un an d'ancienneté au titre du stage probatoire.

Article 2 : La dépense est imputable au budget de la commune de La Foa.

Article 3 : Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie, dans un délai de trois (3) mois à compter de sa notification.

Article 4 : Le présent arrêté sera enregistré, transmis au commissaire délégué de la République pour la province Sud, au trésorier de la province Sud, à la direction des ressources humaines et de la fonction publique de Nouvelle-Calédonie et notifié à l'intéressée.

Le maire,
CORINE VOISIN

COMMUNIQUE

Est susceptible d'être vacant au centre hospitalier spécialisé (C.H.S.) Albert Bousquet (Nouvelle-Calédonie) un poste de praticiens hospitaliers au service de psychiatrie infanto-juvénile (avis n° 31 du 24 mars 2014).

Le profil de ce poste peut être consulté sur les sites suivants : www.dass.gouv.nc ou www.cng.sante.fr (bourse de l'emploi).

Conditions de recrutement et d'exercice

Les candidats devront répondre aux conditions de recrutement définies par la délibération modifiée n° 139/CP du 26 mars 2004 portant statut des praticiens des établissements hospitaliers de la Nouvelle-Calédonie.

Les dossiers de candidature sont à retirer auprès de :

Direction des affaires sanitaires et sociales de Nouvelle-Calédonie
Service tutelle et planification hospitalières
BP N4 – 98851 Nouméa cédex (Nouvelle-Calédonie)
Téléphone (687) 24.37.37 – Télécopie : (687) 24.37.33
Courriel : sylvie.cugola@gouv.nc

Date limite de dépôt des dossiers complets : 2 juin 2014

AVIS ADMINISTRATIF

En application des dispositions des articles Lp. 334-18 et R. 334-3 du code du travail de Nouvelle-Calédonie relatives à la procédure d'extension des conventions et accords collectifs de travail, les organisations et personnes intéressées sont invitées à faire connaître leurs observations concernant l'extension de l'avenant n° 17 du 26 novembre 2013 à l'accord professionnel de la branche « Industries Extractives Mines et Carrière ».

Le texte de cette convention a été déposé à la direction du travail et de l'emploi auprès de laquelle les observations éventuelles doivent être présentées dans un délai de quinze jours à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Le directeur du travail et de l'emploi,
PIERRE GARCIA

AVIS ADMINISTRATIF

En application des dispositions des articles Lp. 334-18 et R. 334-3 du code du travail de Nouvelle-Calédonie relatives à la procédure d'extension des conventions et accords collectifs de travail, les organisations et personnes intéressées sont invitées à faire connaître leurs observations concernant l'extension de l'avenant n° 28 du 9 décembre 2013 à l'accord professionnel de la branche « Industries ».

Le texte de cette convention a été déposé à la direction du travail et de l'emploi auprès de laquelle les observations éventuelles doivent être présentées dans un délai de quinze jours à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Le directeur du travail et de l'emploi,
PIERRE GARCIA

AVIS ADMINISTRATIF

En application des dispositions des articles Lp. 334-18 et R. 334-3 du code du travail de Nouvelle-Calédonie relatives à la procédure d'extension des conventions et accords collectifs de travail, les organisations et personnes intéressées sont invitées à faire connaître leurs observations concernant l'extension de l'avenant n° 30 du 9 décembre 2013 à l'accord professionnel de la branche « Bâtiment – Travaux Publics ».

Le texte de cette convention a été déposé à la direction du travail et de l'emploi auprès de laquelle les observations éventuelles doivent être présentées dans un délai de quinze jours à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Le directeur du travail et de l'emploi,
PIERRE GARCIA

AVIS ADMINISTRATIF

En application des dispositions des articles Lp. 334-18 et R. 334-3 du code du travail de Nouvelle-Calédonie relatives à la procédure d'extension des conventions et accords collectifs de travail, les organisations et personnes intéressées sont invitées à faire connaître leurs observations concernant l'extension de l'avenant n° 17 du 6 mars 2014 à l'accord professionnel de la branche « Coiffure ».

Le texte de cette convention a été déposé à la direction du travail et de l'emploi auprès de laquelle les observations éventuelles doivent être présentées dans un délai de quinze jours à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

La directrice du travail et de l'emploi, par intérim
MAGDA BONAL-TURAUD

AVIS ADMINISTRATIF

En application des dispositions des articles Lp. 334-18 et R. 334-3 du code du travail de Nouvelle-Calédonie relatives à la procédure d'extension des conventions et accords collectifs de travail, les organisations et personnes intéressées sont invitées à faire connaître leurs observations concernant l'extension de l'avenant n° 35 du 10 mars 2014 à l'accord professionnel de la branche « Commerce et divers ».

Le texte de cette convention a été déposé à la direction du travail et de l'emploi auprès de laquelle les observations éventuelles doivent être présentées dans un délai de quinze jours à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

La directrice du travail et de l'emploi, par intérim
MAGDA BONAL-TURAUD

AVIS ADMINISTRATIF

En application des dispositions des articles Lp. 334-18 et R. 334-3 du code du travail de Nouvelle-Calédonie relatives à la procédure d'extension des conventions et accords collectifs de travail, les organisations et personnes intéressées sont invitées à faire connaître leurs observations concernant l'extension de l'avenant n° 34 du 11 février 2014 à l'accord professionnel de la branche « Commerce et divers ».

Le texte de cette convention a été déposé à la direction du travail et de l'emploi auprès de laquelle les observations éventuelles doivent être présentées dans un délai de quinze jours à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

La directrice du travail et de l'emploi, par intérim
MAGDA BONAL-TURAUD

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

DECLARATION DE CREATION D'UNE ASSOCIATION

Titre : **SONOLOR**

Siège social : Porte de Fer – Vallon d'Argent – bât. U – appt.02 – 148 rue Henry Boissery – 98800 Nouméa.

Récépissé de déclaration de création n° W9N1004690 du 11 mars 2014.

DECLARATION DE MODIFICATION D'UNE ASSOCIATION

Titre : **JAPON CAGOU NC**

Siège social : au domicile du Pt en exercice : Yahoué – lot Revercé – 81 rue de la montagne – 799 – 98830 – Dumbéa.

Récépissé de déclaration de création n° W9N1004692 du 11 mars 2014.

DECLARATION DE CREATION D'UNE ASSOCIATION

Titre : **ASSOCIATION DES LOCATAIRES DU KOUARE**

Siège social : immeuble le Kouaré – 297 bis rue Jacque Iékawé – PK 7 – 98800 Nouméa.

Récépissé de déclaration de création n° W9N1004695 du 13 mars 2014.

DECLARATION DE CREATION D'UNE ASSOCIATION

Titre : **ASSOCIATION DU CREEK**

Siège social : Plum – 261 rue de la Juliette – 98809 Mont Dore.

Récépissé de déclaration de création n° W9N1004697 du 13 mars 2014.

DECLARATION DE CREATION D'UNE ASSOCIATION

Titre : **FETII**

Siège social : Dumbéa – La Haute-Couvelée – 6 route Daver – 98835 Dumbéa.

Récépissé de déclaration de création n° W9N1004698 du 13 mars 2014.

DECLARATION DE CREATION D'UNE ASSOCIATION

Titre : **ASSEMBLEE DE DIEU DE TONTOUTA**

Siège social : au domicile de la Pte en exercice – 14 rue Ernest Oliveau – PK4 – bât A2 – appt. 01 – 98800 Nouméa.

Récépissé de déclaration de création n° W9N1004701 du 20 mars 2014.

Titre : **CLAN KAMBWA-BWEI ET ALLIE**

Siège social : tribu de Saint-Louis – chefferie Wamytan – 98809 Mont-Dore.

Récépissé de déclaration de création n° W9N1004707 du 20 mars 2014.

Titre : **FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE LIGUE DE NOUVELLE-CALÉDONIE**

Siège social : 43 rue des Camélias – PK6 – 98800 Nouméa.

Récépissé de déclaration de création n° W9N1004707 du 21 mars 2014.

Titre : **ASSOCIATION HEAVEN'S DOOR**

Siège social : rue des des frères Goisavost – 98880 La Foa.

Récépissé de déclaration de création n° W9N2000471 du 18 février 2014.

PUBLICATIONS LÉGALES

AVIS DE CESSION D'ÉLÉMENTS ISOLES D'UN FONDS DE COMMERCE

Suivant acte sous seing privé en date à Nouméa du 11 mars 2014 enregistré à Nouméa le 17 mars 2014, F° 92, n° 1092 Bord. 71/8, la SARL CAFE CALEDONIEN au capital de 22 000 000 de F CFP, ayant son siège social à Nouméa – ZI Ducos – 2 rue Joule, immatriculée au RCS de Nouméa sous le n° B 025 262, a cédé à la société de valorisation des productions du GAPCE « SOVAL », SARL au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège est à Poindimié (98822), 32 rue Voie Urbaine n° 15 du village, immatriculée au RCS de Nouméa sous le n° B 959 296, les éléments isolés d'un fonds de commerce de torréfaction et de négoce de café, identifié au RIDET sous le numéro 0 025 262.001, et exploité sous l'enseigne commerciale CAFE CALEDONIEN, et ce moyennant le prix de 3 352 400 F CFP.

Le transfert de propriété et la date de l'entrée en jouissance ont été fixés au 11 mars 2014.

Le premier avis est paru dans le journal LES NOUVELLES CALEDONIENNES du 27 mars 2014.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale, au plus tard dans les dix jours qui suivront la dernière en date des publications légales, au siège administratif de la SAEM SOFINOR, sis à Nouméa – immeuble City Park – 27 rue de la Somme – centre ville – BP 4206 – 98847 Nouméa CEDEX.

Pour dernière insertion

AVIS

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte sous seing privé en date, à Nouméa du 1^{er} février 2014 Mme Juanita Marwi, inscrite au RIDET de Nouméa sous le n° 0 941 989, demeurant au Mont-Dore, 79 rue Jean Prevost – lot Porte Dore, a cédé à Mme Priscilla Ozoux, inscrite au RIDET de Nouméa sous le n° 1 159 474 002 demeurant à Nouméa 0 21 rue Capiez – PK 4, un fonds de commerce de marchandises diverses non alimentaires, sis et exploité à Nouméa – 12 rue du docteur Lescour – Quartier Latin, à l'enseigne « YGGDRASIL ».

Prix : 5 700 000 XPF.

Propriétaire et jouissance : 1^{er} février 2014.

Le premier avis a eu lieu le 19 mars 2014 dans le « Tél 7 jours ».

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues par les parties dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales, en leur demeure respective.

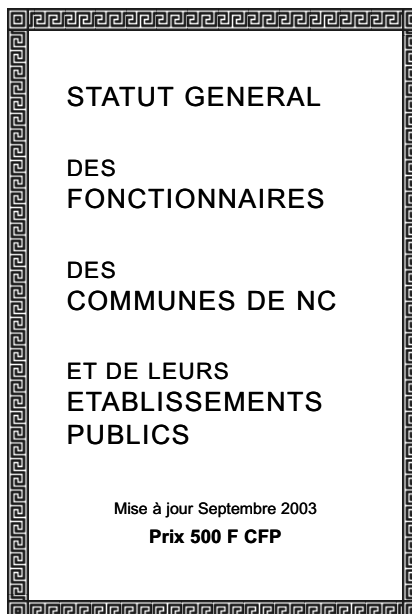
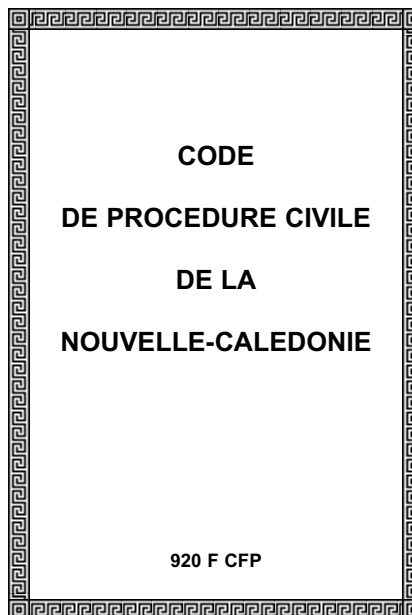
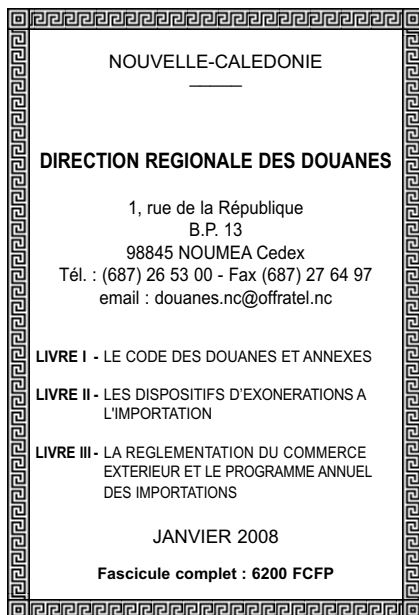
Peggy VAUTRIN – Lisa SANCHEZ
Tél. 28 36 26
10 rue Bichat – Quartier Latin

Par ASSP en date à Nouméa du 14 mars 2014, enregistré en même lieu le 18 mars 2014, F° 92, n° 1093, Bord. 72/15, la société « BLEU LAGON » SARL (RCS n° 2014 B 1 202 860) s'est portée acquéreur d'un fonds de commerce de détail de vente et installation de piscines, produit et accessoires de piscine sis et exploité à Nouméa, 256 rue Jacque Iékawé – PK 7, sous l'enseigne « BLEU LAGON » appartenant à M. Rémi PREFOL (RCS n° A 841 981 et RIDET 0 841 981 001) et ce aux prix de 6 800 979 F CFP. Les créanciers du vendeur, ont un délai de 10 jours à compter de la dernière insertion légale, pour faire opposition Cabinet LA JURIDIQUE – 10 rue Bichat – BP 2584 – 98846 Nouméa où domicile a été élu à cet effet.

Pour avis

Pour le président du gouvernement
et par délégation
MATCHA IBOUDGHACEM
Chef du service de la législation civile et commerciale

**Ces ouvrages sont disponibles à l'Imprimerie Administrative,
Centre Administratif Jacques Iékawé, 18 avenue Paul Doumer, Nouméa**



TARIF DES ABONNEMENTS

JONC

6 mois	1 an
8.000 F CFP	15.000 F CFP

JONC

"COMPTES RENDUS DES DEBATS DU CONGRES"

6 mois	1 an
1.800 F CFP	3.500 F CFP

INSERTIONS ET PUBLICATIONS

Insertion : 800 francs CFP la ligne jusqu'à 10 lignes,
15.000 francs CFP la demi page au-delà de 10 lignes,
30.000 francs CFP la page au-delà d'une demi page.

Insertion de déclaration d'association : 6.000 francs CFP.

Les abonnements et sommes dues à divers titres sont **payables d'avance** au Régisseur de la Caisse de Recettes de l'Imprimerie Administrative.

Les chèques postaux et bancaires doivent être libellés au nom du :

TRESOR PUBLIC

Compte C.C.P. NOUMÉA 201-07N

Téléphone : (687) 25.60.13
Fax : (687) 25.60.21
Adresse Internet : <http://www.juridoc.gouv.nc>
E-mail : jonc.sia@gouv.nc